

Confédération Aime et Sers



<http://www.aime-et-sers.com>

Que son devenu les Nationaux Socialiste après 1945

La lettre A

Abetz, Otto (ambassadeur à Paris) : condamné en France à vingt ans de prison, le 22 juillet 1949. Libéré en 1954. Mort carbonisé dans un accident de voiture le 5 mai 1958.

Achenbach, Ernst (ambassade d'Allemagne à Paris, participe à la décision de la déportation à Auschwitz de 2000 Juifs les 4 et 6 mars 1943 en représailles à un attentat contre deux officiers allemands le 15 février 1943) : activités politiques en Allemagne de l'Ouest après la guerre. Avocat (en particulier de l'entreprise IG-Farben), député, défenseur au Bundestag des nazis pour lesquels il réclamait l'amnistie. Devait être nommé représentant de la RFA à la Commission européenne en 1970, décision annulée devant le scandale en raison de la diffusion du dossier réuni par Beate Klarsfeld.

Ahlers, Tonny (dénonciateur de la cachette d'Anne Frank et de sa famille) : mort en 2000 sans avoir été inquiété.

Albertini, Georges (secrétaire général du RNP de Déat) : arrêté le 25 septembre 1944, jugé en décembre 1944, condamné à 5 ans de travaux forcés, passe moins de quatre ans au bagne



SHOUT **IT**
SHARE

de Poissy et bénéficie d'une remise de peine en février 1948, crée l'Institut d'histoire sociale, organisme animé par un fort anticommunisme qui recycle des fascistes, a une influence certaine sous la Quatrième république et devient un des membres de l'entourage de Georges Pompidou, mort en 1983.

Alerme Michel (ancien colonel de l'armée française, directeur de L'Echo National, chroniqueur militaire à L'Action Française, cofondateur de l'agence Inter-France regroupant tous les journaux de la collaboration qu'il présidera jusqu'en 1944, partisan déclaré de la collaboration et de l'antisémitisme) : recherché et poursuivi après 1944, il échappe aux recherches et meurt le 1er mars 1949 sans avoir été capturé.

Algarron André, (PPF, rédacteur en chef adjoint du Petit Parisien, journal ouvertement favorable à Vichy et aux nazis) : s'enfuit en 1944 en Allemagne avec le PPF, d'où il dirigera encore dès août de la même année Radio-Patrie. Arrêté après la capitulation allemande, condamné à mort le 27 novembre 1946 par la Cour de justice de la Seine, gracié en 1947 par le président Auriol, sa peine est commuée en détention à perpétuité. Meurt dans l'oubli le 7 février 1980.

Alibert, Raphaël (garde des sceaux du gouvernement de Vichy, signataire du Statut des juifs d'octobre 1940, révisé les naturalisations) : se cache à l'étranger, est condamné à mort par contumace le 7 mars 1947, vit en exil en Belgique, est amnistié en 1959, meurt en 1963.

Alie, Louis (inspecteur de police à Rouen, chef des brigades "antiterroristes") : fuit, le 24 août 1944, avec les Archives de la Gestapo vers l'Allemagne, puis rentre à Rouen où il est reconnu et arrêté, tente de monnayer ses informations contre un passeport pour l'Argentine, jugé avec ses complices du 14 au 16 novembre 1944, condamné à mort, exécuté le 27 décembre 1944.

Allers, Dietrich (Chancellerie du Führer) : avocat.

Alpers, Friedrich (secrétaire d'état ; Luftwaffe et plan de 4 ans) : se suicide le 3 septembre 1944 à côté de Mons (France).

Altenburg, Günther (ministère des Affaires étrangères) : secrétaire général de la délégation allemande à la Chambre internationale de commerce.

Altstötter, Josef (ministère de la Justice) : condamné à cinq ans de prison par un tribunal militaire américain pour affiliation à une organisation criminelle.

Alvensleben, Ludolph von (créateur, en Pologne occupée des "Selbstschutz", unités paramilitaires "d'autodéfense" responsables de massacres sur le front de l'Est) : fuit en Argentine ; mort en 1970.

Amann, Max (responsable de la presse économique du Reich) : condamné en 1948 à deux ans et demi de prison, puis , le 10 septembre 1948 à 10 ans de travaux forcés. Mort le 10 mars 1957.

Ambros, Otto (membre du Conseil de direction d'IG-Farben de 1938 à 1945, responsable du choix de l'emplacement, de la planification, de la construction et du fonctionnement d'IG Auschwitz en tant que directeur d'exploitation ou directeur général des usines de Buna) :

condamné à huit ans de prison par un tribunal militaire américain en 1948 pour "asservissement". Libéré en 1952. Aufsichtsrat de Bergwerksgesellschaft Hibernia; Aufsichtsrat de Süddeutsche Kalkstickstoffwerke; Aufsichtsrat de Grünzweig und Hartmann, 1955.

Ancker, Edinger (chancellerie du parti nazi où il s'occupe des affaires juives, où il discute de la stérilisation forcée des demi-juifs ou de leur déportation) : l'accusation américaine enquête sur son cas en 1945, mais son dossier semble alors trop marginal pour qu'on l'inculpe.

André, Charles-Francis, dit "Gueule tordue" (PPF, chef d'un groupe d'indicateurs du SD de Lyon travaillant pour Klaus Barbie) : jugé et fusillé en 1945..

André, Émile (policier français, sous les ordres de Barrachin ,) : condamné en 1945 ???.

Anhert, Horst (Sous officier SS, adjoint de Danneker et de Roetke, chefs du service antijuif de la Gestapo en France). Disparu.

Antignac, Joseph (directeur de cabinet au Commissariat Général aux Questions Juives, secrétaire général en juin 1944) : arrêté le 6 novembre 1944, libéré le 28 mai 1946, s'enfuit et disparaît, condamné à mort par contumace le 9 juillet 1946. Bénéficie de la loi d'amnistie de 1953.

Antonescu, Ion (maréchal roumain, "conducator") : exécuté en Roumanie en 1946.

Antonescu, Mihai : Exécuté en Roumanie en 1946.

Armilhon, Jean (cadre du Commissariat Général aux Questions Juives sous Darquier de Pellepoix en remplacement de Jean Giroud) : n'est pas inquiété, s'installe à Nîmes où il achète une étude d'avoué. Officier de la Légion d'Honneur dans les années 1950, partisan du CNI d'Antoine Pinay. Prend sa retraite en 1978. N'évoquera jamais en famille son rôle au CGQF. Mort en 1982, à l'âge de 87 ans.

Arrighi, Victor-Noël (Un des fondateurs du PPF, ami de Pucheu, de Doriot, militant ultra) : arrêté à la Libération, puis mis en résidence surveillée à cause de son mauvais état de santé, meurt le 9 avril 1945.

Artukovic, Andrija (ministre croate de l'Intérieur) : entré aux États-Unis comme « visiteur » en 1948. Ajournement d'expulsion accordé en 1959, annulé en 1981. Arrêté en 1984. Extradé et livré à la Yougoslavie en 1986. Condamné à la peine capitale en 1986, mort en 1988 à l'hôpital de la prison de Zagreb.

Asche, Kurt (Chef de la section antijuive de la Gestapo en Belgique) : employé à Hambourg, retrouvé et dénoncé par Beate Klarsfeld en 1975, condamné en 1981 à sept ans de détention.

Asscher, Abraham (responsable, avec David Cohen du "Conseil Juif d'Amsterdam") : condamné à la Libération par une cour d'honneur juive. Les tentatives de l'incriminer dans des poursuites officielle pour collaboration échouèrent cependant.

Auerswald, Heinz (SS, Kommissar du ghetto de Varsovie de mars 1941 à novembre 1942) :

instruction de son dossier par des procureurs allemands au milieu des années 1960. Avocat après guerre, mort le 5 décembre 1970 sans avoir été jugé.

Augier Marc : voir Saint-Loup.

Aumeier, Hans (Oberstrumführer, commandant du camp de Vaivara, Lagerführer du camp-mère d'Auschwitz) : condamné à mort par le Tribunal National Suprême polonais et exécuté en 1947.

Auphan Paul (nommé contre-amiral et chef d'état-major de la marine par Pétain au lendemain de l'Armistice, succède à son ancien chef Darlan dans le gouvernement Laval, en avril 1942) : tente d'entrer en contact, en août 1944, avec le général De Gaulle en vue d'une réconciliation nationale. Cette démarche restant infructueuse, s'enfuit et se cache. Condamné à la prison à perpétuité par contumace le 14 août 1946. Se constitue prisonnier en janvier 1955. Rejugé, il est condamné à 5 ans de prison et à la dégradation nationale. Va se consacrer par la suite à la défense de la mémoire de Pétain. Meurt en 1982.

Autremont, Pierre d' (avocat d'extrême-droite, cadre du Commissariat Général aux Questions Juives, chargé de la section juridique de l'aryanisation économique) disparu

Axmann, Arthur (successeur de Baldur von Schirach en 1940, à la tête des Jeunesses Hitlériennes) : s'échappe du bunker de Hitler en avril 1945, témoin de la mort de Bormann , condamné en mai 1949 par un tribunal de dénazification à 3 ans et 3 mois d'emprisonnement, de nouveau condamné en 1953 à une amende de 35.000 DM.Mort en 1996.

Azéma Jean (Action française puis PPF, rédacteur en chef du Radio Journal de Paris en 1943, admirateur incontesté de Degrelle , le chef du rexisme et de la division SS "Wallonie", s'engage dans cette division au printemps 1944, et aura le temps de participer avec Algarron à la création de Radio-Patrie à Bad-Margentheim en Allemagne, antenne contrôlée par le PPF) : parvient à s'enfuir en Argentine en 1945, jamais extradé, il y vivrait encore aujourd'hui.

la lettre B

Babor, Karl ("médecin" SS dans le camp de Grossrosen) : fait prisonnier en 1945 par les Français, passe quelques mois dans un camp puis regagne Vienne, termine ses études et vit tranquillement jusqu'en 1952. Découvert par deux anciens de Grossrosen, il fuit vers l'Ethiopie. Plus tard, sa femme retourne en Allemagne et contacte Simon Wiesenthal qui alerte la presse mondiale. Retrouvé mort quelques temps après, en janvier 1964, dans une rivière infestée de crocodile

Bachmayer, Georg (SS-Hauptsturmführer ; Mauthausen ; en charge de la construction du camp d'Ebensee) : se suicide le 8 mai 1945 après avoir tué sa femme et ses deux enfants à Hintermühe près d'Altenbourg.

Bach-Zelewski, Erich von dem (chef suprême des SS et de la Police de Russie centrale et chef des unités antipartisans) : condamné à dix ans de résidence surveillée par un tribunal de dénazification, à Munich. Condamné à trois ans et demi de prison par un tribunal allemand de Nuremberg en février 1961 . Condamné à perpétuité en 1962. Mort en 1972.

Backe, Herbert (ministre intérimaire du Ravitaillement) : se suicide dans sa cellule de Nuremberg le 6 avril 1947.

Baer, Richard (SS-Sturmbannführer, commandant d'Auschwitz I) : Après l'évacuation du camp d'Auschwitz, il fut nommé commandant du camp de Mittelbau. Comme il s'était foulé le pied, il partit, avant la capitulation du camp, en Styrie (Autriche). Jusqu'en décembre 1960, il se cachait sous un nom d'emprunt et travaillait comme ouvrier forestier dans les environs de Hambourg. Arrêté près de Hambourg en décembre 1960 après l'affichage d'une récompense pour sa capture et mis en prison préventive à Francfort-sur-le Main. Meurt en détention, subitement, en juillet 1963 avant d'avoir été jugé.

Baga, Karol (Sanitätsdienstgefreiter à Auschwitz I et à Fürstengrube entre mai 1944 et janvier 1945) : grâce à sa volonté de coopérer avec la commission d'enquête polonaise, n'est condamné qu'à une courte peine par le Tribunal de Cracovie en 1945.

Baier, Hans (WVHA) : condamné à dix ans de prison par un tribunal militaire américain.

Baillet, André, dit "le Colonel" (sous-directeur des Renseignements Généraux, puis directeur en 1943, puis à la tête de l'administration pénitentiaire, livre des prisonniers à la Milice) : condamné à mort le 20 juin 1945 et fusillé à Montrouge, le 26 juin 1945.

Baky, László (ministre hongrois de l'Intérieur) : exécuté en Hongrie en 1946.

Barbel, Heinrich (SS-Rottenführer, participe au programme d'euthanasie à Grafeneck et Hartheim, puis au camp de Belzec et Sobibor) : devait initialement être poursuivi au procès de Hagen en 1965, mais le ministère public y renonce pour raisons de santé

Barbie, Klaus (Gestapo de Lyon) : arrêté par les Américains après la guerre, mais protégé par les services secrets américains. Gagne ensuite la Bolivie où il se met au service de la dictature. En juin 1971, le Parquet de Munich décide de classer son affaire sous le prétexte qu'il est impossible de prouver que Barbie connaissait le sort de ceux qu'il faisait arrêter. Une tentative d'enlèvement organisée par Serge Klarsfeld échoue. Extradé en 1983 vers la France où il est jugé. Le procès s'ouvre le 11 Mai 1987, après quatre ans d'instruction à Lyon. C'est le premier procès en France pour "crimes contre l'humanité". Le 3 Juillet 1987, le verdict tombe : coupable sans circonstances atténuantes. Barbie est condamné à la prison à vie. Il meurt en prison, d'un cancer, le 25 Septembre 1991.

Barbier, Jean (chef du groupe d'action du PPF à Grenoble, travaille pour la Gestapo) : Part avec les Allemands en août 1944, essaye de désertir, arrêté, il est déporté à Mauthausen. Libéré par les Américains en mars 1945. Reconnu par des témoins, réussit à s'enfuir. Condamné à mort par contumace. Revient en France sous un faux nom, s'installe à Marseille d'où il est originaire en 1946. Dénoncé en 1962 par une de ses anciennes victimes, il est de nouveau condamné à mort en juillet 1965. Gracié par de Gaulle.

Bard, François (amiral, préfet de police de Paris en 1941, signe la réglementation du camp de Drancy rédigée par Danneker) : homme de Darlan, il est remplacé par Bussièrès lors du retour au pouvoir de Laval en avril 1942. Nommé ambassadeur de Vichy à Berne, mort en Suisse des suites d'un accident, le 1er avril 1944.

Bárdossy, László (ministre hongrois de l'Intérieur) : exécuté en Hongrie en 1946.

Baretzki, Stefan (SS Rottenführer, Blockführer du camp d'Auschwitz) : condamné à 8 ans

d'emprisonnement au procès d'Auschwitz, à Francfort, en 1965. Se suicide en prison le 21 juin 1988 à Bad Nauheim (Allemagne).

Bargen, Werner von (représentant du ministère des Affaires étrangères en Belgique) : ministre des Objectifs spéciaux du nouveau ministère des Affaires étrangères en mars 1952. Déclaré indigne de l'exercice de cette fonction par une commission du Bundestag en raison de ses activités passées en juillet 1952. Ambassadeur d'Allemagne fédérale en Irak en novembre 1960. Retraité en 1963.

Barnaud, Jacques (inspecteur des finances, directeur de cabinet du ministre du travail de Vichy, puis secrétaire d'Etat aux relations franco-allemandes) : arrêté le 18 octobre 1944, libéré, non-lieu en janvier 1949, retrouve son poste à la banque Worms, administrateur de sociétés diverses, meurt en 1962.

Barrachin, Gaston (inspecteur de police français, puis commissaire, chef de la Brigade Spéciale n° 2 des Renseignements Généraux, tortionnaire, à l'origine de l'arrestation du Groupe Manouchian) : arrêté et incarcéré à Fresnes, tente, à l'aide d'une imprimerie de fabriquer de faux documents pour compromettre des résistants ; condamné à mort en octobre 1945 et fusillé le 19 janvier 1946 à Montrouge.

Barral, Paul (lieutenant de gendarmerie, en poste au camp de Drancy) : pas arrêté mais inculpé, jugé devant la Cour de Justice de la Seine pour atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat en 1947, condamné à deux ans de prison ferme et à la dégradation nationale pour cinq ans, gracié et relevé de l'indignité nationale au bout d'un an .

Bartelmus, Erich (spécialiste lyonnais de la chasse aux Juifs dans l'équipe de Klaus Barbie, à Lyon, participe à la quintuple exécution de la Place Bellecour) : condamné à huit ans de travaux forcés.

Barth, Heinz (S.S., surnommé "l'assassin d'Oradour-sur-Glane" pour son implication dans le massacre le 10 juin 1944, au cours duquel 642 habitants du village, dont 247 enfants, avaient été fusillés, noyés ou brûlés vifs par des SS de la division "Das Reich", avait également participé à l'exécution de 92 personnes en 1942 en Tchécoslovaquie, alors qu'il était chef de section du régiment blindé SS "Der Führer".) Ayant perdu une jambe lors des combats de la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'ancien SS avait obtenu en 1991 le versement d'une pension de "victime de guerre" de 800 marks (392 dollars) par mois. Condamné en 1983 à la prison à vie par la justice de RDA, remis en liberté en raison de son âge, de son mauvais état de santé . En 2000, le Tribunal du travail de Potsdam lui a retiré sa pension au motif qu'un criminel de guerre ne saurait être pensionné. Mort en août 2007.

Barth, Horst (Kripo de Cracovie ; Einsatzgruppe A) : se suicide en 1961 avant le début de son procès.

Barthélémy Georges (maire de Puteaux dès 1929 et durant toute l'occupation, député, ultracollaborationniste, soutient le gouvernement de Vichy) : abattu par la Résistance le 10 juillet 1944.

Barthélémy, Joseph (professeur de droit, inspirateur de certaines lois de Vichy, ministre de la Justice, signataire du Second Statut des Juifs de juin 1941, créateur des "sections spéciales" dont il nomme les juges) : arrêté le 6 octobre 1944, hospitalisé le 30 mars 1945 pour un cancer

de la langue, meurt le 14 mai 1945.

Barthélémy, Victor (secrétaire général du PPF en 1939. Dirige le parti en zone sud et en Afrique du Nord) : suit Doriot en Allemagne et représentera le PPF en Italie auprès de Mussolini : arrêté en 1945, lourdement condamné en Cour de Justice. Mort en 1985.

Barzda, Juozas (Lieutenant de l'armée lituanienne, commandant de la compagnie n°1 qui assassina des Juifs en Lituanie et en Biélorussie) : S'enfuit avec les Allemands en 1944, parachuté le 13 décembre 1944 en Lituanie où il se noya dans un lac.

Basedow, Ernst (Gestapo, le "bourreau de Bourges") : jugé par le Tribunal militaire de Lyon, en 1950, condamné à 10 ans de prison. Le commissaire du gouvernement fit appel à minima..

Bassompierre Jean (Inspecteur général de la Milice, LVF division "Charlemagne") : prisonnier des Soviétiques, extradé vers la France en 1948, condamné à mort et fusillé à Montrouge le 20 avril 1948.

Baudouin, Paul (ministre de Pétain, signataire du Statut des Juifs du 3 octobre 1940) : quitte la vie politique en février 1941, Banque d'Indochine. Arrêté en septembre 1944, condamné en mars 1945 à 5 ans de travaux forcés par la Haute Cour de Justice. Libéré sous conditions en janvier 1948. Reprend ses activités bancaires.

Baudrillart, Alfred (cardinal engagé dans la collaboration, patronne la LVF) : meurt en mai 1942, très âgé (93 ans).

Bauer, Erich (SS-Oberscharführer, camp de Sobibor, chargé des chambres à gaz) : arrêté après avoir été reconnu par Samuel Lerer, dans un parc à Berlin. Condamné à l'emprisonnement à vie en 1950, mort en prison à Berlin en 1980.

Baur, André (collaborateur, dirigeant juif de l'UGIF en zone nord) : arrêté le 21 juillet 1943 par les nazis, au prétexte qu'un de ses cousins s'est évadé, de Drancy écrit au Commissaire Général aux Questions Juives, tandis que d'autres dirigeants de l'UGIF partent à la recherche dudit cousin afin qu'il se livre. Est déporté le 17 décembre 1943, par le convoi n°63, meurt à Auschwitz.

Baur, Friedrich von (Ostbahn) : Bundesbahndirektor.

Baures, , abbé (curé de Rieucros, milicien.) : reconnu à la libération, il est lui même et arrêté et torturé avant d'être exécuté sommairement par la Résistance.

Beauplan, Robert de (journaliste collaborateur, chef de la rubrique politique du Matin, éditorialiste en 1942 sur Radio-Paris) : se cache en août 1944 dans l'Ouest de la France, arrêté le 25 juin 1945, jugé le 27 novembre 1945, condamné à mort, gracié le 23 février 1946, sa peine est alors commuée en détention à perpétuité, puis ???

Becker, August (SS-Obersturmführer, de janvier 1940 à octobre 1941, représentant de commerce après 1945. En 1960, déclaré incapable de subir tout interrogatoire ou de purger toute peine en raison de son état de santé.

- # Becker-Freyseng, Hermann (médecin) : condamné à 20 ans de prison par le Tribunal de Nuremberg.
- # Beckerle, Adolf Heinz (président de la Police de Francfort et ministre allemand en Bulgarie) : rentré en Allemagne de l'Ouest en 1955 après sa captivité en Union soviétique. Arrêté en 1960. Non jugé pour raisons de santé.
- # Beckmann , Rudolf (SS-Oberscharführer, Sobibor) : tué au cours de la révolte du camp le 14 octobre 1943.
- # Bedel, Marcel (ancien industriel, Commissariat Général aux Questions Juives) : licencié le 3 octobre 1944, passe sans dommages devant la Commission d'épuration, recruté le 23 février 1945 au Ministère du ravitaillement.
- # Bednarek, Emil (résistant polonais d'origine allemande, déporté à Auschwitz, Blockältester au Block 8, puis à la compagnie disciplinaire) : Revient à la Libération dans sa famille à Königshütte. En 47, ouvre un café à la gare de Schirnding. Arrêté et jugé au procès de Francfort, déclare au juge d'instruction n'avoir jamais tué aucun prisonnier. Lors du procès ensuite, nombre de témoins racontent les circonstances dans lesquelles ils l'ont vu de leurs propres yeux. Il est décrit comme extrêmement brutal et sadique. En détention préventive depuis novembre 1960. Libéré le 1er décembre 1975.
- # Behrends, Wilhelm (quartier général SS Ostland und Rußland-Nord) : capturé par les britanniques en 1945; extradé vers la Yougoslavie; condamné à mort par un tribunal militaire yougoslave; pendu le 16 avril 1946 à Belgrade.
- # Beiglböck, Wilhelm (Dachau, participe aux expérimentations sur l'eau de mer) : condamné à 15 ans de détention par le tribunal de Nuremberg.
- # Bekemeier, Heinrich (sergent commandant la 3ème section de la 2ème compagnie, dit Gruppe Bekemeier, Einsatzgruppe jugé en octobre 1967, condamné à 5 ans d'emprisonnement, fait appel, jugement confirmé mais peine non exécutée.
- # Bel, Maurice (inspecteur de police français, 2ème section des Renseignements Généraux, puis Brigade Spéciale des RG) : en fuite à la Libération, s'engage, le 20 septembre 1944, dans le 19ème bataillon de chasseurs à pied ; participe aux campagnes d'Alsace et d'Allemagne ; une mine lui arrache la jambe gauche en février 1945 ; décoré de la croix de guerre avec palme, mais identifié et incarcéré le 17 septembre 1946. Non-lieu, libéré le 19 novembre 1946.
- # Belev, Alexandre (Commissaire aux Affaires juives en Bulgarie ; collaborateur de Dannecker, à l'origine de des nombreuses déportations notamment de Grèce et de Yougoslavie) : en septembre 1944, cherche à s'enfuir des Russes ; pris par des maquisards, il disparaît sans laisser de traces ; condamné à mort in absentia à Sofia en 1945.
- # Belin, René (ancien dirigeant de la CGT, ministre du travail de Pétain, signataire du Statut des Juifs du 3 octobre 1940) : Démissionne le 16 avril 1942 au moment du retour de Laval. A la Libération, se cache à Paris, puis en Suisse, puis bénéficie d'un non-lieu de la Haute Cour de Justice. Banni à vie du mouvement syndical par les communistes, fonde secrètement "Front syndicaliste" puis "La Revue syndicaliste", proche de FO. Maire d'une commune de

Seine-et-Marne de 1958 à 1965. Mort en 1977.

Beller, ? (Milice) : fusillé à Montrouge le 14 août 1947.

Bender, Horst (juriste SS) : membre du barreau de Stuttgart en 1973.

Bene, Otto (représentant du ministère des Affaires étrangères en Hollande) : signalé au nouveau ministère des Affaires étrangères en 1952.

Benoist-Méchin, Jacques (collaborateur germanophile, ambassadeur des prisonniers de guerre, puis secrétaire général du gouvernement chargé des rapports franco-allemands, rencontre Hitler à Berchtesgaden le 11 mai 1941, secrétaire d'Etat de Laval) : arrêté à la Libération, traduit en Haute Cour de justice et condamné à mort en 1947, peine commuée en travaux forcés à perpétuité, libéré en 1954, exerce des missions en pays arabes pour le compte du gouvernement français après 1958, meurt en 1983.

Bérard Léon (ambassadeur de Vichy auprès du Vatican, justifie, dans un rapport du 2 septembre 1941 envoyé de Rome, les mesures antisémites de Vichy) : pas véritablement inquiété, reste en exil volontaire au Vatican pendant plusieurs années, inéligible pendant 10 ans, mort en 1960. Un collège situé à Saint-Palais, dans les Pyrénées Atlantiques porte son nom. Le personnel de ce collège et les parents réclament un changement de nom, refusé jusqu'à ce jour par le président du Conseil Général, Jean-Jacques Lasserre.

Béraud Henri (écrivain et journaliste, éditorialiste de Gringoire dès 1930, ses campagnes de haine poussent au suicide Roger Salengro en 1936, pour la collaboration totale) : arrêté à la Libération et condamné à mort en décembre 1944, peine commuée en travaux forcés à perpétuité par de Gaulle. Très malade, il bénéficie d'une grâce médicale en 1950 et meurt dans l'île de Ré, le 24 octobre 1958.

Berend, Béla, (grand rabbin de Szigetvar en Hongrie, proche de l'extrême-droite hongroise dès avant la guerre) : accusé de collaboration après la guerre, il est condamné à 10 ans de prison en 1946. S'exile ensuite aux Etats-Unis où il change de nom.

Berger, Friedrich, (organise l'officine dite "Gestapo de la rue de la Pompe" à Paris) : s'enfuit à la Libération, arrêté à Milan le 7 mai 1948. S'évade. Condamné à mort par contumace pour crimes contre l'humanité. Se cache en Allemagne. Pas retrouvé avant sa mort de maladie, le 10 février 1960 à Munich.

Berger, Gottlob (Bureau central de la SS, general der waffen-SS ; responsable du personnel de la Volksturm; responsable des SS et de la Police de Slovaquie) : condamné à vingt-cinq ans de prison par le tribunal militaire américain de Nuremberg. Peine réduite à dix ans en 1951 par la Commission de clémence, participe à la rédaction du journal néo-nazi Nation Europa.

Bernardini, Armand Sjoestedt, dit (militant antisémite proche du professeur Montandon , crée un fichier méthodique des noms juifs et cherche à "dépister" les Juifs vivant sous un pseudonyme) : fuit Paris en août 1944 accompagné par Henry Coston , gagne Wiesbaden puis Constance où il retrouve l'état-major du PPF, arrêté le 7 mai 1945 à la frontière entre l'Autriche et la Suisse, condamné le 27 novembre 1946 par contumace à la dégradation nationale, à la confiscation de ses biens et interdit de séjour dans la région parisienne, fait

appel et est jugé à nouveau le 6 juin 1947, condamné à la dégradation nationale pour vingt ans sans interdiction de séjour, peine réduite à 14 ans par le Président de la République en 1949, meurt en Belgique en 1972.

Best, Werner (chef de l'administration militaire en France occupée de 1940 à 1942, puis Commissaire du Reich pour le Danemark de 1943 à 1944) : condamné à mort en 1948 au Danemark. Peine commuée en douze ans de prison. Libéré en 1951. reçoit une amende de 70.000 DM par la cour de dénazification de Berlin ; conseiller juridique pour le groupe Hugo Stinnes et conseiller auprès du Ministère des Affaires Etrangères de la RFA en 1962 ; de nouveau arrêté en 1969, pour son rôle dans « l'aktion AB » (meurtre d'intellectuels et de juifs polonais) ; condamné en 1972 et libéré la même année pour raisons de santé ; charges abandonnées en 1982 ; meurt en 1989.

Beugras, Albert (PPF) : quitte Paris en août 1944 et rejoint Doriot en Allemagne, refuse d'être un agent américain et se livre à la justice française en 1946, jugé en janvier 1948 puis à nouveau en 1950, condamné aux travaux forcés à perpétuité, sort de prison en 1954, meurt en 1963..

Biberstein, Ernst (SS, SD, Einsatzgruppe C où il commande l'Einsatzkommando 6) : à Nuremberg, condamné à mort par un tribunal militaire américain. Peine commuée à la prison à perpétuité par la Commission de clémence.

Bichelonne, Jean (membre du gouvernement de Vichy d'abord comme secrétaire général à l'industrie, puis comme secrétaire d'Etat à la production industrielle): prisonnier des Allemands après le conseil des ministres du 17 août 1944, est hospitalisé à Sigmaringen pour une opération du genou, y meurt d'une embolie pulmonaire le 22 décembre 1944.

Bickenbach, Otto (professeur, dans les camps, au Struthof-Natzweiler) : comparaît en 1947 devant le Tribunal de Strasbourg, puis en 1952 devant le Tribunal de Metz, comdamné à perpétuité, peine ramenée à 20 ans de prison.

Bickler Hermann (avocat et SS, français d'origine allemande, Kreisleiter du parti nazi à Strasbourg, SS, affecté à Paris à la disposition du SD comme Standartenfuhrer. Chargé par Oberg de former une police spéciale (Selbstschutzpolizei) composée de volontaires français) : s'enfuit avec ses hommes en Allemagne en août 1944, puis à la capitulation, en Italie. Condamné à mort par contumace en 1947, il échappe aux recherches. Repéré lors de sa mort le 8 mars 1984 près du Lac Majeur. Il y dirigeait une entreprise depuis des années.

Biebow, Hans (administration du ghetto de Lodz) : condamné à mort en Pologne et exécuté en 1947.

Bielas, (ou Biala) Max (SS gardien du camp de Treblinka) : au début de septembre 1942, fut attaqué avec un couteau par un déporté juif du nom de Berliner, mourut quelques jours plus tard.

Bignand, Just (policier français, Brigade Spéciale du 4ème arrondissement de Paris) : placé sous mandat de dépôt le 27 décembre 1944, passe en janvier 1945 devant la Commission d'Epuratation qui propose sa révocation sans pension, remis en liberté le 23 février 1946. Condamné à 3 ans de prison le 21 décembre 1950, après une nouvelle plainte des familles de déportés ; amnistié en 1953, demande sa réintégration le 1er juin 1954, refusée

Bilien, Valentina (infirmière en 1944 d'une clinique pour enfants à Velke près d'Helmstedt en Allemagne) : condamnée par une Cour Martiale Britannique à Brunswick en mars-avril 1946, à 15 ans d'emprisonnement pour crimes de guerre.

Bilfinger, Rudolf (RSHA) : juge à Mannheim en 1964.

Bischoff, Karl (SS Hauptsturmführer, chargé de la construction du camp de Birkenau) : mort dans les années 1950.

Bischoff, Heinrich (SS Unterscharführer, En juillet 42, SS Totenkopf à Auschwitz, service de surveillance, puis muté à Golleschau, camp annexe, puis Blockführer à Birkenau, surveillait la rampe. Septembre 43, muté dans un camp annexe comme chef de bloc, à Schwientochlowitz, puis, fin dans un autre camp extérieur. : part au front où il est blessé, capturé par les Américains en mai 1945, relâché en août. Retourne travailler à la mine. Victime d'un sévère accident en 48 il reste invalide. Un infarctus du myocarde entraîne son invalidité complète en mai 57. Au cours du procès de Francfort (1963-1965), son accusation ne sera finalement pas menée à terme pour raisons de santé.

Bittrich, Wilhelm, (SS Obergruppenführer, chef de la 9e division SS de chars Hohenstaufen (1943), nommé en 1944 chef du 2e corps SS de chars. Chargé de la défense de Vienne, en 1945, refuse d'appliquer les ordres d'Hitler, (Raser la ville) et évacue cette dernière) : Arrêté et interné par les alliés, il est jugé et acquitté par un tribunal militaire français en avril 1953.

Bizoire, (Commissaire de police, dirige la 3ème section des Renseignements Généraux responsable de rafles durant l'occupation à Paris) disparu

Blanke, ("médecin" du camp de Maïdanek) : identifié comme responsable par la Commission d'enquête extraordinaire polono-soviétique, disparu

Blanke, Kurt (directeur des Affaires juives au département "économie" du Commandement militaire allemand en France) : après son internement, il est de nouveau à Celle. De 1948 à 1973, il y sera membre du conseil municipal, et de 1964 à 1973 il y occupera la fonction de maire.

Blankenburg, Werner (Chancellerie du Führer) : dénazifié. Mort à Stuttgart en 1957.

Blaskowitz, Johannes (gradé de l'armée nazie) : suspendu plusieurs fois de ses fonctions par le haut-commandement nazi, reste cependant à la tête d'une armée qui capitule en Hollande en mai 1945. Accusé de complicité de crime de guerre de moindre gravité, se suicide en se jetant par la fenêtre, à la prison de Nuremberg le 5 février 1948.

Blobel, Paul (SS, SD, Einsatzgruppe C où il commande l'Einsatzkommando 4a, chef de l'opération 1005) : jugé à Nuremberg en 1948 et condamné à mort par un tribunal militaire américain, pendu le 8 juin 1951, à Landberg.

Blomberg, Werner, baron von (ministre de la guerre de 1933 à 1938, commandant en chef de la Wehrmacht) : tombé en disgrâce en 1938, ne reçut aucun commandement pendant la Seconde guerre mondiale. Mort en mars 1946

Blome, Kurt (Bureau central de santé du parti) : acquitté par le Tribunal américain de Nuremberg bien qu'il ait été accusé d'euthanasie ; récupéré dans la cadre de l'opération Paperclip ; en 1951, travaillait pour l'US Army Chemical Corps.

Blume, Walter (SS, SD, Gestap, Einsatzgruppe B où il commande l'Einsatzkommando 7a) : à Nuremberg, condamné à mort par un tribunal militaire américain. Peine commuée à 25 ans de prison par la Commission de clémence.

Bobelis, Jurgis (Lieutenant-colonel, chef du quartier général de l'armée à Kaunas) : S'enfuit en Allemagne en 1944, puis aux Etats-Unis en 1948.

Bobermin, Hans (WVHA) : condamné à vingt ans de prison par un tribunal militaire américain. Peine réduite à quinze ans par le tribunal. Libéré par la Commission de clémence en 1951.

Bock, Fedor von (commandant du Groupe d'armées Centre) : retraité en 1942. Aurait été tué lors d'un raid aérien en 1945.

Bock, Wilhelm (Chef de la Gestapo de Berlin, organise la déportation des Juifs de Berlin) : disparu

Bodmann, Franz (Obersturmführer, médecin en chef des camps d'Estonie) : se suicide en avril 1945.

Boemelburg, (SS Sturmbannführer, policier de profession, Gestapo, chef du bureau IV de la Sipo-SD en France de juin 1940 à juin 1944) : en juin 1944, tombe en disgrâce ; remplace par la suite à Vichy Geissler qui avait été tué par le maquis. Part avec Pétain à Sigmaringen. Disparaît au printemps 1945. Jamais retrouvé.

Boero , Pierre-Jean (Milice) : exécuté à Montrouge le 28 novembre 1944.

Boger, Wilhelm (SS Oberscharführer, section politique du camp d'Auschwitz,) : Dans les derniers jours de janvier 45, il emporte, avec l'aide de l'Untersturmführer Schurz, l'Oberscharführer Kirschner et Pery Broad, un camion chargé de dossiers vers Buchenwald. Rejoint ensuite Dora avec eux, puis Nordhausen où il reprend son activité au service politique. Arrêté en juin 1945 par les Américains. En novembre 46 il doit être livré à la Pologne et réussit à s'enfuir. Durant 3 ans, travaille chez des agriculteurs. En juillet 49, est arrêté et emprisonné à Lüneburg jusqu'en août (pour violences lors d'un interrogatoire en 36). En détention préventive depuis octobre 1958. Condamné à 15 ans d'emprisonnement au cours du procès d'Auschwitz par le tribunal de Francfort. Mort le 3 avril 1977.

Bohle , Ernst Wilhelm (secrétaire d'état aux Affaires Etrangères de 1937 à 1945) : condamné par le Tribunal militaire américain de Nuremberg à 5 ans de prison en 1949 ; libéré la même année ; mort en 1960 à Düsseldorf

Böhme, Franz (commandant militaire de Serbie) : se suicide après sa mise en accusation par le ministère public américain à Nuremberg.

Boissel, Jean Anselme dit (Militant de l'extrême droite la plus antisémite avant la guerre, fondateur du RIF Racisme International Fascisme, membre actif de la Ligue Antijuive

Universelle, emprisonné par Daladier, libéré le 10 juillet 1940, créateur du groupuscule "Front Franc", orateur au meeting fondateur de la LVF, agent rémunéré de l'Allemagne) : arrêté à la Libération, condamné à mort le 28 juin 1946, biens confisqué, radié de la Légion d'honneur, gracié le 2 décembre 1946, meurt en détention le 19 octobre 1951 à la veille d'être libéré.

Bolek, Andreas (RSHA ; chef de la Police de Magdebourg) : se suicide en 1945.

Bolender, Kurt (SS-Oberscharführer, chef allemand des auxiliaires ukrainiens du camp de Sobibor à partir de l'automne 1942, chargé des crématoires, transféré à Treblinka en sept. 1942) : arrêté en mai 1961 sous le nom de "Brenner" , se suicide en se pendant, en décembre 1965, dans sa prison.

Böhmcker, Dr (représentant de Seyss-Inquart à Amsterdam organise les incidents antijuifs du début de 1941 à Amsterdam, et crée le Conseil Juif d'Amsterdam pour le seconder dans la discrimination et la déportation) : condamné à la Libération par une cour d'honneur juive. Les tentatives de l'incriminer dans des poursuites officielle pour collaboration échouèrent cependant.

Bonnard, Abel (écrivain, journaliste, ami d'Otto Abetz, ministre de l'Education Nationale de Laval en avril 1942, signataire, entre autres, du Décret n°1301 du 6 juin 1942 réglementant, en ce qui concerne les juifs, les professions d'artiste dramatique, cinématographique ou lyrique) : quitte la France en août 1944 pour Sigmaringen, gagne l'Espagne en mai 1945 où il est interné quelques temps à la forteresse de Montjuich, Franco ne le livre pas à la France. Meurt à Madrid en 1968.

Bong, Otto (préparateur de cadavres pour les "médecins" du Struthof, travaillait avec Hirt sur les cadavres de déportés pour les expériences de Hirt et de Haagen) : arrêté le 29 août 1944 et condamné à mort. Gracié pour servir de témoin.

Bonnaventure Carbone, Paul (marseillais, au service de la Gestapo en 1942.) : meurt fin 1943 écrasé dans sa voiture, au cours du déraillement, provoqué par le maquis, d'un train de permissionnaires allemands près de Chalon-sur-Saône.

Bonny, Pierre (adjoint de Lafont , à la tête de la Gestapo française installée au 93 de la rue Lauriston) : se cache avec Lafont dans une ferme de Bazoches-sur-le-Betz, à la Libération. Ce refuge est révélé par Joseph Joanovici. Arrêtés, sont condamnés à mort en décembre 1944 et fusillés à Montrouge le 27 décembre 1944.

Bony, Paul (Journaliste à Radio-Paris, collaborateur d' Oltramare , anime avec lui l'émission "Les Juifs contre la France")

Bonzans, Jean (inspecteur de police, chef de la Section d'Enquête et de Contrôle du Commissariat Général aux Questions Juives) : interné à la Libération, jugé dans le cadre du procès de la SEC, condamné le 4 août 1946 à 20 ans de travaux forcés.

Boos, Georges René (SS) : le seul alsacien volontaire à Oradour, condamné à mort par le Tribunal militaire de Bordeaux le 12 janvier 1953, gracié , libéré en 1958.

Borchardt, Werner (Judenreferent SS en Belgique)

Borione, Camille (Cabinet du Commissaire Général aux Questions Juives sous Xavier Vallat) : poursuit sa carrière après la guerre; dirige jusqu'en 1963 une affaire de commissionnaire à la Bourse de commerce de Paris et de négociant de sucre en gros. Fait son entrée au Who's Who en 1969, président d'honneur du Comité Privé et des Ardèchois de Paris. Mort en 1976.

Borm, ("médecin" qui pratiqua l'euthanasie dans le cadre du programme T4 dans les hôpitaux psychiatriques de Sonnenstein et de Bernburg) : jugé par la Cour d'Assises de Francfort le 6 juin 1972, fut disculpé de l'accusation de meurtre, la cour jugeant qu'il était jeune. Le pourvoi du procureur de la république fut rejeté par la Cour fédérale de justice le 20 mars 1974. Cette décision fit scandale dans la presse allemande.

Bormann, Martin (Chancellerie du parti) : aurait été tué lors de la bataille de Berlin en 1945, corps retrouvé et identifié par analyse dentaire en 1972, identifié à nouveau en 1998 par analyse ADN..

Borner, Gerhardt (SS-Untersturmführer, directeur des services de l'intendance du centre de gazage de Sonnenstein, puis au camp de Chelmno)

Bothmann, Hans (commandant de Kulmhof-Chelmno, où il succède à Lange, qui s'appellera d'ailleurs "Sonderkommando Bothmann") : se suicide pendant sa détention préventive en zone britannique en 1946.

Böttcher, Herbert (chef des SS et de la Police de Radom) : condamné à mort à Radom en 1948 et exécuté en 1952.

Boué, Lucien (directeur de l'aryanisation et secrétaire général au Commissariat Général aux Questions Juives) : une information est ouverte contre lui à la Libération, qui est classée sans suite par le Commissaire du gouvernement.

Bouhler, Philipp (chef de la Chancellerie du Führer, responsable de l'opération T4 d'euthanasie) : se suicide au quartier général de Goering, le 19 mai 1945.

Bouillon, (Milice) : exécuté à Montrouge le 10 avril 1945.

Bourgeois, Roger (cadre du Commissariat Général aux Questions Juives, adjoint au directeur de la zone de Paris de la Direction Générale de l'Aryanisation Economique) : en novembre décembre 1944 signe une lettre collective demandant la réintégration d'un certain nombre de cadres et employés du Commissariat Général aux Questions Juives dans le nouvel organisme "appelé à entreprendre la liquidation des affaires juives".

Bousquet, René (secrétaire général de la Police française de 1941 à 1943, très actif dans l'organisation des rafles en collaboration avec les nazis) : jugé en 1949 par la Haute-Cour, condamné à une peine d'indignité nationale dont il est immédiatement relevé, secrétaire de la Banque d'Indochine à Paris en 1952. Ami du président François Mitterrand, il est assassiné le 8 juin 1993 par un déséquilibré, à la veille de son procès.

Bousselaire, Marcel (Milice) : fusillé à Montrouge le 14 août 1947.

Bout-de-l'an, Francis (secrétaire général de la Milice en 1944) : Fin 1944, il accompagne

l'exode de la milice en Lorraine puis en Allemagne. Il termine la guerre en Italie du Nord où il s'efforce de rejoindre Darnand. Contrairement à ce dernier, il disparaît et échappe à toutes les recherches. Condamné à mort par contumace. Retrouvé lors de sa mort en 1977

Bouthillier, Yves (ministre des finances de Pétain, signataire du Statut des Juifs du 3 octobre 1940 et du Second Statut des Juifs de juin 1941) : évincé par Laval, nommé procureur de la Cour des comptes, continue de conseiller Pétain. Emmené en 1944 par les Allemands dans le Reich où il demeure jusqu'en 1945. Condamné à 3 ans de prison par la Haute Cour de Justice en 1947. Libéré, travaille dans diverses banques et conseille Marcel Dassault. Après l'amnistie, élu maire de Saint-Martin-de-Ré. Mort en 1977.

Boutmy, Emile (avocat, cadre du Commissariat Général aux Questions Juives, chargé du "statut des personnes") : n'est pas inquiété. Se reconvertit dans l'édition, travaille pour la Maison du Livre Français. Mort en 1998, à l'âge de 85 ans.

Bovensiepen, Otto (Chef de la Gestapo de Berlin, organise la déportation des Juifs de Berlin, Gestapo du Danemark) : jugé au Danemark en 1948, condamné à mort, emprisonné.

Bracht, Fritz (Gauleiter de Haute-Silésie) : porté disparu.

Brack, Viktor (chef de la Chancellerie du Führer, chargé de l'application du programme d'euthanasie T4 en 1939) : condamné à mort par un tribunal militaire américain à Nuremberg et exécuté le 2 juin 1948.

Bradfisch, Otto (Einsatzgruppe B, Gestapo de Lodz) : représentant en assurances. Condamné pour ses activités dans l'Einsatzgruppe à dix ans de prison à Straubing en 1961, et pour Lodz à treize ans à Hanovre en 1963. Seconde peine confondue avec la première.

Bralley, Louis (chef du Service de Contrôle des Administrateurs Provisoires au Commissariat Général aux Questions Juives) : subit peu de désagréments à la Libération à la suite de laquelle il doit cependant répondre à quelques questions.

Brandl, Hermann "Otto" (Abwehr, créateur à Paris du bureau "Otto", le plus important des bureaux d'achats allemands, couverture et organisme de financement d'agents de renseignement) : arrêté à Munich le 6 août 1945 par la police américaine. Se pend le 24 mars 1947 dans sa cellule de la prison de Stadelheim.

Brandt, Karl ("médecin" nazi ayant participé au programme T4, plénipotentiaire pour la Santé) : condamné à mort par un tribunal militaire américain et exécuté le 2 juin 1948.

Brandt, Rudolf (secrétaire de Heinrich Himmler) : condamné à mort par un tribunal militaire américain et exécuté en 1948.

Brasillach, Robert (écrivain fasciste, rédacteur en chef de "Je suis partout", salue la création de la LVF, auteur de phrases assassines du type «Il faut se séparer des Juifs en bloc et ne pas garder les petits.») : se cache à Paris après la Libération, se livre après avoir appris l'arrestation de sa mère et de sa soeur, jugé le 19 janvier 1945 et condamné à mort, fusillé le 6 février 1945 au fort de Montrouge.

Brauchitsch, Walter von (commandant en chef de l'armée) : mort en 1948 dans un hôpital

militaire britannique en attendant d'être jugé.

Braun, Gustav (directeur d'exploitation de la Topf qui fournit les fours crématoires des camps) : arrêté par les Soviétiques en mars 1946, condamné à 25 ans de travaux forcés en avril 1948 à Moscou ; d'après les Archives du KGB, libéré en octobre 1955.

Braun, Werner von (membre du NSDAP en 1937 ; SS en 1940, Hauptsturmführer en 1942 ; coordonne le projet V1/V2 à Peenemünde) : se rend aux américains le 2 mai 1945 ; récupéré dans le cadre de l'opération Paperclip ; son dossier est modifié pour ne pas faire apparaître son appartenance à la SS ; naturalisé américain en 1955 ; mort le 16 juin 1977.

Braune, Werner (SS, SD, Gestapo, Einsatzgruppe D où il commande l'Einsatzkommando 11b) : condamné à mort par un tribunal militaire américain et exécuté en 1951.

Bräuning, Edmund (commandant adjoint du camp de Ravensbrück, SS-hauptsturmführer, 1940-1941 à Neuengamme, 1941-1943 à Auschwitz, 1943-1944 à Ravensbrück, 1945 à Buchenwald) : n'aurait pas été jugé, disparu sans laisser de traces en 1945

Braunsteiner, Hermine (inspectrice au camp de Ravensbrück ; puis sert à Maidanek) : en 1949, condamnée à 3 ans de prison en Autriche pour infanticide ; amnistiée pour toute autre poursuite par une cour autrichienne après avoir fait sa peine ; épouse en 1959 un ingénieur américain et s'installe à New-York ; obtient la nationalité américaine en 1963 ; dénaturalisée en 1973 suite à un mandat d'arrêt issu par la Cour de Düsseldorf ; première «femme-nazie » extradée des Etats-Unis ; condamnée à la prison à vie .

Bräutigam, Otto (ministère de l'Est) : ministère des Affaires étrangères en 1956.

Bredow, Paul (SS-Oberscharführer, actif dans le programme d'euthanasie, puis à Sobibor, en charge du Lazaret) : disparu en 1945.

Breitwieser, Arthur (section IV, Auschwitz) : jugé par le Tribunal National Suprême polonais à Cracovie, en 1947 et condamné à mort. En janvier 48, peine commuée en perpétuité, libéré le 18 janvier 59. Travaille ensuite comme comptable. Arrêté à nouveau et jugé au cours du procès d'Auschwitz, tribunal de Francfort (1963-1965), détention préventive du 9 au 22 juin 1961. Mort en 1978.

Brenneis, Otto (SS Untersturmführer au camp de Flossenbürg de 1938 à 1942, puis Hauptsturmführer, commandant des camps de Lettonie) : disparu en avril 1945

Brinkmann, Rudolf (secrétaire d'Etat au Ministère de l'Economie, signataire de la circulaire d'aryanisation du petit commerce juif après la Nuit de Cristal)

Brinon, Ferdinand de (Délégué général du gouvernement de Vichy auprès des Allemands) : s'enfuit en Allemagne, rencontre Hitler, à Sigmaringen crée la "délégation gouvernementale" qui porte son nom, arrêté en Bavière en mai 1945, condamné à mort en mars 1947 et fusillé à Montrouge le 15 avril 1947.

Brizgys, Vincent (évêque auxiliaire de Kaunas) : aux États-Unis.

Broad, Perry (SS, garde d'Auschwitz jusqu'en janvier 1945, membre de la Gestapo du camp)

: se rend aux Britanniques en mai 1945 et rédige pour eux divers rapports sur Auschwitz. Libéré en 1947, continue de travailler pour les Anglais, dénonçant tout le monde pour sauver sa peau ; témoigne au procès de Nuremberg au procès de Bruno Tesh. Jugé enfin au procès d'Auschwitz à Francfort en 1964 et condamné à 4 ans de réclusion. Mort en février 1994.

Brocard, Henri (médecin français, contrôleur de l'infirmerie du camp de Drancy) : suspendu de ses fonctions durant trois mois par arrêté du 10 septembre 1945 du Ministre de la Santé Publique, décret annulé le 5 novembre 1947, nommé chef de service en pneumologie à l'hôpital Tenon le 1er janvier 1948, puis professeur titulaire de la chaire de pneumologie au CHU Saint-Antoine jusqu'en 1979, mort en 1994.

Brose, Anton (Gestapo d'Auschwitz)

Brossmann, Otto (commandant de la 1ère et de la 2ème compagnie à Auschwitz-Monowitz, Lagerführer du sous-camp Blechhammer) : jugé par un tribunal polonais, acquitté par manque de preuves..

Brunner, Alois (expert SS pour les déportations à Vienne, Berlin, Salonique, en France et en Slovaquie) : condamné à mort par contumace par le Tribunal Permanent des Forces Armées à Paris le 3 mai 1954, se serait enfui de Rome pour gagner le Moyen-Orient. Aurait vécu à Damas, en Syrie, où il aurait été repéré en 1982. Condamné par contumace le 2 mars 2001, à Paris, à la réclusion criminelle à perpétuité pour "crime contre l'humanité".

Brunner, Anton (Gestapo de Vienne) : condamné à mort par un tribunal du peuple à Vienne et pendu en 1946.

Brusselaers, Félix (SS belge, camp du fort de Breendonk) : condamné à mort lors du procès de Malines, exécuté à Malines le 12 avril 1947.

Bucard, Marcel (fondateur du "parti franciste" en 1933) : s'enfuit en Allemagne en 1944, puis en Italie où il est arrêté en juin 1945, condamné à mort en février 1946 et fusillé à Montrouge le 19 mars 1946.

Buch, Walter : (Ministre de la Justice ; joue un rôle important dans La Nuit des Longs Couteaux) : condamné à cinq ans de travaux forcés lors de son second procès en dénazification ; se suicide en 1949.

Buerckel, Josef (Gauleiter de Vienne de 1939 à 1940 ; Gauleiter de la Westmark de 1935 à 1944) : se suicide le 28 septembre 1944.

Buffet, Jean-Félix (policier français des "Brigades du Tigre", plutôt républicain avant-guerre, chargé par Bousquet de réorganiser la police judiciaire pour l'adapter à la nouvelle répression) : arrêté le 26 août 1944, condamné à mort le 31 octobre 1944, par la Cour martiale de Vichy siégeant à l'Hôtel du Parc, fusillé à Cusset le 3 novembre 1944.
Carte d'identité de Buffet

Bühler, Josef (Gouvernement général, participant à la Conférence de Wannsee du 20 janvier 1942) : jugé du 17 avril au 5 juin 1948, condamné à mort en Pologne et exécuté.

Bunke, alias Dr Rieper (pseudonyme) (médecin ayant participé aux actions d'euthanasie du

programme T4) : jugé par la Cour d'Assises de Francfort-sur-le-Main en mai 1967, en même temps que les Dr Ulrich et Endruweit, acquitté après avoir affirmé que la mort des malades mentaux n'avait pas été cruelle et s'être référé aux ouvrages scientifiques de l'époque qui préconisaient l'euthanasie. le verdict d'acquittement fut accueilli par des applaudissements de la salle. Le parquet fit appel, mais les trois médecins produisirent des certificats médicaux selon lesquels leur état de santé était incompatible avec le stress d'un nouveau procès. Cela n'empêcha pas le Dr Bunke de continuer à exercer la médecine jusqu'en 1979. Un nouveau procès des trois médecins eut lieu en 1987 et il fut condamné à 4 ans de privation de liberté. il fit appel et la peine fut réduite à 3 ans. Mort en 1994.

Burger, Anton (commandant de Theresienstadt et expert SS pour les déportations en Grèce) : s'échappe d'un camp d'internement près de Salzbourg en 1948. Repris en 1949, détenu dans une prison viennoise, il s'échappa à nouveau en 1951. Il vécut probablement en Allemagne fédérale. Mort en 1984.

Burger, Wilhelm poste d'administration d'Auschwitz, responsable de la Section IV Administration et Economie) : condamné une première fois à 5 ans de prison par un tribunal américain en 1946, il est une seconde fois condamné à 8 ans de prison par le tribunal de Francfort le 16 septembre 1966.

Burian, R. (gardien du camp de Terezin) : Condamné à mort par le tribunal exceptionnel de Litomerice.

Burmeister, Walter (SS-Unterscharführer,) : condamné à 13 ans de détention

Busch, Hubert (un des responsables des crématoires d'Auschwitz-Birkenau) disparu

Bussière, Amédée (Préfet de police de Paris du 21 mai 1942 au 17 août 1944, organisateur de la rafle du Vél d'hiv') : arrêté le 20 août 1944, révoqué le 25 mai 1945, jugé en juillet 1946 et condamné aux travaux forcés à perpétuité, à la confiscation de ses biens et à l'indignité nationale. Libéré en mars 1951, mort en 1953.

Bütetisch, Heinrich (SS Obersturmbannführer, membre du Conseil de direction d'IG-Farben de 1934 à 1945, directeur de la synthèse essence pour IG-Farben Auschwitz) : condamné à six ans de prison par un tribunal américain. Libéré en 1951. Aufsichtsrat de Deutsche Gasolin A.G. Berlin; Aufsichtsrat de Feldmühle, Papier und Zellstoffwerke, Düsseldorf ; directeur du Comité technique d'experts à la Convention internationale de l'industrie de l'azote en 1955. Reçoit en 1964 la Croix du Service Distingué de la RFA qui lui est retirée au bout de 16 jours en raison des vives protestations. Meurt en 1969.

la lettre C

Caesar, Joachim (Obersturmbannführer SS, responsable dans la formation des SS en 1934, responsable de l'une des exploitations agricoles d'Auschwitz auxquelles Himmler tenait beaucoup)

Caillaud, Marcel (inspecteur de police, chef de la Section d'Enquête et de Contrôle du Commissariat Général aux Questions Juives en zone non-occupée) : abattu par la Résistance à la fin de l'été 1944.

Callssen, Kuno (SS-Strumbannführer, commande une section des commandos des Einsatzgruppen, suppléant de Blobel) : condamné à 7 ans de réclusion en 1973 par la Cour d'assises de Darmstadt.

Calotescu, Corneliu (gouverneur de Bucovine) : condamné à mort en Roumanie. Permis de séjour illimité accordé par le roi Michel à la demande du Premier ministre Groza et du ministre de la Justice Patranascu.

Cance, Pierre (délégué général de la Milice en 1943, un des plus proches collaborateurs bienveillant de Darnand, c'est à lui qu'on doit les principaux contacts avec la SS ayant aboutis à l'armement de la Milice. Engagé dans la Waffen SS française dès octobre 1943) : combat jusqu'au bout à la tête du 1er bataillon de la "Sturmbrigade"; capturé par les Anglais en mai 1945, remis à la justice française en 1946, il est condamné à mort le 19 février 1947 par la cour de justice de Montpellier ; peine commuée en prison à perpétuité. Libéré conditionnellement en 1950. Meurt en 1988.

Cannac, (lieutenant de gendarmerie, en poste au camp de Drancy) : pas arrêté mais inculpé, jugé devant la Cour de Justice de la Seine pour atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat en 1947, condamné à deux ans de prison ferme et à la dégradation nationale pour cinq ans, gracié et relevé de l'indignité nationale au bout d'un an .

Capesius, Victor (pharmacien SS, travaille à Dachau et Oranienburg, services "médicaux" d'Auschwitz) : reconnu par un témoin, la police militaire Américaine l'arrête. Il est détenu quelques semaines à la prison de Munich puis envoyé à Dachau et Ludwigsburg. Il est libéré en août 47. Il travaille ensuite comme pharmacien jusqu'en 1950 et ouvre ensuite sa propre pharmacie puis un salon de beauté. Il est financièrement très aisé au moment du procès à Francfort. En prison préventive en décembre 59, jugé et condamné au cours du procès de Francfort en 1963-1965, condamné à 9 ans de prison, libéré en 68. Il meurt en 1985 à 78 ans.

Carcopino, Jérôme (universitaire, historien, ministre de l'Education Nationale de Pétain, dirige l'élimination des Juifs de l'Education Nationale et institue un numerus clausus) : à la Libération, révoqué de ses fonctions et traduit devant la Haute Cour pour sa participation au gouvernement de Vichy. Un moment emprisonné à Fresnes, obtient sa libération provisoire en février 1945 et bénéficie en 1947 d'un non-lieu pour services rendus à la Résistance. En 1951, réintégré dans ses fonctions. Elu à l'Académie française le 24 novembre 1955 par 24 voix contre 5. André François-Poncet le reçoit, le 15 novembre 1956. Mort le 17 mars 1970.

Caris, Elie (PPF, numéro 2 puis directeur de la Direction Générale de l'Aryanisation Economique du Commissariat Général aux Questions Juives)

Carlier, Frans (SS belge, camp du fort de Breendonk) : condamné à mort lors du procès de Malines, exécuté à Malines le 12 avril 1947.

Carlotti, François (cadre du Commissariat Général aux Questions Juives, directeur des services administratifs et financiers) : démissionne le 1er mars 1944 au moment de l'arrivée de du Paty de Clam

Carrel, Alexis (médecin, prix Nobel de médecine en 1912, développe des théories eugénistes en 1935 dans "L'Homme, cet inconnu") : meurt d'une crise cardiaque le 5

novembre 1944. Son nom est donné à des rues de villes et à une université de Lyon, une campagne remet en cause ces patronages à la fin des années 90.

Castille, Robert (attaché juridique au Commissariat Général aux Questions Juives) Se reconvertit dans le CNI d'Antoine Pinay, conseiller général de la Seine de 1953 à 1965. Lance en 1955 un éphémère journal mensuel, Paris, auquel collaborent d'autres anciens du CGQF comme Courtine et Tercinet. Mort en 1970, à l'âge de 58 ans. Selon Henry Coston, est resté "fidèle à l'idéal de sa jeunesse".

Catel, Werner (chef du Centre hospitalier universitaire de Leipzig ; assisté du Dr Karl Brandt, participe à l'euthanasie d'au moins un enfant handicapé ; ce premier acte d'"euthanasie" fut à l'origine de l'élimination des malades mentaux dans toute l'Allemagne nazie) : une procédure est engagée en 1964 à Hanovre. Se défend en déclarant que les malades atteints de débilité n'ont pas de personnalité juridique et que leur "élimination" ne peut donc être assimilée à un meurtre. N'est finalement pas poursuivi.

Catlos, Frantisek (ministre slovaque de la Guerre) : déserteur, gagne la zone insurgée en 1944. Arrêté par les Soviétiques et libéré. Mort en 1972.

Caziot, Pierre (ministre de l'agriculture de Pétain, signataire du Statut des Juifs du 3 octobre 1940, puis du second Statut des Juifs de juin 1941) : se retire du gouvernement en 1942. Jugé par la Haute Cour de Justice en mars 1947, condamné pour crime d'indignité nationale à la dégradation nationale à vie et à la confiscation de la moitié de ses biens. Bénéficie d'une mesure de grâce après la découverte d'une note d'Abetz suggérant son arrestation. Mort en 1953.

Célérier, (policier français, sous les ordres du commissaire Poinot) : jugé le 15 juin 1945 à Moulins en même temps que Pierre Poinot, condamné à mort et à la dégradation nationale, exécuté à Riom le 16 juillet 1945.

Céline, Louis-Ferdinand Destouches, dit (écrivain antisémite et collaborateur) : quitte la France dès juin 1944, s'installe à Baden-Baden puis à Sigmaringen, obtient un visa pour le Danemark en mars 1945. Les Danois refusent à la France son extradition mais l'incarcèrent durant onze mois à la prison de Copenhague. Revient en France après l'amnistie de 1951 et achète une maison à Meudon. Son oeuvre est publiée dans la Pleiade en 1960. Mort en 1961.

Chack, Paul (officier de marine et écrivain, journaliste collaborateur, président du CAA, comité d'action antibolchevique, supporter de la Milice) : arrêté à Paris à la Libération, condamné à mort le 18 décembre 1944, exécuté à Montrouge le 9 janvier 1945 après que le général de Gaulle ait refusé de gracier un homme « qui a donné ordre à des Français de s'enrôler dans l'armée allemande »

Champeau, (Gestapo française) : fusillé à Montrouge le 24 juillet 1946.

Charbonneau, Henry (neveu de Darnand, assure la direction du MSR (mouvement social révolutionnaire) de la région parisienne, directeur du journal de la Milice Combats, commande le camp d'internement des Tourelles.) : se réfugie à Sigmaringen, tente de faire du recrutement pour la Milice chez les ouvriers du STO, A la capitulation allemande, s'enfuit en Suisse, mais il est livré aux nouvelles autorités françaises. Grâce au témoignage d'un ancien détenu que Charbonneau avait soustrait au peloton d'exécution, il sauve sa tête et est

condamné à 10 ans de travaux forcés et à l'indignité à vie. Publie ses mémoires en 1969. Mort en 1977.

Châteaubriant, Alphonse de (écrivain, admirateur de Hitler, dirige le journal politique, culturel et très antisémite "La Gerbe", président du groupe "Collaboration", réclame l'entrée en guerre de la France aux côtés de l'Allemagne) : fuit la France en 1944, gagne le Tyrol où il meurt le 2 mai 1951.

Cheneaux de Leyritz, (Préfet régional de Toulouse, organise méthodiquement les arrestations, la déportation et la livraison des Juifs étrangers aux nazis en août 1942

Chiappe, Angelo (frère du préfet de Paris Jean Chiappe, lui-même préfet du Gard jusqu'en janvier 1944, puis d'Orléans, refuse toujours d'intervenir en faveur des juifs, et couvre de nombreuses actions antisémites) : arrêté à Paris en août 1944, transféré à Nîmes où il est condamné à mort. Exécuté le 23 janvier 1945

Chmielewski, Karl (SS, commandant du camp de Gusen du 25 mai 1940 à octobre 1942, puis du camp de Herzogenbush aux Pays-Bas) : jugé en Allemagne en 1961, condamné à la prison à perpétuité.

Clairé , ? (Gestapo française) : exécuté à Montrouge le 27 décembre 1944.

Clauberg, Carl (médecin à Auschwitz) : libéré par les Soviétiques en 1955. Mort d'apoplexie en attendant d'être jugé à Kiel en 1957.

Clausen, Fritz (chef du parti national-socialiste danois) : meurt d'une crise cardiaque en 1945 au cours de l'attente d'un jugement.

Clemens, Johannes, dit « Le coigneur » (SS, Gestapo de Dresde) : selon Viktor Klemperer, aurait disparu en 1945..

Clémenti, François Clémenti, dit Pierre (créateur d'un groupuscule appelé "Parti Français National Collectiviste" pendant l'occupation, codirigeant du comité parisien de la LVF, engagé en 1944 dans la LVF, combat en Pologne) : se réfugie à l'étranger. On le retrouve en 1969 dans les fondateurs du groupe d'extrême droite "Ordre Nouveau". Mort en 1982.

Clémoz, Raymond (un des chefs de la Milice, chef de cabinet de Darnand) : exécuté.

Cohen, David (responsable, avec Abraham Asscher du "Conseil Juif d'Amsterdam") : condamné à la Libération par une cour d'honneur juive. Les tentatives de l'incriminer dans des poursuites officielle pour collaboration échouèrent cependant. Les étudiants de l'Université s'opposèrent à ce qu'il reprenne sa chaire après la guerre.

Colment-Dâage, Félix (attaché juridique du Commissariat Général aux Questions Juives sous Xavier Vallat) Parti en retraite, rédige deux ouvrages sur le métier d'avocat et sur la bourgeoisie, émaillés de propos antisémites. Mort en 1976 à l'âge de 86 ans.

Combier, Kléber (Milice) : fusillé à Montrouge le 14 août 1947.

Constantini, Henri (professeur de médecine à la faculté d'Alger se présente comme "le premier hitlérien de France") : jugé et révoqué en avril 1944, nommé en 1945 membre du Conseil d'administration de l'Association Française de Chirurgie, bénéficie d'un arrêt du Conseil d'Etat qui annule sa révocation, membre de l'Académie de Chirurgie, mort en 1950 ou 1951 (?). condamné à 4 ans de privation de liberté. il fit appel et la peine fut réduite à 3 ans.
Mort en 1994.

Conti, Léonardo (né en 1924, à Lugano (Suisse), nommé, en 1939, secrétaire d'Etat à la Santé publique. SS Obergruppenführer. L'un des responsables des "expériences" entreprises dans les camps de concentration.) : Arrêté à Flensburg, le 19 mai 1945. Emprisonné à Nuremberg, il se suicida avant le procès des médecins.

Cooper, Thomas (anglo-allemand ; division SS Totenkopf ; participe aux opérations spéciales dans le ghetto de Cracovie ; recrute en 1943 des officiers alliés) : capturé à Schwerin en mai 1945 ; jugé par un tribunal militaire britannique ; condamné à mort pour haute trahison, peine commuée en prison à perpétuité ; gracié en 1952 ; libéré en 53, change d'identité (Peter Lang) ; vit au Moyen-Orient ; mort à Londres en 1987.

Costantini, Pierre Dominique, dit (militant d'extrême-droite antisémite, réclame le port d'un brassard pour les francs-maçons à l'imitation de l'étoile jaune, un des fondateurs de la LVF pour laquelle il recrute) : à la Libération, est reconnu irresponsable et échappe ainsi à l'exécution. Passe une dizaine d'années dans un asile psychiatrique. Mort en 1986.

Coston Henry (journaliste fasciste français, fondateur des "Francistes", édite "Protocole des Sages de Sion", organise des manifestations antisémites pendant la guerre, publie en 1942 "La France Juive et les trusts") : on perd sa trace à la fin de la guerre, retrouvé en Autriche en octobre 1946, condamné lourdement mais échappe à la peine capitale, emprisonné pendant 5 ans avant une grâce médicale en avril 1951, reprend ses activités journalistiques à l'extrême-droite en utilisant sa femme comme prête-nom, dirige les "Lectures françaises" à partir de 1957, éditeur du négationniste Paul Rassinier, écrit lui-même de nombreux ouvrages antisémites. Mort en 2001.

Courtine, Robert, dit Jullien-Courtine (PPF, lié à Henry Coston , journaliste antisémite, collabore à Radio-Paris) : quitte Paris le 14 août 1944 Baden-Baden puis Sigmaringen, fuit vers l'Italie, arrêté le 9 janvier 1946 à Mérano, condamné le 12 décembre 1946 à 10 ans de travaux forcés, peine réduite en 1948 à ans par le Président de la République, libéré mais interdit de toute responsabilité sur les ondes françaises par une commission d'épuration, se reconvertisse dans la gastronomie, rédacteur en chef de "Cuisine et Vins de France", mort en 1998.

Cousteau, Pierre-Antoine (journaliste violemment antisémite, auteur de l'"Amérique juive » rédacteur en chef de "Je suis partout", adhère à la Milice) : fuit Paris en août 1944, participe avec Hérold-Paquis aux émissions de "Radio-Patrie" depuis l'Allemagne. Condamné à mort le 23 novembre 1946, gracié au printemps 1947, détenu huit ans à Clairvaux et à Eysses, libéré en 1955, participe à la presse d'extrême-droite (Rivarol), meurt en 1958.

Cramer, Hans (Maire de Dachau avant la guerre, Oberführer de la S.A., commissaire de la ville de Kaunas)

Crouzet, Guy (journaliste collaborateur : Nouveaux Temps, La Gerbe, Combats) : part en

août 1944 pour Sigmaringen où il devient rédacteur en chef de La France , condamné aux travaux forcés à perpétuité le 20 janvier 1947.

Cuza, Alexandru (né en 1857 ; professeur d'économie à l'Université de Iasi (Roumanie) ; l'un des fondateurs de l'Alliance Antisémite Universelle ; en 1937, forme un gouvernement de tendance fasciste avec Octavian Goga qui en seulement 44 jours d'exercices met en place les premières lois antisémites): non jugé en raison de son grand âge. Mort en 1946.

la lettre D

Daab, (régiment Der Führer) : condamné par le Tribunal militaire de Bordeaux pour le massacre
d'Oradour sur Glane le 13 février 1953 aux travaux forcés à perpétuité ; libéré en 1956.

Dachsel, Arthur (Oberwachtmeister de la Police, actif dans le programme d'euthanasie à Sonnenstein au crématoire, puis à Belzec et à Sobibor où il a supervisé la construction du Lager IV) : disparu en 1945.

Dagostini, Raoul (lieutenant au 1er bataillon de la LVF en Russie, relevé de son poste et renvoyé en France en 1943 pour avoir ordonné plusieurs exécutions contre des paysans russes, prend la tête de la Milice haut savoyarde début 1944. Milicien cruel et sadique, s'illustre dans les combats des Glières en mars 1944 où tortures, viols, et exécutions sommaires sont monnaie courante. Suite à tant d'atrocités, relevé de son commandement un mois plus tard par Darnand lui même) : n'ayant pas suivi la Milice dans sa fuite en Allemagne, il est arrêté à la Libération, jugé et condamné à mort. Exécuté avec sa maîtresse, Maud Champetier de Ribes, à Lyon, fin 1944.

Daime, Robert (policier français, lié au PPF et à la Milice, à la 3ème section des Renseignements Généraux, puis affecté à la Brigade Spéciale des RG, tortionnaire) : se suicide le soir de son arrestation, le 14 octobre 1944, dans les locaux de l'ex-Brigade Spéciale, avec son arme de service.

Daluege, Kurt (colonel-général SS, ORPO, successeur de Reinhard Heydrich au poste de protecteur du Reich en Bohême-Moravie) : condamné à mort après son procès à Prague, pendu en Tchécoslovaquie le 23 octobre 1946.

Dannecker, Theodor (RSHA, SS Obersturmführer, chef du service juif du SD en France occupée de fin 1940 à juillet 1942, puis transféré en Bulgarie) : se serait suicidé dans la zone américaine le 10 décembre 1945, dans la prison américaine de Bad Tölz, par pendaison ?, condamné à mort par contumace en France en 1950.

Danos, Abel (Milice) : fusillé à Montrouge le 13 mars 1952.

Darlan, François, amiral (premier ministre de Pétain de février 1941 à avril 1942, créateur du Commissariat général aux Questions Juives, promulgue le Second Statut des Juifs en juin 1941) : se trouve au chevet de son fils malade en novembre 1942 au moment du débarquement allié en Afrique du Nord, signe un cessez-le-feu avec les Américains, le 10 novembre 1942, tente ensuite de jouer un rôle entre les Américains et Pétain dont il prétend détenir l'accord, assassiné le 24 décembre 1942 par un jeune patriote français, du non de Bonnier de la Chapelle

Darnand, Joseph (fondateur du SOL puis de la Milice, prête serment de fidélité à Hitler et entre dans les Waffen-SS, nommé par Pétain secrétaire général au maintien de l'ordre en janvier 1944) : gagne Sigmaringen en septembre 1944, la milice dans la division SS Charlemagne au printemps 1945, gagne l'Italie avec l'appui de filières religieuses, mais est arrêté et ramené en France. Condamné à mort par la Haute Cour de justice, fusillé à Montrouge le 10 octobre 1945.

Darquier de Pellepoix, Louis (fondateur du Rassemblement antijuif de France en 1937, rédacteur de l'"Antijuif", commissaire aux Affaires juives de Vichy de mai 1942 à février 1944) : vécu en Espagne, condamné à mort par contumace le 10 décembre 1947. Se fait à nouveau remarquer en 1978 par un interview paru dans "L'Express" où il affirme des convictions négationnistes : "à Auschwitz, Mort en le 29 août 1980. La presse française n'en fera état que le 21 février 1983.

Darré, Walter (Ministre de l'Agriculture nazie) : condamné à sept ans de prisons par un tribunal militaire américain, libéré en 1948 ; meurt en 1953 à Munich.

Daudonnet, ? (secrétaire général de la Préfecture de Police, y signe les ordonnances relatives au contrôle des Juifs en décembre 1941) : s'agit-il de l'Albert-René Daudonnet qui, nommé Préfet des Vosges, fut considéré comme trop mou par la Gestapo qui le soupçonnait de liens avec la Résistance et l'arrêta le 14 mai 1944 et fut libéré le 15 mai 1945 ?

David, Fernand (commissaire de la police française, chef des Brigades Spéciales responsable de milliers d'arrestations, présent à l'inauguration du camp de Drancy en 1941) : jugé en avril 1945, condamné à mort et fusillé à Montrouge, le 5 mai 1945.

Déat, Marcel (tente de convaincre Pétain de la création d'un parti fasciste unique, créateur du RNP, ultra collaborateur, ministre du travail en mars 1944) : quitte Paris le 17 août 1944, est reçu par Hitler le 11 septembre en compagnie de Doriot, Darnand et de Brinon, membre de la "délégation gouvernementale" de Sigmaringen, s'enfuit en Italie le 21 avril 1945, est soutenu dans sa fuite par des religieux catholiques, se cache deux ans à Gênes dans l'espoir de gagner l'Argentine, se fixe à Turin en avril 1947 et y meurt le 5 janvier 1955.

Degrelle, Léon (Fondateur du rexisme, mouvement fasciste wallon, crée la Légion Wallonie devenue division SS en 1944, combat sur le Front de l'Est) : gagne la Norvège puis l'Espagne où il vit jusqu'à sa mort, en 1994, à Malaga.

Dehan, Lucien (Section d'enquête et de contrôle du Commissariat Général aux Questions Juives à Bordeaux :disparu

Dejaco, Walter (Auschwitz, puis Bauleiter de Gross Rosen, puis de Breslau, un des "architectes des crématoires") : fait prisonnier par les Soviétiques et passe 5 ans en captivité ; architecte en Autriche en 1962. Acquitté par un tribunal autrichien en 1972, ne regrette rien de son passé, estimant avoir suffisamment payé ses "erreurs de jeunesse" par ses 5 années de captivité chez les "Rouges".

Delaglière, Louis (cadre du Commissariat Général aux Questions Juives, chargé des services industriels et commerciaux de la Seine à la Direction Générale de l'Aryanisation Economique) : en novembre décembre 1944 signe une lettre collective demandant la

réintégration d'un certain nombre de cadres et employés du Commissariat Général aux Questions Juives dans le nouvel organisme "appelé à entreprendre la liquidation des affaires juives".

Delfanne, Georges-Henri, dit Christian Massuy, (recruté par Hermann Brandl (Otto) , approvisionne le service Otto, monte trois bureaux d'achats, patron de ce qu'on a appelé la Gestapo de l'avenue Henri-Martin, Responsable du démantèlement de plusieurs réseaux) : arrêté en Allemagne après la défaite, transféré en France et condamné à mort. Fusillé le 1er octobre 1947 à Montrouge en compagnie d'anciens complices.

Deloncle, Eugène (fondateur de la Cagoule, MSR puis RNP, participe au lancement de la LVF) : abattu dans son appartement parisien en janvier 1944, sans que l'on sache s'il s'agissait de la Résistance ou d'un règlement de compte d'agents de la Gestapo.

Delpeyrou, Alain (Commissariat Général aux Questions Juives) : condamné à l'indignité nationale à vie au cours du procès des propagandistes du CGQF, du 7 au 11 juillet 1949.

Delval , ? (Gestapo française) : exécuté à Montrouge le 27 décembre 1944.

Demjanjuk, John : extradé en Israël depuis les Etats-Unis où il était mécanicien à Cleveland, John Ivan Demjanjuk, originaire d'Ukraine et surnommé "Ivan le Terrible", condamné à mort pour crime contre l'humanité le 25 avril 1988. Considéré comme l'un des principaux tortionnaires du camp de Treblinka où 800000 Juifs sont morts dans les chambres à gaz. 5 ans plus tard, la Cour suprême de Jérusalem prononce l'acquittement au bénéfice du doute, se basant sur les archives du KGB d'où ont été extraits 37 témoignages d'anciens gardes-chiourmes ukrainiens ayant servis à Treblinka. Tous auraient, peu avant leur exécution, affirmé qu'Ivan le Terrible s'appelait en réalité Ivan Marchenko. Un individu qui n'a jamais été retrouvé depuis 1944. Reconnu par des déportés, Demjanjuk aurait néanmoins été garde-chiourme dans un autre camp, celui de Sobibor. En septembre 1993, renvoyé aux Etats-Unis. Pour avoir menti aux autorités sur ses activités pendant la guerre, l'ancien gardien a été déchu de sa nationalité américaine et placé en résidence surveillée. En janvier 1996, était en attente d'extradition vers la France cette fois, où l' Association des filles et des fils de déportés juifs de France avait porté plainte contre lui au regard de ses activités à Sobibor.

De Saffel, Marcel (SS belge, camp du fort de Breendonk) : condamné à mort lors du procès de Malines, exécuté à Malines le 12 avril 1947.

Detmar, Charles (intendant de police français, dirige la Police aux Questions Juives en zone nord, PPF) : fusillé au fort de Vincennes en 1946.

Dickmann, Otto (prépare et dirige le massacre d'Oradour sur Glane) : tué sur le front de Normandie en 1944 .

Di Constanzo, : exécuté

Dides, Jean (inspecteur principal, 5e section des Renseignements Généraux, spécialiste des affaires juives à la Préfecture de police de 1942 à 1944) : révoqué par une commission d'épuration à la Libération, prend la tête d'une "Association des Eloignés de l'Administration" en 1946, assez rapidement réintégré à la faveur des débuts de la guerre froide, en 1947, commissaire de police participant à la réorganisation de la police nationale après l'épuration

des CRS de leurs éléments communistes, élu poujadiste en janvier 1956.

Diehls, Rudolph (Chef de la Gestapo à sa création) : révoqué en septembre 1933, s'enfuit en Tchécoslovaquie, revient ensuite à la tête de la Gestapo, puis est nommé Préfet de police de Cologne, puis détaché auprès de Viktor Lutze, nouveau chef des SA en 1934, révoqué à nouveau le 1er avril 1934, écrit ses mémoires en 1950 "Lucifer Ante Portas". Mort en 1957

Diepgrond, Karel (Lagerführer d'Ommen) : condamné à 20 ans de prison en 1945 ; libéré en 1957.

Dietrich, Fritz (SS-Obersturmbannführer, chef de la police de Libau de septembre 1941 à novembre 1943) : exécuté à Lanberg en 1948.

Dietrich, (Sepp) Joseph : né en 1892, SS Oberstgruppenführer, commandant de la Leibstandarte (garde spéciale de Hitler) devenue régiment puis division. Chef du 1er Panzerkorps, puis de la VIe SS Panzerarmee., condamné en 1946 à la prison à perpétuité. Libéré en 1955, condamné en 1958, à 18 mois de prison par le tribunal de dénazification de Munich. Meurt le 21 avril 1966 à Ludwigsburg.

Dietrich, Otto (chef de la presse gouvernementale, attaché de presse de Hitler) : meurt en 1952

Dietzsch, Arthur (kapo à Buchenwald, assistant du docteur Ding pour les expériences contre le typhus) : condamné par le Tribunal américain de Buchenwald.

Ding-Schuler, Erwin Dr (médecin SS, centre expérimental sur le typhus à Buchenwald) : se suicide à la Libération.

Dirlwanger, Oskar Paul (SS-Brigadeführer, brigade Dirlwanger constituée en 1940 avec des prisonniers sortis des camps de concentrations ou des prisons du Reich. Dirlwanger, prend le commandement. Hautement protégé par Berger, Dirlwanger et son unité jalonnent leur route, de la Pologne à la Russie, en passant par la Biélorussie et la Slovaquie) : disparu mystérieusement en 1945, signalé au Caire en 1952. L'ouverture récente des archives du KGB prouve que, en fait, Dirlwanger a été exécuté le 7 juin 1945 à Altshausen dans un camp de prisonniers par d'anciens détenus de camps de concentration. Son corps sera exhumé pour identification formelle en novembre 1960.

Ditte, Jacques (cadre du Commissariat Général aux Questions Juives, chargé de l'application du "statut des personnes") :, reprend. ses activités d'avocat à la cour d'appel de Paris. Publie quelques articles dans l'hebdomadaire d'extrême-droite Rivarol dans les années 1950. Mort en 1958, à l'âge de 73 ans.

Dohse, Friedrich-Wilhelm (SS Obersturmführer, chef de fait du Bureau IV du KDS de Bordeaux de 1942 à la Libération) : s'enfuit, arrêté au Danemark. Jugé à Bordeaux en 1953. Beaucoup de preuves ont disparu, il est condamné à 7 ans de prison. Les ayant fait préventivement, il est relâché. Finit tranquillement sa vie en Allemagne à Kiel.

Dolp, Hermann (officier SS, sévit à Sachsenhausen en 1939, puis muté dans les territoires occupés de Pologne, rétrogradé, puis utilisé à la surveillance de camps de travail forcé pour les Juifs dans le district de Lublin) : inscrit sur la liste des criminels nazis No. 26 (Août 1945)

et No. 35 (Septembre 1945), réclamé aussi par la Norvège.

Dominnik, (chef des SS et des SD de Lublin, responsable de l'extermination à Maïdanek) : identifié comme responsable par la Commission d'enquête extraordinaire polono-soviétique, disparu

Dönitz, Karl (Amiral) : Chef du gouvernement après la mort de Hitler, il accepte la capitulation de l'Allemagne nazie. Son gouvernement est dissout le 22 mai 1945 et il est arrêté. Jugé par le Tribunal militaire international de Nuremberg, il est condamné à 10 ans de prison qu'il effectue entièrement. Il meurt en 1980.

Doriot, Jacques (fondateur du PPF, participe à la mise en place de la LVF et revêt l'uniforme nazi sur le front de l'Est entre 1941 et 1943) : gagne l'Allemagne en août 1944, est intronisé par Hitler et Ribbentrop à la tête d'un "gouvernement révolutionnaire français", meurt le 22 février 1945, dans sa voiture mitraillée par deux avions non identifiés.

Dorpmüller, Julius (ministre des Transports) : retenu par les forces d'occupation. Mort en juillet 1945.

Dorsch, Xaver (Organisation Todt) : associé de Dorsch-Gehrmann à Wiesbaden, Hambourg et Munich en 1964.

Drault, Alfred Gendrot, dit Jean (collaborateur de Drumont à "La Libre Parole" de 1892 à 1910, directeur de "La France au Travail" en 1940, se voit confier par les Allemands la direction d' "Au Pilon" en février 1943, il y attaque "l'indulgente loi française qui régit les juifs") : arrêté à son domicile en septembre 1944, condamné en novembre 1946 à sept ans de réclusion, à la confiscation de ses biens et à dix ans d'interdiction de séjour, peine commuée en décembre 1947 en 5 ans de réclusion, libéré en 1949, meurt le 11 septembre 1951 à 85 ans.

Dreier, Hans (directeur du service des affaires juives au sein de la Gestapo de Katowice

Drieu La Rochelle, Pierre (écrivain et journaliste pro-nazi, antisémite, directeur de la NRF) : se cache quelques temps à la Libération, se suicide le 15 mars 1945 à Paris.

Dubious, Werner (SS-Oberscharführer, garde en 1938 à Sachsenhausen, actif dans le programme d'euthanasie, puis à Belzec et Sobibor à partir de juin 1943.) Blessé assez gravement durant la révolte du camp, acquitté à l'issue du procès de Belzec en 1963-64. Arrêté à nouveau et condamné à 3 ans de prison au procès de Sobibor à Hagen en 1966. Mort en 1973, avant que des charges supplémentaires ne soient retenues contre lui à propos de son activité à Belzec.

Dunker, Ernst, alias Delage (ancien berlinois, service de renseignement, cassé de son grade puis réintégré dans la SS où il deviendra Obersturmführer. Dès 1943, est chef du bureau IV du KDS de Marseille) : arrêté à la Libération, il est condamné à mort à Marseille le 24 janvier 1947 et fusillé le 6 juin 1950.

Dupire, André (cadre du Commissariat Général aux Questions Juives) : en novembre-décembre 1944 signe une lettre collective demandant la réintégration d'un certain nombre de cadres et employés du Commissariat Général aux Questions Juives dans le nouvel organisme "appelé à entreprendre la liquidation des affaires juives".

Duquesnel, Robert (cadre du Commissariat Général aux Questions Juives, chargé du contrôle de l'UGIF) disparu

Duquesnoy, (Milice) : fusillé à Montrouge le 14 août 1947.

Durieux, colonel (directeur de la Police aux Questions Juives pour les deux zones : disparu

Dürrfeld, Ernst (administration de la ville de Varsovie) : aurait été tué dans l'insurrection polonaise de Varsovie en août 1944.

Dürrfeld, Walter (IG-Auschwitz) : condamné à huit ans de prison par un tribunal militaire américain. Vorstand de Scholven-Chemie A.G. Gelsenkirchen en 1955.

Dutruch, Roger (nommé préfet de la Lozère par Vichy, le 14 novembre 1941, dénonce aux Allemands la présence du maquis Bir-Hakeim à la Parade et d'être complice de la mort de 60 résistants, tués au combat ou fusillés à Badaroux) : arrêté le 19 août 1944 et fusillé, après jugement devant la cour martiale de la Lozère, le 27 septembre 1944.

Dylewski, Klaus (section politique du camp d'Auschwitz) : en août 1944, muté au bureau de l'administration centrale à Berlin pour la construction d'un ouvrage souterrain qui sera effectué par les prisonniers du camp de Hersbruck. En 45 il n'est pas capturé et travaille comme adjoint horticole à Hambourg sous le nom de Peter Schmidt jusqu'en 1947., réussira à conserver ce nom, avec de faux papiers, jusqu'en 1952. Reprend ensuite des études qui lui permettent de devenir professeur dans le domaine industriel, puis expert en matériel technique à Düsseldorf à partir de 1952. Arrêté et jugé au procès de Francfort, annonce avoir des problèmes de santé (cerveau mal irrigué) qui auraient commencé lorsqu'il est allé à Auschwitz. Préventive d'avril à mai 1959, de décembre 1960 à mai 1961, jugé et condamné au cours du procès de Francfort en 1963-1965 à 5 ans d'emprisonnement, incarcéré d'octobre 1964 à 1968.

la lettre E

Eberl, Irmfried ("médecin", SS-Untersturmführer, directeur des centre de Brandebourg et de Bernburg, puis commandant de Treblinka) : arrêté par les autorités américaines à Blaubeuren près d'Ulm en 1948. Il se suicida dans sa cellule, la même année.

Ehlers, Ernst (SS-Obersturmbannführer, Einsatzgruppe B, commandant de la Police de sécurité en Belgique) : devenu magistrat en 1945 : Verwaltungsgerichtsrat du Schleswig-Holstein. Retrouvé et dénoncé par Beate Klarsfeld en 1975 le 8 mai 1975. Mis en accusation en 1980. Se suicide le 4 octobre 1980, au début du procès.

Ehrlinger, Erich (Einsatzgruppe A) : directeur de l'Office sarrois pour la protection de la Constitution. Condamné à douze ans de prison à Karlsruhe. En appel, procès renvoyé devant un tribunal de première instance. Poursuites interrompues en 1969 en raison de l'incapacité permanente de l'accusé.

Eichmann, Adolf (SS-Obersturmbannführer, RSHA, participant à la Conférence de Wannsee du 20 janvier 1942) : s'évade sans être reconnu d'un camp d'internement en zone américaine en 1946. Appréhendé par des agents israéliens en Argentine et reconduit en avion

en Israël pour y être jugé en mai 1960. Condamné à mort en 1961 et pendu le 1er juin 1962.

Eicke, Theodor (SS Obergruppenführer. Officier pendant la 1ère guerre mondiale, passe dans la police. Chef du camp de concentration de Dachau en 1933, il met sur pied les Totenkopfverbände. Inspecteur des camps de concentration, il crée la division Totenkopf) : Il restera le commandant de cette unité jusqu'à sa mort sur le front Russe, le 26 février 1943.

Eigruber, August (Gauleiter de Linz) : condamné à mort le 13 mai 1946 et pendu à la prison de Landsberg le 27 mai 1947.

Eirenschmalz, Franz (MWhA) : condamné à mort par un tribunal militaire américain. Peine commuée en neuf ans de prison par la Commission de clémence.

Eisfeld, Kurt (IG-Auschwitz) : Vorstand de Dynamit Nobel à Troisdorf en 1967.

Endre, László (ministre hongrois de l'intérieur) : exécuté en Hongrie en 1946.

Endruweit, Klaus , alias Dr Bader (pseudonyme) (médecin ayant participé aux action d'euthanasie du programme T4) : jugé par la Cour d'Assises de Francfort-sur-le-Main en mai 1967, en même temps que les Dr Ulrich et Bunke, acquitté après avoir affirmé que la mort des malades mentaux n'avait pas été cruelle et s'être référé aux ouvrages scientifiques de l'époque qui préconisaient l'euthanasie. Le verdict d'acquittement fut accueilli par des applaudissements de la salle. Le parquet fit appel, mais les trois médecins produisirent des certificats médicaux selon lesquels leur état de santé était incompatible avec le stress d'un nouveau procès. Cela n'empêcha pas le Dr Endruweit de continuer à exercer la médecine jusqu'en 1984. Un nouveau procès des trois médecins devait avoir lieu en 1987 mais seuls Bunke et Ulrich furent rejugés et condamnés, la dégradation de l'état de santé de Klaus Endruweit puis sa mort lui épargnias d'avoir à rendre des comptes devant la justice.

Engel , (Gestapo française) : exécuté à Montrouge le 27 décembre 1944.

Entress, Friedrich Karl-Hermann (SS-Hauptsturmführer, "médecin" de camp au KL Gross-Rosen du 3 janvier au 10 décembre 1941, puis à Auschwitz jusqu'au 20 octobre 1943, effectue les sélections, puis du 21 octobre 1943 jusqu'au 25 juillet 1944, médecin de camp à Mauthausen, puis à Gross-Rosen du 3 août 1944 jusqu'au début 1945) : condamné à la peine de mort par le jugement du Tribunal Militaire américain à Dachau (1946), "Procès de Mauthausen", exécuté à Landsberg, le 28 mai 1947.

Eppinger, Hans (assistant du docteur Beiglböck ; participe à l'expérimentation à Dachau pour modifier l'eau de mer) : se suicide après avoir été convoqué à Nuremberg.

Erdmann, Fritz (Judenreferent SS à Bruxelles

Erdmann, Paul (ingénieur de la Topf qui fournit les fours crématoires des camps) poursuit sa carrière dans les combinats d'Erfurt, retraité en 1950 ou 1951.

Ernst, Hans-Dietrich (Kommandeur de la Sipo-SD d'Angers de 1942 à 1944) : Retrouvé par Serge Klarsfeld en 1975 près de Hambourg où il était notaire et avocat.

Ernst, Waldemar (Chef du département "Police" du MBF - Commandement militaire en

France occupée) : directeur général des aciéries souabes (Schwabischen Hüttenwerke), habitait Aichstaeten / Eschasch-Bachhof au début des années 80.

Erren, ? (SS-Sturmbannführer, commissaire régional de Slonim (Territoires Ruthènes) où il se rend célèbre par ses promenades dans la ville avec son chien, puis directeur d'un centre de formation idéologique en 1945) : entre dans l'enseignement à Hambourg en 1950, suspendu de ses fonctions en 1960, enseigne dans des écoles privées de 1961 à 1971. Condamné en 1974 à la réclusion criminelle à perpétuité.

Ertl, Fritz (SS Untersturmführer, architecte des crématoires) : fin 1942, demande sa mutation dans une unité combattante, quitte Auschwitz en janvier 1943 ; fait prisonnier par les Américains à Linz, jugé à Vienne au début de 1972 et acquitté ;

Estève, Jacques (universitaire, cadre du Commissariat Général aux Questions Juives, adjoint d'abord de René Gazague, responsable du "statut des personnes", il lui succède en juillet 1942 jusqu'en février 1943) : semble avoir été totalement épargné par l'épuration, à la Libération.

Evrard, ? (policier français, sous les ordres du commissaire Poinot) : jugé le 15 juin 1945 à Moulins en même temps que Pierre Poinot, condamné à mort et à la dégradation nationale, exécuté à Riom le 16 juillet 1945.

la lettre F

Falkenhausen, Alexander von (commandant militaire de Belgique) condamné en Belgique à douze ans de prison. Libéré en 1951.

Falkenhorst, Nikolaus von (commandant en chef en Norvège jusqu'en 1944) : condamné en 1946 ; libéré en 1953 ; meurt en 1968

Fanslau, Heinz (WVHA) : condamné à vingt-cinq ans de prison par un tribunal militaire américain. Peine réduite par le tribunal à vingt ans, réduite encore par la Commission de clémence à quinze ans.

Faramond (de), Melchior (Directeur du SCAP : Service de Contrôle des Administrateurs Provisaires, responsable de l'aryanisation en France)

Faÿ, Bernard (Administrateur de la Bibliothèque Nationale, communique aux Allemands des documents contre la franc-maçonnerie, laisse déporter 26 employés de la BN) : arrêté à la Libération, condamné le 5 décembre 1946 aux travaux forcés à perpétuité, gracié par le président Coty, enseigne en Suisse jusqu'en 1961, mort en 1978.

Fellgiebel, Erich (OKW) : exécuté à la suite d'une purge en 1944.

Felmy, Helmut (68e corps, Grèce du Sud) : condamné à quinze ans de prison par un tribunal militaire américain, mais pas pour actes contre les Juifs. Peine réduite à dix ans par la Commission de clémence. Libéré en 1952.

Fendler, Lothar (SS, SD, Einsatzgruppe C, adjoint du colonel Blobel à la tête de

l'Einsatzkommando 4a) : à Nuremberg, condamné à dix ans de prison par un tribunal militaire américain. Peine réduite à huit ans par la Commission de clémence.

Ferdonnet, Paul (journaliste français, envoyé à Berlin en 1927 comme correspondant au journal La Liberté, publie plusieurs livres, dont "Face à Hitler" et "La guerre juive" ouvrages violemment anti-communistes et anti-sémites. Reste en Allemagne en 1939 où il fonctionne comme traducteur à la radio allemande, la Reichsrundfunk) : condamné à mort par contumace le 6 mars 1940 par le tribunal militaire de Paris pour haute-trahison. Capturé lors de la défaite du Reich, à nouveau condamné à mort par la cour de justice de la Seine et exécuté au fort de Châtillon le 4 août 1945.

Ferenczy , László (gendarmerie hongroise) : exécuté en Hongrie en 1946.

Fernandez, Ramon (intellectuel français, membre du PPF, délégué au congrès international des écrivains nazis à Weimar en octobre 1941, journaliste de la presse ultra-collabo) : meurt d'une embolie le 2 août 1944.

Fischer, Fritz (médecin) : condamné à la prison à vie par le Tribunal de Nuremberg ; peine ramenée à 20 ans par la Commission de clémence.

Filliol, Jean (Action française, puis organisateur de La Cagoule avec Deloncle, compromis dans de nombreux attentats et assassinats, dont deux contre des militants anti-fascistes - les frères Roselli - pour le compte de la police secrète mussolinienne. Par la suite, proche de Darnand, se fait nommer à la Franc-garde de la Milice du Limousin où il dirige le service de renseignement à Limoges) : s'étant enfui avec la Milice en Allemagne, collabore avec le SD pour des actions de sabotage en France libérée. A la capitulation, se réfugie en Espagne où il réussit à se faire oublier, malgré trois condamnations à mort par contumace. Il y finira sa carrière chez l'Oréal, société dont les filiales étrangères ont employé bon nombre de personne après guerre.

Filipovitch, Miroslav (frère franciscain, chef du KL de Jasenovac dans lequel fut , par exemple, organisé des concours du meilleur égorgeur) : pendu en 1946.

Filov, Bogdan (Premier ministre bulgare) : exécuté en Bulgarie en 1945.

Findeisen, Wilhelm (chauffeur de Heydrich , conducteur d'un camion a Sonderkommando 4a) : condamné pour complicité d'assassinats.

Finta, Imre (capitaine de la police hongroise à Szeged) : condamné pour crimes contre le peuple en 1947 et en 1948 ; réfugié au Canada en 1951 ; naturalisé en 1956 ; nouveau procès en dénaturalisation au Canada en 1994.

Fischer, Fritz (médecin) : condamné à la prison à vie par le Tribunal de Nuremberg.

Fischer, Horst ("médecin" d'Auschwitz) : exerce son métier de médecin à Berlin-Est sous son propre nom après la guerre, arrêté et jugé en 1966, condamné à mort.

Fischer, Ludwig (gouverneur de Varsovie) : pendu en Pologne en 1947.

Fissier, Robert (Milice) : fusillé à Montrouge le 7 juin 1947.

Flammand, Charles (L'un des chefs de la police aux questions juives de Toulouse, Section d'Enquête et de Contrôle du CGQF) : arrêté par la résistance juive à Toulouse, le 21 août 1944 avec sa femme, mis au secret puis transféré au camp de Noé.

Flandin, Pierre-Etienne (chef du gouvernement de Vichy du 14 décembre 1940 au 9 février 1941, entre Laval et Darlan, gouvernement qui poursuit l'application du Statut des Juifs et organise l'internement dans des camps qui abandonnent, en janvier 1941, le nom de "camps de concentration" pour devenir des "Centres d'hébergement") : jugé par la Haute Cour de justice en juillet 1946, et condamné à cinq ans d'indignité nationale mais est rapidement relevé de cette peine pour "actes de résistance".

Flick, Friedrich (industriel ayant soutenu les Nazis dès 1932, utilisateur de main d'oeuvre concentrationnaire, Mitteldeutsche Stahlwerke) : condamné à sept ans de prison par un tribunal militaire américain, mais pas pour actions antijuives. Reprend ses activités de patron de l'industrie. En 1968, sa compagnie refuse d'indemniser les victimes du travail forcé. Mort milliardaire en 1970.

Florian, Friedrich Karl (Gauleiter de Düsseldorf) : condamné par la cour de dénazification à 3 ans et demi de prison et à une amende de 20.000DM ; libéré en 1951 ; mort en 1975.

Floss , Herbert (SS-Scharführer, Sobibor) : tué par les gardes ukrainiens dans les jours qui suivirent la révolte de Sobobor, en novembre 1943, alors qu'il tentait de les faire revenir au camp d'entraînement de Trawniki)

Fonjallas, René (Journaliste à Radio-Paris, collaborateur d'Oltramare , anime avec lui l'émission "Les Juifs contre la France")

Fontenoy, Jean (journaliste, PPF puis MSR et RNP, lieutenant dans la LVF, chargé de mission en Allemagne pour Laval) : se suicide d'une balle dans la tête dans Berlin encerclée en avril 1945, cependant condamné à mort par contumace par la Cour de justice de la Seine le 28 février 1948.

Forcade, Pierre (cadre du Commissariat Général aux Questions Juives, chargé du courrier disparu

Forster, Albert (gauleiter de Dantzig-Prusse orientale) : arrêté à Hambourg le 28 mai 1945 ; extradé vers la Pologne ; condamné à mort le 29 avril 1948 ; pendu le 28 février 1952.

Fournier, Pierre-Eugène (inspecteur des finances, dirige le service des administrateurs provisoires [SCAP] au Commissariat Général aux Questions Juives) : n'est pas inquiété. Président de la SNCF jusqu'en 1946, administrateur de la Compagnie du Canal de Suez. Dans sa notice du Who's Who de 1950, omet d'indiquer son passage à la tête du SCAP. Mort en 1972.

Franc, Robert (un des chefs de la Milice, chef régional de la Milice à Bordeaux) : ne suit pas la Milice lors de son repli vers l'est de la France et l'Allemagne. Arrêté, poursuivi pour la mort de jeunes résistants à Saucats, jugé et condamné à mort, il a été fusillé au camp de Souge (ouest de Bordeaux) à la fin de 1944.

François, Jean (commissaire de police, chef de la Direction des Etrangers et des Affaires Juives à la Préfecture de Police de Paris, participe à la réunion du 7 juillet 1942 qui organisa la rafle du Vél' d'hiv') : jamais véritablement inquiété : la commission d'épuration prononce une révocation sans pension, mais le préfet de police Charles Luizet ne signe pas l'arrêté de mise à la retraite d'office et la justice classe le dossier ; nommé "directeur honoraire" en 1954.

Frank, August (WVHA): condamné à la prison à perpétuité par un tribunal militaire américain. Peine réduite à quinze ans par la Commission de clémence. Relâché en 1951 ; mort en 1984.

Frank , Hans (gouverneur général de Pologne) : condamné à mort par le tribunal militaire international et pendu en 1946.

Frank, Karl-Hermann (Protektorat de Bohême-Moravie) : condamné à mort par un tribunal tchécoslovaque ; pendu le 22 mai 1946 devant 4000 personnes.

Frank, Willi (services "médicaux" d'Auschwitz) : capturé par les Américains, relâché en 1947. En préventive depuis octobre 1964, été jugé et condamné au cours du procès de Francfort en 1963-1965, libéré en 1970. Meurt le 9 juin 1989 à 86 ans.

Franz, Kurt Hubert (participe au programme d'euthanasie à Grafeneck, Brandenburg, Hartheim et Sonnenstein de 1939 à 1941 ; à Belzec au début 1942, puis à Treblinka dont il devient commandant le 21 juin 1943 sur l'ordre direct de Himmler arrivé à Sobibor à la fin d'octobre 1943) : condamné à perpétuité en 1965 ; libéré après 28 ans en 1993, vit ensuite à Düsseldorf, mort le 4 juillet 1998 à Wuppertal.

Frauendorfer , Alfred (Gouvernement général) : activités dans les assurances Allianz. Également dans la politique en 1963.

Frauenfeld, Alfred (Generalkommissar de Melitopol) : arrêté pour activités néo-nazies et libéré après enquête par un tribunal allemand en 1953.

Freisler, Roland (ministère de la Justice, participant à la Conférence de Wannsee du 20 janvier 1942) : aurait été tué lors d'un raid aérien en 1944.

Frenzel, Karl (employé dans le programme d'euthanasie à l'incinération des corps, puis à Sobibor où il survit à la révolte, envoyé en Italie) : employé comme éclairagiste dans un théâtre au moment de son arrestation, le 22 mars 1962, condamné à la prison à vie, relâché pour raison de santé après 16 ans d'emprisonnement, vit sous résidence surveillée dans son village de Gorben-auf-der-Horst, en Allemagne.

Frey, Alois (responsable du sous camp de Güntergrube, dépendant d'Auschwitz, section II politique) : jugé par un tribunal polonais puis à nouveau en RFA au cours du 4^{ème} procès d'Auschwitz à Francfort et acquitté par manque de preuves.

Frick , Wilhelm (ministre de l'intérieur et Reichsprotektor) : condamné à mort par le tribunal militaire international et pendu en 1946.

Friedel, Fritz (SS Obersturmführer, sévit à la Gestapo de Bialystok, dans les sections IV-B, IV-E et IV-F.) : jugé et condamné à mort à Bialystok le 28 octobre 1949. Exécuté le 29

octobre 1952.

Fries, Jakob (SS, gardien particulièrement brutal des camps de Sachsenhausen, puis d'Auschwitz) : arrêté, jugé à Nuremberg en 1952 pour ses crimes contre les prisonniers politiques de Sachsenhausen à 14 ans de prison, liberté conditionnelle accordé en 1960 par le Ministre de la Justice, arrêté à nouveau le 12 juin 1961 pour ses crimes à Auschwitz, mis en liberté provisoire sous caution en attendant le procès de Francfort, abandon des poursuites en 1963 par le procureur général au motif qu'il avait déjà été condamné et qu'il était hautement improbable que la peine soit augmentée.

Fritsch, Karl (gardien du camp d'Auschwitz, puis adjoint au commandant du camp de Flossenbürg) : tué en mai 1945 par un soldat de l'Armée Rouge en tentant d'échapper à sa capture.

Frossart, (un des chefs de la Milice) : exécuté

Fuchs, Erich (SS-Unterscharführer, employé dans les programmes d'euthanasie de Brandenburg et Bernburg, participe à la construction des chambres à gaz de Belzec en février 1942, Sobibor en avril 1942 puis Treblinka) : après la guerre, vendeur d'automobiles, acquitté au procès de Belzec en 1963-64. Arrêté de nouveau et condamné à 4 ans de prison au procès de Sobibor à Hagen en 1966. Se marie pour la sixième fois durant le procès. Mort en 1984.

Fuchs, Wilhelm (Einsatzgruppe en Serbie) : jugé à Belgrade et exécuté en 1946.

Funk, Walter (ministre de l'Économie) : condamné à la prison à perpétuité par le tribunal militaire international. Libéré pour raisons de santé en 1957. Mort en 1960.

Fünter, Ferdinand (Office central pour l'émigration des Juifs de Hollande) - condamné à mort en Hollande. Peine commuée en prison à perpétuité sur l'intervention, semble-t-il, d'Adenauer en 1951.

la lettre G

Gabolde, Maurice (magistrat, procureur général, rédacteur des lois sur les sections spéciales permettant une action rétroactive, garde des sceaux du gouvernement Laval de mars 1943 à août 1944) : suit Laval à Sigmaringen, gagne l'Espagne le 2 mai 1945 en compagnie de Laval et d'Abel Bonnard. Condamné à mort par contumace par la Haute Cour de Justice le 13 mars 1946, se fixe définitivement en Espagne où il meurt en 1972.

Gajewski, Fritz (membre du Conseil de direction d'IG-Farben de 1931 à 1945, chargé des relations avec Dynamite Nobel) : à Nuremberg, reconnu "non coupable" pour toutes les charges. Directeur général (1949), puis président du Conseil d'administration de Dynamite Nobel. Retraité en 1957, président honoraire de divers conseils d'administration jusqu'à sa mort en 1962.

Galien, Pierre (industriel, directeur de cabinet au Commissariat Général aux Questions Juives, participe à la réunion du 7 juillet 1942 qui organisa la rafle du Vél' d'hiv') : arrêté à la Libération, est libéré pour raison de santé puis prend la fuite en décembre 1946. Sa femme le

prétend atteint d'une tumeur au cerveau, l'aide à fuir en Turquie où elle lui envoie de l'argent. Un courrier intercepté par la police conduit à une perquisition et à un mandat d'amener le 7 janvier 1947. Après quelques années de cavale, rentre en France. N'est pas inquiété par la justice. Mort le 2 mars 1978 à l'hôpital gériatrique de Lyon, à l'âge de 79 ans.

Gangloff, Emile (Milice) : fusillé à Montrouge le 13 juin 1947.

Ganiotes, ? (Gestapo française) : fusillé à Montrouge le 24 juin 1946.

Ganzenmüller, Albert (Staatssekretär, Reichsbahn) : consultant auprès des chemins de fer d'État argentins de 1947 à 1955. Spécialiste des transports chez Höchst A.G. de 1955 à 1968. Mis en accusation à Düsseldorf en 1973. Non jugé pour raisons de santé.

Garat, Pierre (chef du service des questions juives à la préfecture de la Gironde, organise les convois de déportation sous les ordres de Maurice Papon) : ?. Son rôle est évoqué au cours du procès Papon, Maurice Papon se déchargeant de ses responsabilités sur son subordonné.

Gautherie, Pierre (policier français, adjoint de Hénoque à la direction de la Brigade Spéciale des Renseignement Généraux en 1943) : condamné à mort le 20 juillet 1945 ; gracié : sa peine est commuée en travaux forcés à perpétuité.

Gazagne, René (cadre du Commissariat Général aux Questions Juives jusqu'en juillet 1942, responsable du "statut des personnes") : à la Libération, retourne à Lourdes où il est interné quelques temps. Tente ensuite de pénétrer les milieux royalistes et se vante d'être le "futur précepteur du dauphin", fils du comte de Paris, sans succès. Aigri et malade, vivote ensuite. Mort en 1956, à l'âge de 58 ans.

Gebhardt, Joseph (ministère des Finances) : président de la Bayrische Landesanstalt für Aufbaufinanzierung, en 1955.

Gebhardt, Karl (clinicien-chef de la SS) : condamné à mort par un tribunal militaire américain et exécuté en 1948.

Gecas, Anton alias Antanas Gecevicius (escadron de la mort lituanien) : réside actuellement en Écosse. Une procédure d'extradition est déclenchée en juillet 2001 : il est réclamé par la Lituanie.

Gehrum, Karl (S.S. Obersturmführer, membre de la Gestapo, l'un des responsables du massacre des membres du réseau Alliance au Struthof le 1er septembre 1944)

Geissler (SS Hauptsturmführer, chef du KDS de Vichy) : Le 12 juin 1944, à Murat, lors d'une opération menée par des maquisards qui tentaient de libérer une douzaine de personnes que venait d'arrêter la Gestapo de Vichy, est reconnu, et abattu sur place.

Geitmann, Hans (Reichsbahndirektion Oppeln) : président de la Generalbetriebsleitung Süd, Stuttgart, Bundesbahn. En 1957, membre du Vorstand de la Bundesbahn.

Gemmecker, Albert Konrad (commandant de Westerbork) : condamné aux Pays-Bas à 10 ans de prison en 1949, signalé comme vivant à Düsseldorf en février 1960.

Genzken, Karl (service médical de la SS) : condamné à la prison à perpétuité par un tribunal

militaire américain. Peine réduite à vingt ans par la Commission de clémence. Condamné à une amende par un tribunal de dénazification de Berlin-Ouest en 1955.

Gérard, Pierre (camelot du roi, blessé le 6 février 1934, membre du Rassemblement antijuif de Darquier de Pellepoix, directeur de la propagande au Commissariat Général aux Questions Juives) : condamné à l'indignité nationale à vie au cours du procès des propagandistes du CGQF, du 7 au 11 juillet 1949.

Gerber, Gerard (SS, pharmacien, Auschwitz, Ravensbrück, Mauthausen)

Gerstein, Kurt (Institut d'Hygiène de la Waffen SS de Berlin ; organise l'achat du gaz pour Auschwitz) : se pend le 25 juillet 1945 ou aurait été assassiné par ses codétenus SS.

Gerstenmeier, Wilhelm (aide de camp d'Anton Thernes à Majdanek) : condamné à mort et exécuté le 3 décembre 1944 à Majdanek.

Gerteis, Adolf (Directeur général et président des chemins de fer dans le Gouvernement général et les chemins de fer de l'Est qui déportèrent 2 millions de Juifs dans les seules années 1942-1943) : jamais inquiété, poursuit sa carrière comme cadre dirigeant à la Bundesbahn. Mort à Fribourg dans les années 70.

Giesler, Paul (Gauleiter de Munich) : se suicide avec sa femme le 8 mai 1945 à Berchtesgaden.

Gille, Otto, (SS Obergruppenführer, commandant du régiment SS Germania en 1942, puis la 5e division SS en 1943 et le 4e SS panzerkorps en 1944) : recherché, jamais arrêté, il vit tranquillement en Allemagne de l'Ouest jusqu'à sa mort en 1966.

Gimzauskas, Kazys (commandant de la police lituanienne) : procès en février 2001.

Giroud, Jean (maître des Requêtes au Conseil d'Etat, service juridique du Commissariat Général aux Questions Juives, chargé de rédiger les nouvelles lois antisémites)

Glas, Alfons (Ostbahn) : Bundesbahninspektor.

Gley, Heinrich (SS-Oberscharführer, infirmier des centres d'euthanasie de Grafeneck et Sonnenstein, puis à Belzec entre août 1942 et août 1943 où il était affecté à la rampe et au déshabillage) : Après Belzec, affecté dans une unité combattante en Italie, puis à Berlin. Fait prisonnier, puis libéré le 29 décembre 1947. Travaile ensuite comme maçon à Munster. Témoin au procès de Sobibor en 1966. Jamais poursuivi, mort en octobre 1985 à 85 ans.

Globke, Hans (ministère de l'intérieur) : Ministerialdirektor, Bureau du chancelier, en 1950. Staatssekretär en 1953.

Globocnik, Odilo (Gauleiter de Vienne en 1941, puis chef des SS et de la Police de Lublin, l'un des responsables de l'Action Reinhardt, donne l'ordre de construction du camp d'extermination de Belzec et de Sobibor) : se suicide le 21 mai 1945, au moment de son arrestation par les Britanniques.

Glücks, Richard (WVHA) : d'après Höss, aurait été laissé « à demi mort » à l'hôpital naval de Flensburg juste avant la reddition. Porté disparu depuis.

Goebbels, Paul Josef (ministre de la Propagande et Gauleiter de Berlin) : se suicide à Berlin en 1945.

Göecke, Wilhelm (SS, commandant du camp de concentration de Varsovie puis, à partir du 8 septembre 1943 de celui de Kaunas, chargé de la destruction du ghetto de Kaunas) : après la destruction du ghetto, est envoyé sur le front italien où il est tué le 17 octobre 1944, fait Stanartenführer à titre posthume

Goeth, Amon (SS, camps de concentration de Belzec, Sobibor et Treblinka, puis, à la fin de 1942, liquidateur du ghetto de Cracovie. Février 1943, devient commandant du camp de Plaszow, surnom: "le boucher de Plaszow") : jugé, condamné puis exécuté le 13 septembre 1946 à Cracovie. Son personnage apparaît dans le film La liste de Schindler.

Goetzfried, Alfonz (participe à la « Fête des moissons » organisée par Himmler en novembre 1943 à Maïdanek au cours desquelles furent assassinées 17000 personnes ; prend part personnellement à l'exécution de 500 personnes) : condamné par un tribunal militaire soviétique à 20 ans de travaux forcés ; passe 13 ans en Sibérie ; revient en Allemagne en 1991 ; condamné à 10 ans de prison pour les mêmes faits par le Tribunal de Stuttgart en mai 1999 ; peine confondue avec la première.

Gohier, Urbain Degoulet-Gohier, dit (dreyfusard mais antisémite à la fin du XIXe, éditeur en 1920 des "Protocoles des Sages de Sion", ami de Jean Drault , journaliste antisémite durant l'occupation) : jugé intransportable en raison de son état de santé, le tribunal du Cher se transporte à Sancerre et le condamne, mais il n'est pas emprisonné, il ne meurt que deux ans plus tard le 29 juin 1951 à l'âge de 89 ans..

Goldschmidt, Theo (Degesch) : Aufsichtsrat de Farbenfabriken Bayer A.G. de Leverkusen en 1951.

Gonnet, Yvon (agent de la Brigade spéciale du 4ème arrondissement de Paris, s'y distingue dans la chasse aux Juifs accompagnée de chantages et d'extorsions de fonds) : arrêté par les Milices Patriotiques à Maisons-Alfort chez son frère ; la commission d'Epuration propose sa révocation sans pension avec transmission du dossier au Parquet ; classement sans suite par le juge d'instruction le 15 avril 1946 ; libéré après 19 mois de prison préventive ; mis à la retraite d'office.

Gombert, Marcel (Chef du service de renseignements du SOL, puis de la Milice, tortionnaire) : arrêté fin avril 1945, exécuté

Gomerski, Hubert (SS-Oberscharführer, Sobibor) : condamné en 1948 à la prison à vie, relâché en 1972 pour raisons de santé, condamné à nouveau en 1974 à 15 ans de prison.

Gorgass, Hans Bodo ("médecin" du centre de mise à mort d'Hadamar : programme T4 d'euthanasie) : jugé par la cour d'Assises de Francfort-sur-le-Main en mars 1947, condamné à. Se pourvoit en cassation. La peine fut ensuite commuée en emprisonnement à perpétuité, puis fut remis en liberté.

Gorges, Johann (un des responsables des crématoires d'Auschwitz-Birkenau) : n'a jamais été jugé.

Göring , Hermann : condamné à mort par le Tribunal militaire international. Se suicide le 15 octobre 1946, avant son exécution.

Grabner, Max (SS-Untersturmführer, administration d'Auschwitz, chef de la section politique du camp jusqu'en 1943) : accusé par un juge SS d'avoir assassiné illégalement des détenus, mais son procès à Weimar en mai 1944 n'aboutit pas ; condamné à mort et exécuté, à Cracovie, en Pologne, en décembre 1947.

Graef, Hans (roumain d'origine, adjoint d' Iser , s'occupait de la déportation des résistants et des Juifs après les séances de torture. (KDS de Toulouse, bureau IV)

Graf, Mathias (SS, SD, Einsatzgruppe C où il seconde le chef de l'Einsatzkommando 4) : à Nuremberg, acquitté par un tribunal militaire américain.

Graf, Otton (section d'Administration et d'Economie d'Auschwitz) : jugé à Vienne en 1972 et acquitté.

Gateau, Pierre André (Service administratif et financier du Commissariat Général aux Questions Juives)

Grawitz, Ernst : voir Growitz . Greifeld, Rudolf (Administrateur militaire au commandement allemand du Grand Paris, demande alors une lutte antijuive plus énergique) : retrouvé en 1975 par Serge et Beate Klarsfeld alors qu'il venait d'être nommé diplomate chargé du dialogue euro-arabe en 1974. Une pétition de 400 physiciens proteste alors contre sa présence au comité de direction de l'Institut Franco-Allemand de Grenoble dont il doit se retirer.

Greifelt, Ulrich (Reichscommissar für die Festigung Deutschen Volkstums, et Reichsarbeitsdienst : Service National du Travail) : condamné par le tribunal militaire américain de Nuremberg à la prison à perpétuité ; mort en 1949 à la prison de Landsberg.

Greiser, Artur (SS-Obergruppenführer, Gauleiter du Wartheland, germanise par la terreur) : arrêté par les Américains en 1945, livré à la Pologne et pendu en public le 14 juillet 1946.

Grell, Theo (ministère des Affaires étrangères) : à Berchtesgaden en 1961.

Grese, Irma (administration d'Auschwitz, débute en mars 1943 à Ravensbrück, comme gardienne SS, à 18 ans, sévit ensuite 2 ans à Auschwitz et termine sa carrière à Bergen-Belsen) : condamnée à mort par un tribunal britannique et pendue le 12 décembre 1945.

Gringers, Karl (participe au programme d'euthanasie à Hadamer, Hartheim, puis à Belzec) : tué en Italie en 1944.

Grohé, Josef (Commissaire du Reich pour la Belgique et le Nord de la France, Gauleiter de Cologne) : condamné à 5 ans de prison ; libéré en 1950 ; mort en 1987.

Grondard, Georges (cadre du Commissariat Général aux Questions Juives, chargé du contentieux) : passe devant la commission d'épuration de la Banque de France, est simplement blâmé par arrêté du 19 janvier 1946 pour être resté jusqu'au bout au CGQF..

Gross, Heinrich (l'un des médecins du Spiegelrund en Autriche) : procès suspendu en avril

2000 pour sénilité.

- # Gross, Walter (Directeur du bureau de la politique raciale du NSDAP) : mort en 1945.
- # Groth, Paul (SS-Scharführer, Belzec, puis Sobibor, célèbre pour son sadisme, accompagné de son chien "Barry") : disparu à la fin de la guerre, déclaré officiellement mort par un tribunal allemand en 1951, à la demande de sa femme.
- # Growitz, Ernst (SS Brigadeführer, chef du service de Santé de la SS et de la Police depuis 1936 ; intervient dans toutes les "expériences" entreprises dans les camps de concentration ; président de la Croix rouge Allemande) : se suicide avant l'entrée des armées soviétiques à Berlin, en avril 1945.
- # Grün, ? ("médecin" du camp de Maïdanek) : identifié comme responsable par la Commission d'enquête extraordinaire polono-soviétique disparu
- # Grundherr, Werner von (ministère des Affaires étrangères) : ambassadeur d'Allemagne fédérale en Grèce en 1952. Contraint de prendre sa retraite après enquête de la commission du Bundestag durant cette même année.
- # Gudelis, Antanas (police de Kaunas ; impliqué dans l'assassinat de 9200 personnes le 28 octobre 1941) : demande d'extradition du Centre Wiesenthal sans succès ; vit en Australie.
- # Guderian, Heinz (commandant du Groupe Panzer 3, Russie centrale, couvre ainsi l'action des Einsatzgruppen, puis chef de l'état-major général) : se rend à l'armée américaine en mai 1945, envoyé à Nuremberg, mais finalement non jugé malgré l'accusation de crimes de guerre avancée par les Soviétiques, emprisonné à Allendorf et Neustadt (Hesse), relâché en 1948, puis retraité, mort en 1954.
- # Guérard, Jacques (secrétaire général du gouvernement de Laval d'avril 1942 à août 1944) : Accompagne Laval à Sigmaringen, réfugié ensuite en Espagne où il s'établit comme industriel. Condamné à mort par contumace, rentre en France en 1955, condamné en 1958 à cinq ans de dégradation nationale et aussitôt relevé de cette peine. Ensuite, à la tête de plusieurs compagnies d'assurances, mort en 1977.
- # Guérin, Paul (médecin français, assure la critique médicale antisémite de "Je Suis Partout" puis dans le journal de la Milice "Combats", président du groupement sanitaire corporatif français) : blessé de huit balles le 27 septembre 1943 dans un attentat, survit et écrit encore, était médecin pneumologue en 1960 à Paris.
- # Guibert, Auguste (commissaire de police, commandant du camp de Drancy de la fin du printemps 1942 à l'arrivée d'Aloïs Brunner en juillet 1943, c'est-à-dire durant la grande période des rafles et de la déportation massive des juifs de France)
- # Guidot, Georges (commissaire de police, état-major de la police parisienne, participe à la réunion du 7 juillet 1942 qui organisa la rafle du Vél' d'hiv')
- # Guillaume, Francis (policier français, Brigade Spéciale du 4ème arrondissement de Paris, surnommé "Darquier de Pellepoix" par ses collègues à cause du zèle qu'il mettait à arrêter des Juifs) : arrêté à son domicile le 20 août 1944, interné à partir du 12 janvier 1945 au Centre des

Tourelles, s'y suicide par pendaison.

Günther, Rolf (RSHA) : porté disparu, estimé mort.

Gutenberg, Karl (inspecteur du Werwolf ; chef de la police d'Esse) : condamné par le tribunal militaire britannique d'Hambourg à 12 ans de prison, pour avoir donné l'ordre d'exécuter des prisonniers à Essen et Burgholz ; libéré en 1953 ; mort en 1961.

la lettre H

Haagen, Eugen (directeur de l'Institut d'Hygiène de Strasbourg ; expérimentation sur le typhus à Natzweiler) : condamné à 20 ans de prison par le Tribunal de Lyon.

Haberland, Ulrich (IG-Farben) : Vorstand de Farbenfabriken Bayer A.G. de Leverkusen en 1951.

Hackenholt, Lorenz (SS-Hauptscharführer, chauffeur de Brack, service d'euthanasie, assurait la maintenance de l'installation de Belzec) : entré dans la clandestinité en 1945.

Haensch, Walter (SS, SD, Einsatzgruppe C où il commande l'Einsatzkommando 4b) : à Nuremberg, condamné à mort par un tribunal militaire américain. Peine commuée en quinze ans de prison par la Commission de clémence.

Haffner, André (policier et milicien, directeur de la Section d'Enquête et de Contrôle du Commissariat Général aux Questions Juives) : s'enfuit à la Libération, condamné à mort par contumace lors du procès de la SEC devant la Cour de justice de la Seine, le 3 novembre 1949, se rend en février 1955 après 10 ans de cavale. A nouveau jugé par le Tribunal militaire de Paris, est acquitté. Mort en 1987 à l'âge de 78 ans..

Hafner, August (SS Obersturmführer, commandant d'une section du Sonderkommando 4a) : condamné à 8 ans de prison par le tribunal de Darmstadt, en 1973.

Hafner, Paul Maria (SS, crimes perpétrés dans deux camps de concentration et sur le front de l'Est.) : s'enfuit vers l'Espagne franquiste, recherché par le Centre Simon Wiesenthal. Perçoit cependant trois pensions dont une de l'Allemagne. Âgé de 84 ans, il se fait à nouveau remarquer en décembre 2007 par des déclarations tonitruantes dans le Daily Mail, dans lesquelles il affirme souhaiter un "Quatrième Reich" et des propos négationnistes déclarant que "Auschwitz était un hôtel 10 étoiles. Un camp où les juifs ont été envoyés pour leur propre protection."

Hagen, Herbert (SS, Police de sécurité en France) : condamné en France par contumace aux travaux forcés à perpétuité en mars 1955. Activités commerciales en Allemagne de l'Ouest, directeur commercial d'une importante firme industrielle, la "Industrie und Apparatebau". Condamné à douze ans de prison à Cologne en 1980.

Hahn, Ludwig (commandant de la Police de sécurité du district de Varsovie) : activités dans les assurances et les investissements. Arrêté en 1960. Condamné à douze ans de prison à Hambourg en 1973 pour des actes liés à la prison de Pawiak (Varsovie), à quinze ans pour des actes contre les Juifs en 1975.

Halder, Franz (chef d'état-major de l'armée de terre de 1938 à 1942) : limogé par Hitler en septembre 1942 suite à un différent sur l'offensive allemande vers Stalingrad, il fut interné dans un camp de concentration après l'attentat du 20 juillet 1944. Mis en accusation en tant que grand criminel devant un tribunal de dénazification bavarois. Acquitté en 1948. De 1946 à 1961, à la tête d'une section allemande de recherche historique de l'armée américaine. Mort le 2 avril 1972 à Aschau (Haute-Bavière).

Hammer, Ferdinand : (gardien du camp de Sachsenhausen, puis d'Auschwitz) : réfugié aux Etats-Unis ; naturalisé américain en 1963 ; procès en dénaturalisation en juin 1996 ; expulsé en 1998 vers la Croatie son pays natal.

Handloser, Siegfried (chef du service médical des forces armées) : condamné à la prison à perpétuité par un tribunal militaire américain. Peine réduite à vingt ans par la Commission de clémence.

Hanel, Sophie (surveillante SS d'Auschwitz) : jugée à Prague et condamnée à mort.

Hanoweg, ? (Gebietskommissar) :

Hans, Ernst-Dietrich (Chef du KDS d'Angers) : s'enfuit à la Libération. Condamné à mort par contumace par le tribunal de Metz, puis en 1954 par le tribunal de Paris pour la déportation de plus de 5000 personnes. Il n'a jamais été retrouvé, et on ignore toujours ce qu'il est devenu.

Hans, Kurt (SS Obersturmführer, commandant d'une section du Sonderkommando 4a) : condamné à 11 ans de prison pour complicité de meurtre en 1968..

Hantl, Emil: au printemps 1944, déplacé à Auschwitz III Monowitz puis dans le camp annexe de Jaworzno dont il s'occupa de la marche d'évacuation. Craignant ensuite d'être accusé de désertion, rejoint l'évacuation de Nordhausen. Capturé par les troupes Américaines, relâché 3 semaines après parce qu'il a pu taire son appartenance à la SS et son activité à Auschwitz. Travaille quatre ans en agriculture puis comme tisserand. En détention préventive depuis mai 1961, nie les faits, condamné lors du Procès de Francfort (1963-1965) à 3 ans et 6 mois de prison ; la peine étant égale au temps déjà passé en prison, libéré le jour de la proclamation du jugement (19 août 1965). Il meurt en 1984 à 82 ans.

Haré, ? (Gestapo française) : exécuté à Montrouge le 27 décembre 1944.

Harster, Wilhelm (commandant de la Police de sécurité en Hollande et en Italie) : condamné à douze ans de prison par un tribunal hollandais en 1949. Libéré en 1955. En Bavière, il est Regierungsrat en 1956, Oberregierungsrat en 1958. Bénéficie d'une retraite en 1963.

Hartenstein, Friedrich (administration d'Auschwitz, commandant des troupes de garde et premier commandant à Birkenau, commandant du Struthof à partir du début mai 1944, jusqu'à l'évacuation du camp) : condamné à la prison à perpétuité par un tribunal militaire français. L'accusation ne portait sur aucun acte commis à Auschwitz. Mort en prison d'une crise cardiaque, le 20 octobre 1954.

Hass, Adolf (capitaine SS, premier commandant du camp de Bergen-Belsen) : tué par les Soviétiques, le 31 mars 1945.

Hass, Karl (complice de Priebke dans le massacre des Fosses Ardeatines à Rome le 24 mars 1944 : après la mort de 32 soldats allemands tués par la résistance italienne, les SS avaient en représailles exécuté 335 Italiens dont 75 Juifs) : acquitté en 1996, puis réincarcéré, jugé à nouveau en 1998 et condamné à la prison à vie.

Hasse, Eric (SS Obersturmführer, chef de la Gestapo de Bourges, responsable de l'exécution de 28 hommes juifs et 8 femmes juives au puits de Guerry, le 24 juillet 1944) : Lors du repli en 1944, crée un faux maquis dans le Nord, afin d'attirer et d'éliminer le plus de résistants possibles, réussit à s'enfuir à la fin de la guerre. Condamné à mort par contumace. Est vu, par la suite, une dernière fois, à Flensburg en Allemagne, puis disparaît définitivement.

Hau, ? (SS Scharführer, chef du bureau IV-4b, SD de Toulouse, bureau chargé des questions juives, Rendu personnellement responsable de la déportation de 3000 Juifs)

Hausmann, Emil (SS, SD, Einsatzgruppe D où il commande l'Einsatzkommando 12) : à Nuremberg, jugé par un tribunal militaire américain. Se suicide pendant le procès.

Hausser, Paul : né en 1880. SS Oberstgruppenführer, forme en 1939 la VT (Verfügungstruppen) d'où sortira la Waffen SS, commande le 2ème SS panzerkorps en 1943, pendant la bataille de Kharkov, puis prend la tête successivement de la VII e armée, du Heeresgruppe Oberrhein et enfin du Heeresgruppe C. Retraité à Ludwigsburg, il meurt en 1972.

Hayot du Tilly, François (colonel, ancien chef de cabinet du Maréchal Franchet d'Espèrey, Commissariat Général aux Questions Juives, choisi par Xavier Vallat pour diriger l'aryanisation économique en Tunisie, mais cela ne se fait pas et il atterrit à l'Institut d'Anthropo-sociologie, publie des brochures antisémites) : quelques mois avant la Libération, démissionne et prend quelques assurances du côté de la Résistance, ensuite se fait oublier. Il présente, dans les années 1950, l'Institut d'Anthropo-sociologie

Heidborn, Erich (policier détaché à la 3ème section du Sonderkommando 4a, en 1941)

Heim, Aribert (médecin SS, Mauthausen, pratique la vivisection sur des êtres humains) : impuni, serait encore vivant à la fin de 2005, vivrait aux Canaries.

Heinburg, Kurt (ministère des Affaires étrangères) : la commission du Bundestag sur les antécédents s'oppose à son maintien au nouveau ministère des Affaires étrangères en 1952.

Heinrichsohn, Ernst, (Gestapo, un des organisateurs de la déportation des Juifs de France). Avocat et bourgmestre de la petite commune de Bürgstadt. Condamné au Procès de Cologne à 6 ans de prison en 1980.

Heismeyer, August (Volksturm et Hitlerjugend de Spandau ; inspecteur des écoles Adolf Hitler) : arrêté en 1948, condamné à 18 mois de prison par un tribunal français ; relâché en 1948.

Hellenthal, Walter von (ministère des Affaires étrangères) : ambassadeur au Liban. Prend sa retraite en 1968.

Hellmuth, Otto (Gauleiter du Mainfranken de 1933 à 1945) : arrêté à Brème en 1947 ;

condamné à mort par un tribunal militaire américain ; peine commuée en prison à perpétuité ; libéré en 1955 ; mort en 1968.

Hellwig, (SS-Oberscharführer, chef du dépôt vestimentaire au camp de Klooga,) disparu

Hendrik, Elias (Un des chefs de la collaboration en Belgique) : jugé en 1947, condamné à mort, libéré en 1959.

Henlein, Konrad (Gauleiter du pays des Sudètes) : se suicide en 1945.

Hennequin, Émile (Commissaire de police, directeur de la Police Municipale à Paris, participe à la réunion du 7 juillet 1942 qui organisa la rafle du Vél' d'hiv' et donne des instructions pour la rafle) : jugé en 1947, huit ans de prison.

Hénoque, René, dit "Jean" (policier français, commissaire de police à la Direction des Renseignement Généraux en 1942, chef de la Brigade Spéciale des RG) : en fuite à la Libération, semble avoir quitté la France, peut-être vers la Belgique ou le Congo belge, condamné à mort par contumace, jamais retrouvé. Mort à Bruxelles en 1996, enterré dans le caveau familial du cimetière de Verberie (60)

Henriot, Philippe (Radio-Paris, milicien, secrétaire d'Etat à l'information et à la propagande de Pétain en 1944) : exécuté par un commando de résistants, commandés par Charles Gonard, le 28 juin 1944

Henry-Robert, Henri Petit, dit (candidat "anti-juif" aux élections de 1936, secrétaire général du Comité antijuif de France de Darquier de Pellepoix en 1937, se rend en Allemagne pour travailler pour le Centre mondial de propagande antisémite en 1939, rédacteur en chef d'"Au Pilon" en 1940 puis, rejeté par les ultras de la collaboration, travaille directement pour les services de propagande nazis) : quitte la France en août 1944 pour l'Allemagne où travaillent ses deux fils travailleurs enrôlés volontaires, condamné par contumace à 20 ans de réclusion et à la dégradation nationale le 18 novembre 1947, vit dans la clandestinité à Belleville et Meudon, amnistié en 1959, publie ensuite une revue d'astrologie, puis collabore à la FANE, parti néo-nazi français de Mark Fredriksen créé en 1966 et dissout en 1980, responsable du syndicat national de la presse indépendante et condamné à plusieurs reprises pour incitation à la haine raciale, meurt en 1985.

Hering, Gottlieb (SS Hauptsturmführer, Kriminalkommissar dans l'administration des centres d'euthanasie de Sonnenstein et de Bernburg, commandant de Belzec à partir de juillet 1942 et de Poniatowa) : mort le 9 octobre 1945 après une longue maladie.

Hermans, Guillaume (SS belge, camp du fort de Breendonk) : condamné à mort lors du procès de Malines, exécuté à Malines le 12 avril 1947.

Hérold-Paquis, Jean Auguste Hérold, dit (journaliste nazi français, PPF, Radio-Paris, comité d'honneur de la Waffen-SS, milicien) : arrêté en mars 1945 alors qu'il tente de passer en Suisse, condamné à mort le 17 septembre 1945, fusillé à Montrouge le 11 octobre 1945.

Hess, Rudolf (ministre nazi, dauphin de Hitler) : condamné à la réclusion criminelle à perpétuité au cours du Procès de Nuremberg, mort dans la prison de Spandau à Berlin, en 1987

Heyde, Werner (médecin, SS, chef du programme T4 d'euthanasie) : interné par l'armée américaine en 1945, s'évade en 1947, pratique la médecine au Schleswig-Holstein sous le nom de Sawade de 1949 à 1959, inculpé par le procureur général de Francfort en 1959, se suicide en prison avant le procès en 1964.

Heydrich, Reinhard (Chef de la Gestapo en 1934, RSHA et Reichsprotektor, président de la Conférence de Wannsee du 20 janvier 1942) : exécuté par la Résistance, à Prague en 1942.

Hierl, Konstantin (Reichsarbeitsdienst : Service National du Travail) : condamné par le tribunal de dénazification à cinq ans de travaux forcé; mort en 1955.

Hildebrandt, Friedrich (Gauleiter du Mecklenbourg-Schwerin) : condamné à mort par un tribunal militaire américain et pendu à la prison de Landsberg le 5 novembre 1948.

Hildebrandt, Richard (chef suprême des SS et de la Police de Dantzig et chef du RUSHA) : condamné à vingt-cinq ans de prison par un tribunal militaire américain, extradé vers la Pologne en 1949 ; condamné à mort ; pendu le 10 mars 1952.

Hilger, Gustav (ministère des Affaires étrangères) : aux États-Unis.

Himmler, Heinrich : mort en prison en 1945.

Hindenburg, Oskar von (commandant des camps de prisonniers de guerre en Prusse orientale) : condamné à une amende par un tribunal de dénazification. Mort en 1960.

Hinkler, Paul (Chef de la Gestapo en septembre 1933) : rapidement révoqué, alcoolique au dernier degré, il venait d'être déclaré pénalement irresponsable lors d'un procès pour trouble à l'ordre public. N'occupe ensuite plus aucune fonction officielle et meurt en 1937.

Hirt, August (médecin ; membre de l'Ahnenerbe ; professeur à l'Université allemande de Strasbourg, camp du Struthof-Natzweiler,) : disparu s'est très probablement suicidé le 2 juin 1945 à Schönenbach-im-Hochstaufen, près de St-Blasien en Forêt-Noire.

Hirtreiter, Josef (participe au programme d'euthanasie à Hadamar et Berlin ; puis Treblinka d'octobre 1942 à octobre 1943) : condamné à sept ans d'emprisonnement en 1965.

Hitler , Adolf : mort par suicide, le 30 avril 1945.

Höcker, Karl (adjoint du commandant du camp d'Auschwitz I) : est fait prisonnier par les Britanniques qui, ignorant ses activités à Majdanek et Auschwitz, le relâchent en janvier 1946, En 1952, se présente de lui-même au Ministère public et reçoit une peine de prison de 9 mois qu'il n'a pas lieu de purger (loi d'impunité de 1954). Employé de banque au moment de son arrestation, jugé et condamné au cours du procès de Francfort en 1963-1965, en détention préventive en 1965, libéré en 1970, mort en 2000 à 89 ans . En 1952 il se présente de lui-même au Ministère public et reçoit une peine de prison de 9 mois qu'il n'a pas lieu de purger (loi d'impunité de 1954). Au moment du procès à Francfort, il est employé de banque. Condamné à sept ans de détention. Il en effectue cinq, libéré en 1970, puis retourne travailler dans la même banque de son lieu d'origine. Il meurt en 2000 à 89 ans.

Hoepner, Erich (commandant de la 4e armée Panzer, Groupe d'armées Nord) : exécuté en 1944

Hofer, Franz (Gauleiter du Tyrol) : arrêté par les américains en 1945 ; s'échappe en 1948 ; vit sous un faux nom à Mülheim jusqu'à sa mort en 1975.

Hoffman, Franz-Johann (SS Hauptsturmführer, à Dachau de 1933 à fin 1942, puis à Auschwitz où il dirige le camp des tsiganes de Birkenau) : condamné en 1961 par la Cour d'Assises de Munich à la détention criminelle à perpétuité pour deux meurtres commis à Dachau ; condamné une deuxième fois à la perpétuité en 1965, par la Cour d'Assises de Francfort, pour son activité à Auschwitz.

Hoffman, Heinrich (photographe privé d'Hitler) : condamné par le Tribunal de dénazification de Munich ; mort en 1957

Hoffmann, Ernst (SS Unterscharführer, photographe de l'identité à Auschwitz, co-auteur, avec Bernhard Walter, des photos de l'album d'Auschwitz) : a disparu avant le procès de Francfort, en 1964, où ses photos furent montrées par Lili Jacob.

Höfle, Hermann (Bureau du chef des SS et de la Police de Lublin) : arrêté à Salzbourg en Autriche, en janvier 1961. Se suicide en 1962.

Höfle, Hermann (chef suprême des SS et de la Police de Slovaquie): condamné à mort en Tchécoslovaquie en 1948.

Hofmann, Otto (SS-Obergruppenführer, RuSHA, participant à la Conférence de Wannsee du 20 janvier 1942) : condamné à vingt-cinq ans de prison par un tribunal militaire américain. Peine réduite à quinze ans par la Commission de clémence. Libéré en 1954 ; mort en 1982.

Hohberg, Hans (WVHA) : condamné à dix ans de prison par un tribunal militaire américain. Peine réduite en 1951 par la Commission de clémence au temps déjà accompli.

Holzlohner, Ernst (assistant du Docteur Rasscher dans le cadre des expérimentations sur le refroidissement ; professeur de physiologie à la Faculté de Médecine de Kiel) : se suicide en 1945.

Hollick, Martin (contremaître de l'entreprise Topf, monte les fours crématoires de Dachau et d'Auschwitz-Birkenau où il séjourne près d'un an) : aurait regagné Erfurt après son séjour à Auschwitz,

Holzinger, Robert (allemand placé par les nazis à la tête du service de l'AJB (Association des Juifs en Belgique) chargé de faire venir les Juifs au camp de transit de Malines) : abattu par le résistant juif communiste Vladek Rakower en août 1942.

Hoppe, Werner (en charge de la sécurité du camp de Stutthof) : condamné par un tribunal allié à 9 ans de prison.

Horn, Otto (SS ; participe au programme d'euthanasie ; à Treblinka de septembre 1942 à septembre 1943 où il est responsable de l'incinération des corps ; envoyé à Trieste en 1944) : acquitté lors des procès de Treblinka en 1965.

Höss, Rudolf (sévit à Dachau de 1934 à 1938, puis à Sachsenhausen en 1938, puis à

Auschwitz dès 1940, puis commandant d'Auschwitz) : écrit ses mémoires en prison, condamné à mort en Pologne et exécuté le 16 avril 1947, derrière le crématoire du Stammlager à Auschwitz

Hössler, Franz (administration d'Auschwitz, dirige le vidage des fosses de Birkenwald, chef d'Auschwitz I de juillet 1944 à janvier 1945) : capturé par les Anglais à Bergen-Belsen ; condamné à mort par le tribunal britannique de Lüneburg et exécuté en décembre 1945.

Hoth, Hermann (commandant du groupe Panzer 3, Groupe d'armées Centre, et commandant de la 17e armée, Groupe d'armées Sud) : condamné à quinze ans de prison par un tribunal militaire américain.

Höttl, Wilhelm (RSHA) : discussions avec Raab sur le vote nazi en Autriche en 1949. Arrêté à Vienne en 1953 par l'armée américaine pour une affaire ayant trait à l'espionnage communiste.

Houdremont, Eduard (Krupp, Essen): condamné à dix ans de prison par un tribunal militaire américain. Peine réduite en 1951 par la Commission de clémence au temps déjà accompli.

Houêt, Paul (cadre du Commissariat Général aux Questions Juives, chargé du service de l'inspection) : en novembre décembre 1944 signe une lettre collective demandant la réintégration d'un certain nombre de cadres et employés du Commissariat Général aux Questions Juives dans le nouvel organisme "appelé à entreprendre la liquidation des affaires juives".

Houstek-Erber, Josef (Gestapo d'Auschwitz) : jugé du 14 décembre 1965 au 16 septembre 1966, au cours du second procès d'Auschwitz à Francfort, condamné à la prison à perpétuité.

Hoven, Waldemar (médecin de camp à Buchenwald) : condamné à mort par un tribunal militaire américain et exécuté en 1948.

Huhn, Heinrich (SS Sturmscharführer, membre du Sonderkommando 4a) disparu

Hummel, Herbert (SA-Sturmbannführer:, délégué administratif de Fisher au Gouvernement général de Pologne)disparu.

Hunsche, Otto (RSHA) : à Francfort en 1957. Jugé à deux reprises par des tribunaux ouest-allemands et finalement acquitté. Avocat en activité.

Huntziger, Charles (général français, ministre de la guerre de Pétain, signataire du Statut des Juifs du 3 octobre 1940, puis du Second Statut des Juifs de juin 1941) : mort dans un accident d'avion dans les Cévennes, le 12 novembre 1941.

Huettig, Hans (commandant du camp de Natzwiller-Struthof de mai 1941 à février 1942) : Condamné à perpétuité, il fut libéré en 1956.

Hussein, Hajj Amin Al (né en 1895 ; grand mufti de Jérusalem ; participe à une tentative de coup d'état pro-nazi en 1940 en Irak qui échoue; se réfugie alors en Italie puis en Allemagne ; constitue en 1942 un groupe paramilitaire arabo-allemand de 130 hommes ; organise des commandos musulmans bosniaques en 1943 qui seront intégrés à la Waffen SS ; fondateur en

1944 de la Légion Arabe) : arrêté en France en 1946 ; s'échappe et se réfugie en Egypte ; demande d'extradition de la Yougoslavie en 1946 rejetée. Mort en 1974.

la lettre I

Ihn, Max Otto (personnel de Krupp) : condamné à neuf ans de prison par un tribunal militaire américain. Peine réduite en 1951 par la Commission de clémence au temps déjà accompli.

Ilgner, Max (IG-Farben) : condamné à trois ans de prison par un tribunal militaire américain, mais pas pour actes contre les Juifs. Vorsitz, Vorstand des Freundeskreises der internationalen Gesellschaft für christlichen Aufbau en 1955.

Illers, Heinrich (SS, chef de la Gestapo de Paris, a fait partir de Compiègne le dernier convoi de déportés) : devenu Senatspräsident du Landessozialgericht (Président de chambre du tribunal des Affaires sociales) de Basse-Saxe, démasqué par les Klarsfeld en octobre 1972, vivait à Gretseel à la fin des années 70.

Illing, Ernst (directeur du Spiegelrund) : accusé pour sa participation au programme d' « euthanasie » et pendu en 1946.

Imrédy, Bela (ministre hongrois de l'Économie) : exécuté en Hongrie en 1946.

Ingrand, Jean-Pierre (délégué du Ministère de l'intérieur à Paris de juillet 1940 à janvier 1944) : jamais inculpé ; mort en 1992.

Iser, Aloïs (autrichien, opérait à Foix (KDS de Toulouse) spécialiste de la torture, est responsable de la mutilation ou de l'assassinat de plusieurs dizaines de résistants)

Isopescu, Modest (préfecture de Golta, Transnistrie) : condamné à mort en Roumanie. Permis de séjour illimité accordé par le roi Michel à la requête du Premier ministre Groza et du ministre de la Justice Patranascu.

Israëlłowicz, Léo (dirigeant de l'UGIF, aide la Gestapo lors de certaines arrestations) : arrêté et déporté le 17 décembre 1943 par les nazis au camp d'Auschwitz-Monowitz, est reconnu par des déportés qu'il a dénoncés, assassiné par un kapo français, Herbert

Izard, Paul (cadre du Commissariat Général aux Questions Juives, chargé de la législation antijuive) disparu

la lettre J

Jacob, Fritz (50ème bataillon de réservistes de la gendarmerie, sur le front de l'Est, mort le 4 octobre 1960

Jacobi, Karl (Reichsbahn) : aurait été arrêté et transféré de Berlin par les autorités soviétiques en 1945. A disparu depuis.

Jaehne, Friedrich (membre du Conseil de direction d'IG-Farben de 1934 à 1945) : condamné à 18 mois de prison en 1948 pour "pillages". En 1955, membre du Conseil de surveillance du "nouveau" Farbwerke Hoechst. 1962 : médaille du service de Bayer, sénateur honoraire de Munich, Croix du Service Distingué de la RFA. Meurt en 1965.

Jäger, Karl (colonel SS, Einsatzkommando 3, Lituanie) : à la fin de la guerre, se déguisa en fermier jusqu'en 1959, se suicide en prison, à Ludwigsburg, en attendant d'être jugé en Allemagne de l'ouest le 22 juillet 1959.

Jagow, Dietrich von (Ministère des Affaires Etrangères ; ambassadeur à Budapest de 1941 à 1945) : se suicide en 1945 en Italie.

Jährling, Rudolf (employé civil à Auschwitz-Birkenau, chargé de la correspondance concernant les crématoires) disparu

Janisch, Josef (SS Untersturmführer, ingénieur diplômé, chargé des "actions spéciales" et de la construction de nouveaux crématoires à Auschwitz-Birkenau) disparu

Janssen, Adolf (SS Hauptsturmführer, commandant d'une section du Sonderkommando 4a) : condamné à 11 ans de réclusion en 1968.

Jarnieu, Pierre Chomel de (directeur de cabinet au Commissariat Général aux Questions Juives) : se retire dans sa maison du Var, refuse de venir témoigner au procès de Xavier Vallat auquel il affirme son affection par courrier, mort en 1979 à l'âge de 88 ans sans avoir été inquiété.

Jaross, Andor (ministre hongrois de l'Intérieur) : exécuté en Hongrie en 1946.

Jasson, Léon (nationaliste breton séparatiste, adjoint de Célestin Lainé , auxiliaire de la Gestapo au SD de Rennes en collaboration étroite avec la milice commandée par le corse Di Costanzo) : arrêté à la Libération, il est jugé et condamné à mort. Exécuté à Rennes le 17 juillet 1946.

Jeckeln, Friedrich (chef suprême des SS et de la Police de l'Ostland) : arrêté par les Alliés à la fin de la guerre, jugé à Riga (URSS) et condamné à mort, pendu dans la région du ghetto le 3 février 1946.

Jentsch, Heinz (SS, Auschwitz jusqu'en avril 1941, puis Gusen jusqu'en octobre 1942, puis Herzogenbusch aux Pays-Bas) : jugé à Cracovie en 1948 et condamné à six ans de prison.

Jöckel, Henrich (Chef du camp de Terezin) : condamné à mort par le tribunal exceptionnel de Litomerice.

Jodl , Alfred (OKW) : condamné à mort par le Tribunal militaire international et pendu en 1946.

Jordan, Fritz (capitaine SA, conseiller aux affaires juives à Kaunas et premier commandant du ghetto) : soupçonné de prendre pour lui une trop grande partie des objets de valeur des Juifs du ghetto, fut envoyé sur le front russe où il fut tué en août 1942, près de Kiev.

Jothann, Werner (SS Obersturmführer, ingénieur en superstructures, organise la révision des fours crématoires d'Auschwitz-Birkenau, en mai 1944)

Jost, Heinz (général SS, SD, commandant de l'Einsatzgruppe A) : à Nuremberg, condamné à la prison à perpétuité par un tribunal militaire américain. Peine réduite à dix ans de prison par la Commission de clémence. Condamné à une amende de 15000 marks par un tribunal de dénazification de Berlin-Ouest en 1959.

Jouaire, Fernand Henri (Milice) : fusillé à Montrouge le 14 août 1947.

Jourdan, ? (Gestapo française) : fusillé à Montrouge le 13 juillet 1946.

Jührs, Robert (SS-Unterscharführer, actif dans le programme d'euthanasie, membre de l'équipe de commandement du camp de Belzec jusqu'en mars 1943, puis au camp de Dorohusa, puis envoyé à Sobibor le 5 novembre 1943 pour superviser le démantèlement du camp) : acquitté au procès de Belzec à Munich en 1963-64. Vivrait encore libre à Francfort-sur-le-Main.

Junge, Gertraud (secrétaire d'Hitler à partir de 1942 ; reste jusqu'aux derniers jours avec Hitler et tape ses dernières volontés) : arrêtée et interrogée par les Soviétiques et les Américains en 1945 ; reprend son métier de secrétaire et de journaliste à Munich où elle vivait encore en 1995.

Justin, Eva (infirmière travaillant pour le Dr Robert Ritter ; doctorat en anthropologie en 1944 suite aux « travaux » sur les tziganes) : de nouveau employée par Ritter en 1947 en tant que psychologue : disparu

Jüttner, Hans (chef du Bureau central d'opérations de la SS) : se serait trouvé en sanatorium à Bad Tölz en 1961. Mort le 24 mai 1965 à Bad Tölz.

la lettre K

Kaaserer, Richard (SS und PolizeiFührer ; activités anti-partisanes en Serbie et Croatie de 1943 à 1944, en Norvège de 1944 à 1945) : se rend aux Alliés en Norvège ; extradé vers la Yougoslavie ; condamné à mort par le Tribunal de Belgrade et pendu en janvier 1947.

Kadler, Arthur (101ème bataillon de la police en Pologne.) : jugé le 15 mai 1948 mais acquitté.

Kaduk, Oswald (officier SS du camp-mère d'Auschwitz) : après guerre, travaille dans une sucrerie. En 1946, arrêté par les Soviétiques parce qu'un ancien prisonnier d'Auschwitz le reconnaît, condamné à 25 ans de prison en mars 1947, libéré en avril 1956. Arrêté en 1959, jugé et condamné à la réclusion criminelle à perpétuité, au cours du procès de Francfort en 1963-1965, libéré en 1989. Mort en 1997 à 91 ans.

Kalejs, Konrad (Kommando Arajš) : naturalisé australien ; résidait à Melbourne, vient d'être

extradé d'Australie (2001) vers la Lettonie. L'affaire est suivie par le Procureur Rudite Abolina . C'est la première fois que l'Australie extradite l'un de "ses" criminels.

Kallmeyer, Helmut (Chancellerie du Führer) : Oberregierungsrat, Statistisches Landesamt de Kiel, dans la FAO à Cuba.

Kaltenbrunner , Ernst (RSHA) : condamné à mort par le Tribunal militaire international et pendu en 1946.

Kaminski, Bronislav, (ingénieur russe, anti-communiste fanatique, crée une milice qui atteindra 20 000 hommes, fait régner la terreur dans une lutte acharnée avec les partisans) : Début 1944, Himmler décide d'intégrer Kaminski et ses hommes dans la Waffen SS. Par la suite. Tenu pour responsable des actes commis par ses hommes, Kaminski est arrêté à Lodz et traduit devant une cour martiale. Condamné à mort, il est aussitôt fusillé.

Kammler, Heinz (SS, WVHA, contrôle la construction des crématoires et des chambres à gaz d'Auschwitz) : porté disparu, serait mort en mai 1945.

Kappler, Herbert (Police de sécurité à Rome) : condamné à la prison à perpétuité par un tribunal italien en 1948. S'évade de l'hôpital militaire de Rome en 1977. Mort en Allemagne de l'ouest en 1978.

Kasche, Siegfried (ministre en Croatie) : exécuté en Yougoslavie en 1947.

Katzmann, Fritz (chef des SS et de la Police de Galicie) : se cache et n'est pas découvert, mort à Darmstadt en 1957.

Kaufman, Karl (Gauleiter d'Hambourg) : condamné à 18 ans de prison en 1948 par un tribunal anglais ; libéré pour raisons de santé ; condamné une deuxième fois puis relâché ; mort en 1969

Kehrl, Hans (ministère de l'Économie et ministère de l'Armement) : condamné à quinze ans de prison par un tribunal militaire américain. Peine réduite par la Commission de clémence au temps déjà accompli en 1951. Mort en 1984.

Kegel, Max : erreur d'orthographe de la Commission d'enquête extraordinaire polono-soviétique. Voir Koegel Keitel , Wilhelm (OKW): condamné à mort par le Tribunal militaire international et pendu en 1946.

Kelm, Ewald (un des responsables des crématoires d'Auschwitz-Birkenau) : n'a jamais été jugé.

Keppler, Wilhelm (industriel, ministère des Affaires étrangères) : condamné à dix ans de prison par un tribunal militaire américain. Peine réduite en 1951 par la Commission de clémence au temps déjà accompli ; mort en 1960.

Kesselring, Albert (commandant en chef du Sud) : condamné à mort par un tribunal britannique à Venise. Peine commuée à la prison à perpétuité et réduite ensuite à vingt et un ans. Libéré en 1952. De 1952 à 1960, militant d'organisations de vétérans à caractère nationaliste. Publie ses mémoires. Mort le 16 juillet 1960 à Bad Nauheim.

Kick, (commandant du camp de Dachau) : condamné à mort le 15 novembre 1945 par un tribunal militaire américain et exécuté.

Kiefer, Hans (SS Sturmbannführer, adjoint au chef du bureau IV de la Sipo-SD en France. Chargé du "Funkspiel" (jeu radio),) : arrêté, jugé, on lui fait porter la responsabilité de l'exécution de plusieurs aviateurs en 1944. A été pendu.

Kiefer, Max (WVHA) : condamné à la prison à perpétuité par un tribunal militaire américain. Peine réduite par le tribunal à vingt ans, et de nouveau réduite en 1951 par la Commission de clémence au temps déjà accompli.

Kietz, Hans (Commandant de la Gestapo de Kharkov) : condamné à mort en 1943 et pendu par les Soviétiques après le procès de Kharkov, organisé rapidement, en deux jours, après la libération de la ville. Le procès fut filmé et les images diffusées largement.

Killian, Joseph disparu

Killinger, Manfred von (ministre en Roumanie) : se suicide à Bucarest en 1944.

Kirdorf, Emil (industriel allemand de la Ruhr, soutien de Hitler dès 1927, adhérent du parti nazi en 1934) : mort de vieillesse le 13 juillet 1938.

Kirschneck, Hans (SS Obersturmführer, ingénieur diplômé, chargé des "actions spéciales" et de l'édification de nouveaux crématoires avec Janisch, à Auschwitz-Birkenau) disparu

#

Kitt, Bruno ("médecin" SS, Neuengamme, Auschwitz) : condamné à mort par un tribunal britannique et exécuté. N'a pas été jugé pour ses activités à Auschwitz.

Kittel, Bruno (officier SS) : disparu sans laisser de traces en 1945, présumé mort.

Klehr, Jozef (Czesław Glowaki, témoin au procès de Francfort : en janvier 45, lors de la marche d'évacuation, mène un groupe de déportés à Groß Rosen, part ensuite au front en Tchécoslovaquie, arrêté par les Américains en mai 1945 puis libéré en mars 1948, travaille alors de nouveau comme ébéniste. Arrêté en septembre 1960, condamné lors du Procès de Francfort en 1963-65 à la prison à perpétuité, libéré en 1988. Mort peu après le 23 août 1988 à 84 ans.

Klein, Fritz (médecin de camp à Auschwitz) : condamné à mort par un tribunal britannique et exécuté en 1945.

Kleist, ? von (Standartenführer SS Amt Ribbentrop) : agitateur néo nazi après la guerre.

Kleist, Paul Ewald von (Feld-maréchal, groupe Panzer 1, Groupe d'armées Sud) : capturé par les forces alliées en 1945, condamné pour crimes de guerre en Yougoslavie à 15 ans de prison, libéré puis extradé de Yougoslavie et remis à l'URSS en 1949. Mort à Vladimir, URSS, en 1954.

Klemm, Bruno (Reichsbahn) : aurait été arrêté à Berlin par les autorités soviétiques et transféré en 1945. Disparu. Déclaré mort en 1952.

Klemm, Herbert (ministère de la justice) : condamné à la prison à perpétuité par un tribunal militaire américain. Peine réduite à vingt ans par la Commission de clémence.

Klettner, Martin (ingénieur de la Topf qui fournit les fours crématoires des camps) : ingénieur de la Nagema à Dresde en 1947, passe à l'Ouest et rejoint son ancien patron, Ernst-Wolfgang Topf à Wiesbaden, dépose un nouveau brevet de four d'incinération en 1950, mort dans les années 1970.

Klier, Johann (SS-Unterscharführer, Sobibor) : acquitté en 1950 à Berlin car il aurait secrètement aidé des Juifs.

Klingelhöfer, Waldemar (SS, SD, Einsatzgruppen B où il commande le Sonderkommando 7b) : à Nuremberg, condamné à mort par un tribunal militaire américain. Peine commuée en prison à perpétuité par la Commission de clémence. Libéré en 1956.

Klingenfuss, Karl Otto (ministère des Affaires étrangères) : recherché en zone américaine mais non extradé de Constance en 1949. En Argentine à dater de 1950. Témoin au procès Rademacher à Bamberg en 1968.

Klopfer, Gerhard (SS-Oberführer, Chancellerie du parti, participant à la Conférence de Wannsee du 20 janvier 1942) : serait en liberté, 1960.

Kloppmann, ? (SS, gardien du camp de Maïdanek) : identifié comme responsable par la Commission d'enquête extraordinaire polono-soviétique disparu

Kluge, Günther von (maréchal, commandant du Groupe d'armées Centre) : se suicide en 1944.

Knab, Werner (SS Obersturmführer, chef du KDS de Lyon de 1943 à août 1944) : condamné à mort par contumace en 1954 par le tribunal militaire de Lyon. Disparu, jamais retrouvé, on suppose toutefois, et selon certains témoignages, qu'il aurait été tué en mars 1945, lors d'un mitraillage par l'aviation américaine de l'autoroute Berlin-Munich.

Knipping, Max (un des chefs de la Milice) : fusillé le 18 juin 1947 au Fort de Montrouge.

Knochen, Helmut (commandant de la Police de sécurité en France, adjoint de Lischka) : arrêté avec Oberg et Hagen par les militaires anti-hitlériens, échappe de peu à une exécution le 20 juillet 1944. Condamné à mort à Paris en 1954. Peine commuée en 1958. Relâché en 1962 après une grâce du Président de la République. Représentant en assurances à Offenbach, Main.

Koch, Erich (Reichskommissar d'Ukraine) : capturé par les Britanniques en 1949. Extradé et remis à la Pologne en 1950. Jugé en 1958 et condamné à mort en 1959. Exécution définitivement ajournée en raison d'une maladie prolongée. Peine commuée en prison à perpétuité ; mort en prison en 1986.

Koch, Karl (SS, commandant du camp de Sachsenhausen de 1936 à 1937, puis de Buchenwald) : Né le 2 août 1897, il est SS-Standartenführer, membre du NSDAP (n°475586) et des SS (n° 14830). Il fut en 1935 chef de la garnison de gardes au KL Esterwegen,

commandant du KL Columbia-Haus à Berlin, et en 1936, il fut nommé commandant du camp d'Esterwegen. Le 1er août 1937, il prit, déjà en grade de colonel (SS-Standartenführer) la direction du KL Buchenwald dont il fut commandant jusqu'en décembre 1941. il fut rappelé de son poste de commandant. Arrêté vers la fin de 1941, il fut, grâce à l'intervention d'Himmler, mis en liberté et nommé commandant du KL Lublin (Majdanek), d'où en août 1943, on le transféra aux gardes de la poste. En décembre 1943, il fut de nouveau arrêté et condamné à mort par le tribunal SS. On l'exécuta au début 1945.

Koch, Ilse, Acquittée par le tribunal SS qui, en revanche condamna son mari à mort, elle fut condamnée à la détention perpétuelle par le tribunal militaire. Peine commuée en 4 ans de prison. Condamnée à nouveau à perpétuité par un tribunal allemand le 15 janvier 1951, elle s'est suicidée dans sa cellule en 1967.

Koch, Wilhelm (contremaître de l'entreprise Topf, monte les fours crématoires et d'Auschwitz-Birkenau où il séjourne près de neuf mois) : aurait regagné Erfurt après son séjour à Auschwitz, puis disparu

Koegel, Max (SS, premier commandant du camp de Ravensbrück de 1939 à 1942, puis commandant de Lublin-Majdanek en septembre 1942, puis commandant de Flossenbürg d'avril 1943 à avril 1945) : arrêté en 1946, se suicide par pendaison la même année.

Kohl, Otto (ETRA Ouest) : vit à Munich en 1958.

Koppe, Wilhelm (chef suprême des SS et de la Police du Wartheland et du Gouvernement général) : aurait été arrêté à Bonn en 1961. Libéré sous caution en 1962. Mis en accusation à Bonn en 1964. Procès ajourné pour raisons de santé. Mort le 2 juillet 1975 à Bonn.

Körner, Paul (Bureau du plan de quatre ans) : condamné à quinze ans de prison par un tribunal militaire américain. Peine réduite en 1951 par la Commission de clémence au temps déjà accompli. Bénéficie d'une retraite.

Korreng, August (chef de la police de Düsseldorf) : se suicide le 7 juin 1945

Korschan, Heinrich Leo (Krupp Markstädt) : condamné à six ans de prison par un tribunal militaire américain. Peine réduite en 1951 par la Commission de clémence au temps déjà accompli.

Koslowski, Willy (chef des gardiens allemands du ghetto de Kaunas) disparu

Kostial, ? (SS, gardien du camp de Majdanek) : identifié comme responsable par la Commission d'enquête extraordinaire polono-soviétique disparu

Kraemer, Fritz (Generalmajor der Waffen-SS) : condamné par le tribunal américain de Dachau le 16 juillet 1946 à 10 ans de prison pour sa complicité dans le massacre de Malmédy lors de l'offensive des Ardennes ; mort en 1959.

Kramer ou Krammer, Josef (garde du camp de Dachau, puis commandant du Struthof Natzweiler, puis d'Auschwitz II et commandant de Bergen-Belsen) : condamné à mort par un tribunal britannique et pendu à Hasseln, le 13 décembre 1945.

Krauch, Carl (plénipotentiaire général de l'industrie chimique, président du Conseil d'administration d'IG FARBEN de 1940 à 1945) : condamné à six ans de prison par un tribunal militaire américain en 1948, libéré en 1950. En 1955, membre du Conseil d'administration d'Huels GmbH. A déclaré lors du procès d'Auschwitz à Francfort en 1956 : « ceux que l'on appelle les prisonniers politiques étaient généralement des éléments antisociaux » (décrivant les prisonniers d'Auschwitz-Monowitz) Meurt en 1968.

Krauss, Franz Xaver (officier responsable de l'information, Auschwitz) : condamné par le Tribunal National Suéme de Cracovie en 1947.

Krebs, Friedrich (Oberbürgermeister de Francfort) : élu au conseil municipal sur la liste du Parti allemand en 1952.

Krebsbach, Eduard (SS, Standortarzt à Mauthausen de 1941 à 1943, puis commandant du camp de Kaiserwald près de Riga) : capturé en 1945 ; dépose en 1946 dans le procès de Mauthausen ; condamné à mort par un Tribunal américain à Dachau le 5 mai 1946 ; exécuté à Landsberg le 28 mai 1947.

Kremer, Johannes Paul (médecin SS, Obersturmführer, hôpitaux SS de Dachau et de Prague, à Auschwitz du 8 août au 18 novembre 1942, y signe le certificat de décès de mon grand-père Aron Natanson) : interné par les troupes anglaises, ses activités à Auschwitz sont découvertes et son journal saisi ; livré à la Pologne à la fin de 1946 ; condamné à mort à Cracovie en décembre 1947 ; peine commuée en réclusion à perpétuité en 1948. Libéré en janvier 1958 pour "bonne conduite" et en raison de son âge (74 ans). En août 1958, interné temporairement à Münster, Westphalie. En 1960, condamné à 10 ans de détention , par le Tribunal de Münster, mais quitte le tribunal libre, sa peine étant considérée comme purgée au cours de sa détention en Pologne..

Kretschmer, Karl (police, chef administratif d'une section du Sonderkommando 4a de septembre à novembre 1942, à Koursk, puis adjoint dans la police à Shitomir, puis à Stuhlweissenburg, en Hongrie) : après 1945, demande sa réintégration dans la police, qui est refusée..

Kritzinger, Friedrich Wilhelm (Chancellerie du Reich, participant à la Conférence de Wannsee du 20 janvier 1942) : mort en liberté après une grave maladie.

Kroeger, Erhard (RSHA ; Einsatzgruppe C en 1941) : condamné par un tribunal ouest-allemand en 1969 à 3 ans de prison.

Krosigk, Schwerin von (ministère des Finances) : condamné à dix ans de prison par un tribunal militaire allemand. Peine réduite en 1951 par la Commission de clémence au temps déjà accompli.

Krüger, Friedrich (chef suprême des SS et de la Police dans le Gouvernement général): serait mort au combat en mai 1945 ou se serait suicidé en Autriche

Krukenberg, Gustav (Oberführer dans la Waffen SS, chef d'état-major du Ve corps SS de montagne. En septembre 1944, Brigadeführer, et le 10 novembre 1944, inspecteur des unités françaises de la Waffen SS) : Fait prisonnier par les Russes à Berlin, condamné à 25 ans de

prison par un tribunal soviétique. Libéré en 1958. Vivait encore tranquillement à Bonn en 1973.

Krumey, Hermann Alois (Einsatzkommando Eichmann): déclaré criminel de moindre importance par un tribunal de dénazification en 1948. Arrêté de nouveau à Waldeck près de Francfort, en avril 1957, l'Autriche l'accusant d'extorsion contre les Juifs hongrois. Libéré sans caution. Activités politiques de droite et propriétaire d'un drugstore en novembre 1957. Aurait été de nouveau arrêté en avril 1958. Condamné à cinq ans de prison en 1965.

Krupp, Alfried (industriel) : condamné à douze ans de prison et à la privation de ses biens par un tribunal militaire américain. Peine réduite par la Commission de clémence au temps déjà accompli et restitution des biens.

Kube, Wilhelm (Generalkommissar de Biélorussie) : est mort le 22 septembre 1943, assassiné, par l'explosion d'une bombe placée par un domestique, J-G. Mazanik, partisan soviétique infiltré.

Kubiliunas, Petras (Lituanien, président du Conseil Général) : arrêté en 1945 en Allemagne et condamné.

Kuchler, Georg von (commandant de la 8e armée et commandant du Groupe d'armées Nord) : condamné à vingt ans de prison par un tribunal militaire américain. Peine réduite à douze ans par la Commission de clémence en raison du grand âge de l'accusé. Libéré en 1953, mort en 1968.

Kügler, Wolfgang (policier, SS Untersturmführer, commandant d'une section de l'Einsatzgruppe 2) : se suicide dans sa cellule le 2 décembre 1959, peu avant son procès.

Kuiper, Maarten (policier néerlandais collaborateur, informé par Tonny Ahlers de la cachette d'Anne Frank, il y guide la Gestapo) : fusillé à la Libération.

Künstler, Karl (commandant du camp de Flossenbürg de 1939 à 1942) : révoqué en 1942 pour alcoolisme, reversé comme officier d'intendance au sein de la 7eme division SS, mort sur le front en avril 1945.

Kuntze, Walter (commandant en chef du Sud-Est) : condamné à la prison à perpétuité par un tribunal militaire américain.

Kutschera, Franz (chef de la police et des SS de Warschau et de Mogilew) : tué par des membres de la résistance polonaise, le 1er février 1944.

Kutschmann, Walter (responsable de la gestapo en France puis en Espagne) : réfugié en Argentine ; meurt en 1986 en prison avant d'être extradé vers l'Allemagne.

Kvaternik, Eugen (ministre croate de l'intérieur) : signalé en Argentine en 1950.

Kvaternik, Slavko (ministre croate de la Défense) : exécuté en Yougoslavie en 1946.

la lettre L

Lachmann, Erich (Oberwachmeister de la police de Silésie, chef allemand des auxiliaires ukrainiens du camp de Sobibor jusqu'à l'automne 1942, puis transféré à Treblinka) : déserte sur le chemin de Treblinka avec l'aide d'une Polonaise, arrêté alors qu'il errait dans les rues de Varsovie, condamné par un tribunal SS à six ans de prison, envoyé à Dachau comme prisonnier. Arrêté après la guerre puis libéré après le procès de Hagen en 1966.

Lachmann, Gerhard (Gestapo d'Auschwitz) disparu

Laers, von (Secrétaire du Reichspropaganda Ministerium) : disparu en 1945 et retrouvé au Caire.

Lafay, Bernard (médecin, français, secrétaire adjoint de la Fédération des médecins du front qui vote le numerus clausus des médecins juifs, à la tête du Conseil de l'Ordre des médecins de la Seine sous l'occupation) : participe aux combats de la libération de Paris, selon le général de Gaulle "restera un exemple du médecin français dans la Résistance", conseiller municipal de Paris en avril 1945, sénateur en 1946, député en 1951, secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique dans le cabinet d'Edgar Faure de janvier à mars 1952, puis aux Affaires économiques en juin 1953, mort en 1975.

Lafont, Henri (avec son adjoint Bonny, chef de la bande de la Gestapo française installée au 93 de la rue Lauriston) : se cache avec Bonny dans une ferme de Bazoches-sur-le-Betz, à la Libération. Ce refuge est révélé par Joseph Joanovici. Arrêtés, sont condamnés à mort en décembre 1944 et fusillés à Montrouge le 27 décembre 1944.

Lagardelle, Hubert (ministre du travail de Pétain, démissionne en janvier 1944, devient rédacteur en chef du journal collaborateur La France Socialiste) : condamné aux travaux forcés à perpétuité le 18 juillet 1946, mort en 1958

Lages, Willy (Police de sécurité et SD d'Amsterdam) : condamné à mort en Hollande en 1949. Peine commuée à la prison à perpétuité en 1952.

Lagrou, René (fondateur des SS flamands) : tué en 1942 sur le front de l'Est.

Lainé, Célestin (chef du parti nationaliste breton, fonde en décembre 1943 la formation Perrot, "première armée bretonne" qui devient un terrible auxiliaire du SD) : Réussit à s'enfuir à la fin de la guerre, condamné à mort par contumace. Longtemps recherché, vit en Irlande jusqu'à sa mort.

Lambert, Erwin (SS-unterscharführer, arrivé à Sobibor à la fin de septembre 1942, participe à l'installation des chambres à gaz) : condamné à trois ans de prison lors du procès de Sobibor, à Hagen en 1966.

Lambert, Hermann (Treblinka) : condamné à quatre ans de prison en 1965.

Lammerding, Heinz (SS-Gruppenführer. Il entre dans les SS-Totenkopf en 1934, sert dans la division Totenkopf jusqu'en 1943 et devient chef de la tristement célèbre division "Das Reich". Chef d'état major de Himmler de fin 1944 à mars 1945) : condamné à mort par contumace par un tribunal de Bordeaux pour les pendants de Tulle, le 9 juin 1944, et le massacre d'Oradour-sur-Glane, le 10 juin, il se cache à Wiesbaden sous le nom de Braune, puis s'établit sous son vrai nom à Düsseldorf comme entrepreneur. Il meurt le 13 janvier 1971

à Bad-Tölz, en Bavière, sans jamais avoir été extradé vers la France, qui l'avait réclamé vainement pendant des années...

Lammers, Hans Heinrich (Chancellerie du Reich) : condamné à vingt ans de prison par un tribunal militaire américain. Peine réduite à dix ans par la Commission de clémence. Libéré en 1952.

Lampaert, Adolf (SS belge, camp du fort de Breendonk) : condamné à mort lors du procès de Malines, exécuté à Malines le 12 avril 1947.

Landau, Felix (Gestapo de Radom, puis engagé dans un Einstzgruppe en juillet 1941, responsable des équipes de travailleurs juifs) : en 1946, un ancien "travailleur juif" le reconnaît à Linz, arrêté alors par les Américains. En 1947, s'évade du camp d'internement de Glasenbach. Vit jusqu'en 1958 sous le nom de Rudolf Jaschke, vend des réfrigérateurs. Condamné à la réclusion criminelle à perpétuité par le tribunal de Stuttgart en 1963.

Landfried, Friedrich (ministère de l'Économie) : relâché de détention préventive en raison de son état mental. Pensionné. Mort en 1953.

Lang, (Commissaire de police, dirige la 3ème section des Renseignements Généraux responsable de rafles durant l'occupation à Paris)

Lange, Herbert (SS-Sturmbannführer, en 1940 dirige un commando spécial chargé d'euthanasie les malades mentaux,; tué le 20 avril 1945, à Berlin.

Lange, Rudolf (SS-Sturmbannführer, Einsatzkommando 2, Latvia, participant à la Conférence de Wannsee du 20 janvier 1942) : aurait été tué dans la bataille de Poznan, en 1945.

Lantheaume, ? (Commissaire de police, dirige la 3ème section des Renseignements Généraux responsable de rafles durant l'occupation à Paris) : disparu

Lanz, Hubert (22e corps, Grèce et Hongrie) : condamné à douze ans de prison par un tribunal militaire américain, mais pas pour actes contre les Juifs. Peine réduite en 1951 par la Commission de clémence au temps déjà accompli.

Lariviere, Hans (filiale d'Auschwitz des Entreprises Allemandes d'Alimentation) : jugé aux Pays-Bas et condamné à mort.

La Rozière (de), Frédéric (cadre important du service des administrateurs provisoires [SCAP] au Commissariat Général aux Questions Juives, puis directeur de cabinet de Pierre Pucheu au Ministère de l'Intérieur) : part en Amérique Latine à la Libération. En 1972, vit à Mexico où il travaille dans le domaine bancaire.

Lasch, Karl (Gouverneur de Galicie, de Radom) : arrêté en janvier 1942 par les SS pour corruption, jugé et exécuté le 3 juin 1942.

Laube, Horst (Sipo-SD en France, chargé des exécutions d'otages, puis directeur au Ministère de l'Intérieur à Berlin) : devenu après 1945, président du tribunal des Affaires

sociales du Land de Bade-Wurtemberg, à Stuttgart, habitait Reutlingen à la fin des années 70.

Laurent, (second commandant du camp de Drancy d'octobre 1941 au printemps 1942) :
disparu

Lauterbacher, Hartmann (Gauleiter d'Hanovre) : s'échappe d'un camp de prisonnier le 5 février 1948 pour l'Italie ; arrêté par les Italiens en 1950 et extradé vers l'Allemagne ; s'échappe de nouveau et se réfugie en Argentine ; revenu en Allemagne ; mort en 1988 en Allemagne.

Laval, Pierre (Premier ministre français, livre les Juifs de zone non-occupée, fait participer sa police aux rafles et à la garde des camps français) : jugé et fusillé à Fresnes le 15 octobre 1945.

Laville, ? (inspecteur de la police française, 5ème section des Renseignements Généraux,) : arrêté avec Santoni. Révoqué sans pension, le 6 avril 1945. Jugé le 25 janvier 1946 et condamné à mort. Le jugement est cassé en mai 1946 et il est rejugé. Il bénéficie de "circonstances atténuantes" d'après le Commissaire du gouvernement. Laville, agressif au 1er procès, exprime des remords au second. Il est condamné aux travaux forcés à perpétuité le 10 mai 1946.

Lécussan, Joseph (directeur aux questions juives à Toulouse, en rapports très étroits avec le SD, puis chef régional de la milice de Lyon, où il assassinera de ses propres mains Victor Basch, président de la ligue des droits de l'homme. Se nomme préfet du Cher en juin 1944) : Arrêté, jugé sommairement, fusillé à Lyon le 25 septembre 1946.

Ledanseurs, Georges (Milice) : fusillé à Montrouge le 10 avril 1945.

Leeb, Wilhelm von (commandant du Groupe d'armées Nord) : condamné à trois ans de prison par un tribunal militaire américain, mais pas pour actions antijuives. Mort en 1956.

Lefebvre, (commissaire divisionnaire de la police française, dirige la police judiciaire à Paris durant l'occupation, présent aux côtés de la Gestapo à l'inauguration du camp de Drancy en 1941) : disparu

Leguay, Jean (délégué de la Police de Vichy en zone occupée) : président de la Warner Lambert, Inc., de Londres, président des Laboratoires Substantia de Paris. Le bras droit de Bousquet a été inculpé en 1979. Il lui était reproché son implication dans l'organisation de la Rafle du Vel d'Hiv le 16 et 17 juillet 1942 à Paris. Mais il est mort le 3 juillet 1989, avant d'avoir été jugé..

Leibbrandt, Georg (ministère de l'Est, participant à la Conférence de Wannsee du 20 janvier 1942) : poursuites devant un tribunal allemand de Nuremberg interrompues en 1950.

Leitgelb, Josef (sergent SS) : assassine le 23 mars 1945 le nouveau maire d'Aix La Chapelle en pleine zone d'occupation allemande) puis disparu

Leist, Ludwig (commandant allemand civil de la ville de Varsovie) : condamné en Pologne à huit ans de prison en 1947.

Lenz, Fritz (ancien directeur d'un Institut d'Eugénisme à Berlin ; recommandait la

stérilisation du « 10% inférieur de la population allemande ») : jamais inquiété ; professeur de génétique humaine à l'Université de Göttingen en 1946.

Lenz, (sergent SS ;) : condamné à mort par le Tribunal militaire de Bordeaux en 1953 ; gracié ; libéré en 1958.

Leprich, Yohann (jeune gardien du camp de concentration de Mauthausen en 1943-1944) : Capturé en 1945 par les Américains, il avait réussi à entrer aux Etats Unis en se faisant passer pour un Hongrois. Entré illégalement au Canada en 1999. Arrêté en 2003 près de Detroit.

Le Renard, Alfred (chef du service du courrier et des archives du Commissariat Général aux Questions Juives) : n'est pas inquiété à la Libération.

Leriche, René (médecin français, premier président de l'Ordre National des Médecins, aidé à la mise en place du numerus clausus des médecins juifs) : après la guerre n'a pas été inquiété, dit avoir aidé des Juifs et posséder des lettres de remerciements, président de l'Académie de chirurgie en 1954, mort fin 1955 ou début 1956

Letz, (universitaire de l'Université allemande de Strasbourg, participa aux expériences médicales menées aux camps de Natzweiler et Schirmeck) : disparu

Leu, Alfred ("médecin" ayant pratiqué l'euthanasie dans le cadre du programme T4 sur des adultes de l'hôpital psychiatrique de Sachsenberg) : acquitté par la Cour d'assises de Cologne, le 24 octobre 1951 ; le parquet fait appel et il fut jugé à nouveau, mais cette fois pour "homicide involontaire" et "complicité de meurtre".

Le Vigan, Robert Coquillaud dit (Acteur de cinéma, dénonciateur forcené des milieux artistiques auprès de la Gestapo) : A la Libération, fut condamné à dix ans de travaux forcés et à l'indignité nationale à vie (1946), puis ce furent la liberté conditionnelle et l'exil misérable, en Argentine où il mourut en 1972.

Levillain, Maurice (dirigeant du RNP de Déat) : arrêté en septembre 1944, son procès devant le Haute Cour en avril 1947 est reporté après la découverte de documents le faisant apparaître comme un agent des services secrets nazis. Libéré au milieu des années cinquante, meurt en 1974.

Lewin, Sally (SS belge, camp du fort de Breendonk) : condamné à mort lors du procès de Malines, exécuté à Malines le 12 avril 1947.

Lewinsky, J. (commandant du peloton d'exécution du camp de Terezin) : condamné à mort par le tribunal exceptionnel de Litomerice.

Ley, Robert (Ministre du Front du travail) : se suicide en 1945.

Liebehenschel, Arthur (WVHA, puis commandant d'Auschwitz de novembre 1943 à mai 1944, puis à Maïdanek) : condamné à mort en Pologne et exécuté en 1948.

Lindow, Kurt (RSHA) : arrêté par les autorités allemandes en 1950

Lischka, Kurt (directeur de la Reichszentrale pour l'émigration des Juifs en 1939 ; puis dans

la Police de sécurité en France) : condamné par contumace à la prison à perpétuité en France en 1950. Fondé de pouvoir (Prokurist) de la société Krücken de Cologne. Retrouvé et dénoncé par Serge et Beate Klarsfeld dans les années 70. Serge et Beate Klarsfeld tentent de l'enlever et sont condamnés par des tribunaux allemands. De jeunes juifs viennent briser par deux fois les vitres de la façade de son bureau et sont jugés par des tribunaux allemands en 1975 et 1976. Condamné à dix ans de prison par le tribunal de Cologne en 1980.

Liski, ? (chef des camps de prisonniers de guerre de Pologne) : identifié comme responsable par la Commission d'enquête extraordinaire polono-soviétique, disparue

List, Wilhelm (commandant de la Wehrmacht, Sud-Est) : condamné à la prison à perpétuité par un tribunal militaire américain. Liberté conditionnelle pour raisons de santé en 1951. Mort en 1969.

Löhr, Alexander (Groupe d'armées E, Sud-Est) : exécuté en Yougoslavie en 1945.

Lohse, Heinrich (général SS, Reichskommissar pour l'Ostland : Etats baltes, Russie blanche, Grande Russie occidentale) : arrêté en 1945, jugé en 1948 et condamné à 10 ans de travaux forcés par un tribunal de dénazification. Libéré pour raisons de santé en 1951. Mort en 1964.

Lombard, Gustav (Generalmajor der Waffen-SS) : condamné à 25 ans de prison par un tribunal soviétique ; libéré en 1955 ; mort en 1992.

Lorenz, Werner (VOMI) : condamné à vingt ans de prison par un tribunal militaire américain. Peine réduite à quinze ans par la Commission de clémence. Relâché en 1955 ; mort en 1974.

Loritz, Hans (SS und PolizeiFührer Nord ; commandant de Dachau de 1936 à 1939 ; commandant de Sachsenhausen de 1940 à 1942) : se suicide le 31 janvier 1946.

Lorkovic, Mladen (ministre croate des Affaires étrangères) : exécuté après une purge par le gouvernement croate en 1944.

Lörner, Georg (WVHA) : condamné à mort par un tribunal militaire américain. Peine commuée en prison à perpétuité, puis réduite à quinze ans par la Commission de clémence. A sa libération, acquitté par un tribunal de dénazification bavarois en 1954.

Lörner, Hans (WVHA) : condamné à dix ans de prison par un tribunal militaire américain. Peine réduite en 1951 par la Commission de clémence au temps déjà accompli.

Losacker, Ludwig (Gouvernement général) : président du conseil d'administration du Deutsches Industrie Institut de Cologne.

Lösener, Bernard (ministère de l'Intérieur) : témoin de l'accusation. Libéré en 1949. Oberfinanzdirektor à Cologne. Mort en 1952.

Löser, Ewald (Krupp) : condamné à sept ans de prison par un tribunal militaire américain. Peine réduite en 1951 par la Commission de clémence au temps déjà accompli.

Lousteau-Chartez, Jean (journaliste à "Je suis partout" et à Radio-Paris, engagé dans la Waffen-SS) : réfugié en Allemagne, anime la radio doriotiste "Radio-Patrie", arrêté, traduit

devant la Cour de justice de la Seine le 31 octobre 1945. Reprend plus tard sa carrière journalistique, rédacteur en chef de "Valeurs actuelles".

Lucas, Franz (SS, Lagerarzt à Auschwitz jusqu'à l'automne 1944, puis à Mauthausen et à Ravensbrück) : se marie en 50 et a deux enfants, travaille ensuite de nouveau comme médecin jusqu'à ce que son passé de SS soit connu du fait du procès, début 63. condamné lors du procès de Francfort à trois ans de prison, en préventive de mars 1965 à mars 68, jugement levé en cassation en 1969, libéré en octobre 70.

Luchaire, Jean (ami d'Otto Abetz, journaliste, organisateur de la presse de la collaboration, ultra-collaborateur à la fin de la guerre) : se réfugie en Allemagne à Sigmaringen, dirige la presse et la radio de ce qui reste du gouvernement Pétain : la commission de Brinon, tente ensuite de se réfugier en Italie, arrêté à Merrano, condamné à mort par la Cour de Justice de la Seine le 23 janvier 1946 et fusillé à Montrouge le 22 février 1946.

Ludin, Hans Elard (ministre en Slovaquie) : condamné à mort en Tchécoslovaquie en 1946.

Lumière, Auguste (inventeur du cinéma avec son frère Louis, décoré de la francisque, parrain de la LVF compagnon de route du PPF de Doriot, il met son prestige au service de la pire des collaborations : la LVF) : mort en 1954 sans avoir été inquiété. Un projet consistant à mettre leur effigie sur de nouveaux billets de banque fut proposé, ce qui provoqua un tollé médiatique et la Banque de France y renonça.

Luther, Martin (ministère des Affaires étrangères, participant à la Conférence de Wannsee du 20 janvier 1942) : mort en camp de concentration après une purge.

Luther, Hans (SS Hauptsturmführer, magistrat dans le civil, chef du KDS de Bordeaux de mai 1942 à octobre 1943) : Arrêté et emprisonné à Bordeaux, jugé en 1953. Condamné à 5 ans de prison. Les ayant fait préventivement, il est aussitôt libéré. Mort en 1970 en Allemagne.

Lutze, Viktor (chef des SA après l'exécution de Roehm) : mort en 1943.

la lettre M

Mach, Sano (ministre slovaque de l'intérieur) : condamné à trente ans en Tchécoslovaquie.

Machule, Walter (SS Sturmbannführer, chef du KDS de Bordeaux d'octobre 1943 à la Libération) : S'enfuit, n'a jamais été arrêté, ni extradé. Condamné à mort par contumace. Vivait encore tranquillement à Hanovre en 1972..

Mackensen, Eberhard von (commandant de Rome) : condamné à mort par un tribunal britannique. Libéré en 1952.

Maffre, Paul (KDS de Toulouse, agent de la police allemande au bureau IV-4b, responsable de la déportation de plusieurs centaines de Juifs) : s'enfuit à la Libération et essaye de se cacher. Reconnu, il est arrêté fin 1944 et fusillé sommairement par les FFI à Valence.

Malzmüller, Theodor (policier à Lodz, en activité à Chelmno) : témoin au procès de

Chelmno en 1965, disparu

Mamy, Jean, dit Paul Riche (journaliste et cinéaste antisémite, invité en avril 1944 près de Francfort au congrès antijuif organisé par le Service Mondial (Weltdienst), agent de la Gestapo établissant des rapports sur diverses personnalités, participe à diverses perquisitions et dénonce des résistants qu'il conduit à la déportation ou à l'exécution) : arrêté dès la Libération de Paris, sa famille tente de le sauver grâce à une expertise psychiatrique, condamné à mort et fusillé au fort de Montrouge le 29 mars 1947.

Mandel, Maria (surveillante d'abord au camp de Lichtenburg, puis à Ravensbrück où elle devient surveillante chef, enfin chef du camp de femme (Lagerführen) au camp d'Auschwitz-Birkenau) : condamné à la peine de mort par jugement du Tribunal National Suprême de Cracovie du 22 décembre 1947, lors du procès des membres de la garnison SS du camp d'Auschwitz-Birkenau. Le verdict fut exécuté.

Manstein, Erich von (commandant de la 11^e armée) : limogé par Hitler en mars 1944. Condamné à dix-huit ans de prison par un tribunal britannique en 1949. Peine réduite à douze ans. Libéré en mai 1953. Publie ses mémoires. Consultant officieux au ministère ouest-allemand de la Défense par la suite. Mort le 11 juin 1973 à Irshenhausen (Haute-Bavière).

Mähr, Albert (contremaître de l'entreprise Topf, monte les fours crématoires d'Auschwitz-Birkenau où il séjourne en novembre-décembre 1942) : aurait regagné Erfurt après son séjour à Auschwitz, puis disparu

Marion, Paul (PPF, secrétaire général à l'information et à la propagande de Pétain, transforme la Légion) : suis le gouvernement Pétain en Allemagne à Sigmaringen, condamné en 1948 à dix ans de réclusion criminelle, meurt de maladie en 1954 juste après avoir obtenu une grâce médicale.

Markl, Hermann (procureur au procès Katzenberger sur la pollution de la race) : revient dans la magistrature bavaroise en 1951 ; Oberlandesgerichtsrat en 1955.

Maret, Jocelyn (Milice) : fusillé à Montrouge.

Martin, Frédéric, dit "Rudy De Mérode" (agent français de l' Abwehr depuis 1928, affecté en 1940 au service d' Otto Brandl , monte un service de police auxiliaire de la Gestapo voué au pillage économique et au renseignement.) : en 1944, réussit à passer en Espagne, où il vivait encore tranquillement dans les années 1970.

Massute, Erwin (Ostbahn) : professeur au collège technique de Hanovre en 1949.

Matthes, Heinrich Arthur (participe au programme d'euthanasie à Berlin en 1941 ; à Treblinka d'août 1942 à septembre 1943 où il s'occupe des chambres à gaz, puis à Sobibor ; Trieste en 1944) : condamné à l'emprisonnement à vie en 1965.

Matthieu, Marie-Eléonore (docteur en philologie, journaliste et traductrice, chef du service de liaison du Commissariat Général aux Questions Juives) : n'est pas inquiétée. En 1948, vivait toujours à Paris d'un travail de traductrice.

Maubourget, Claude (journaliste collaborateur, secrétaire de la rédaction de Je suis partout , entre à la Milice en avril 1944) : blessé en juillet 1944.alors qu'il combattait le maquis du

Vercors.

Mayol De Lupé, Jean (Ordonné prêtre le 10 juin 1900. Mobilisé comme aumônier militaire en 1914, grièvement blessé en 1918, aumônier de la L.V.F, puis de la division "Charlemagne") : En fuite dès mars 1945, malade, âgé, il est arrêté peu après par les Américains et remis aux autorités françaises. Jugé dès le 14 mai 1947, il est condamné à 15 ans de réclusion, à la confiscation générale de ses biens et à la dégradation nationale. Bénéficiant d'une libération conditionnelle en mai 1951, il se retire à son domicile de Lupé, où il meurt en juin 1956.

Meisinger, Josef (commandant de la Police de sécurité du district de Varsovie) : condamné à mort en Pologne en 1947 et exécuté.

Melzer, Martin (Hauptsturmführer, assistant du commandant du camp de Maïdanek) : versé ensuite dans une unité combattante, et porté disparu au combat le 24 juillet 1944, identifié comme responsable par la Commission d'enquête extraordinaire polono-soviétique.

Menetrel, Bernard (médecin personnel et conseiller de Pétain, admirait la décision des Allemands de procéder au "déracinement définitif de la juiverie") : après avoir suivi Pétain à Sigmaringen, est placé en résidence surveillée. A son retour en France en mai 1945, interné à la prison de Fresnes qu'il quitte pour raison de santé en 1946, mort accidentelle le 31 mars 1947.

Mengele, Josef ("médecin" des camps à Auschwitz) : s'enfuit en Argentine. Demandes d'extradition formulées par l'Allemagne de l'Ouest rejetées par le gouvernement argentin. Va au Paraguay en 1959, puis au Brésil. Un cadavre exhumé au Brésil en 1985 est identifié comme étant celui de Mengele, la date de la mort étant fixée à 1979.

Mentz, Willy (participe au programme d'euthanasie à Grafeneck, Hadamar et Berlin ; à Treblinka de juin 1942 à novembre 1943 où il participe aux gazages ; à Trieste en 1944) : condamné à la prison à vie en 1965.

Merbach, Hans (Dachau, commandant de la compagnie des maîtres-chiens à Auschwitz) jugé par un tribunal américain et condamné à mort, lors d'un procès concernant Dachau. N'a pas été jugé pour ses activités à Auschwitz.

Merdsche, Fritz (SS, Sipo-SD de la région d'Orléans, responsable de milliers de déportations, a fait liquider 35 Juifs de Bourges jetés vivants dans un puits par la Gestapo) : condamné à mort par contumace le 26 avril 1950 puis le 28 septembre 1953, juge au Tribunal de Francfort, en retraite, rédacteur en chef d'une importante revue juridique allemande, habitait Koenigstein-Taunus à la fin des années 70, dénoncé par Beate Klarsfeld en 1975

Merten, Max (chef de l'administration militaire de Salonique) : avocat en exercice après la guerre. Retourné en Grèce en tant que représentant d'une agence de voyages. Arrêté là et condamné à vingt-cinq ans de prison en 1959. Libéré avant la conclusion d'un accord d'indemnisation entre l'Allemagne de l'Ouest et la Grèce la même année.

Messing, Heinrich (ouvrier de l'entreprise Topf, monte les fours crématoires et l'ascenseur à cadavres d'Auschwitz-Birkenau où il séjourne cinq mois en 1943) : aurait regagné Erfurt après son séjour à Auschwitz,

- # Metzner, Alfred (responsable administratif, chauffeur et interprète du commissaire de Slonim,) : Condamné à mort, exécuté en 1950 en Pologne.
- # Meyer, Alfred (ministère de l'Est, participant à la Conférence de Wannsee du 20 janvier 1942) : se suicide en 1945.
- # Meyer, Kurt (SS Oberführer, commandant de la 12.SS-Panzer division Hitlerjugend pendant l'été 1944, responsable de l'exécution de 45 prisonniers canadiens à Authie) : capturé par les Alliés dans le secteur d'Amiens, sera jugé par la suite pour crime de guerre. Condamné à la prison à vie, sera libéré en 1954. Publie en 1957 "Grenadiers du Reich". Mort en 1961
- # Meyszner, August (chef suprême des SS et de la Police en Serbie) : exécuté en Yougoslavie en 1947.
- # Michel, Elmar (administration militaire en France, chargé de l'aryanisation des biens juifs) : Ministerialdirektor au ministère fédéral de l'Économie. Président du conseil d'administration de Salamander A.G.
- # Michel, Hermann (SS-Oberscharführer, Sobibor, surnommé "Le Prêcheur" à cause du discours raffiné qu'il adressait aux arrivants des convois) : détenu par l'armée américaine à Bad Aiblingen, Bavière, mais relâché le 19 avril 1946 ; encaisse un crédit de plusieurs milliers de dollars en 1948, puis disparaît. Aurait vécu en Egypte dans les années 1950.
- # Miete, Kurt (participe au programme T4 d'euthanasie à Grafenek et Hadamar ; à Treblinka de juin 1942 à novembre 1943 ; à Trieste en 1944) : condamné en 1965 à la prison à perpétuité ; libéré pour sénilité.
- # Milch, Eberhard (Feld-maréchal et chef des armements de l'armée de l'air et Jägerstab) : condamné à la prison à perpétuité par un tribunal militaire américain à Nuremberg, en 1947. Peine réduite à quinze ans par la Commission de clémence. Amnistié et libéré le 4 juin 1954. Bénéficie ensuite d'une retraite. Mort le 25 janvier 1972 à Wupertal.
- # Mildner, Rudolf (Haut responsable de la Gestapo, notamment à Chemnitz, Katyowice en Pologne, puis commandant de la SIPO et du SD au Danemark) : témoin de l'accusation à Nuremberg, y reste en prison jusqu'à 1949. Libéré ensuite. Mort en 1951.
- # Möbius, Kurt (bataillon de police de Litzmannstadt, à Chelmno) : condamné à 8 ans de réclusion en 1965 pour sa complicité dans l'assassinat
- # Möckel, Karl Ernst (administration d'Auschwitz) : condamné à mort en Pologne en 1947.
- # Mohnkel, Wilhelm (SS, division Hitlerjugend, massacre de Tavaux et Pontséricourt dans l'Aisne) : un des derniers défenseurs de la Chancellerie à Berlin, arrêté par les Soviétiques, reste en captivité jusqu'en 1955. Accusé d'être responsable de l'exécution de 80 soldats anglais faits prisonniers en juin 1940, acquitté faute de preuves. Jamais inquiété pour le massacre de Tavaux-et-Pontséricourt.
- # Moll, Otto (Hauptscharführer SS, chef des crématoires d'Auschwitz à partir de mai 1944, sévit de façon particulièrement sadique auprès du Sonderkommando) : arrêté en 1945, jugé par le Haut Tribunal de Cracovie, déclaré coupable et pendu la même année à Landsberg. Un

scandale a éclaté dans les années 2000 : sa tombe, comme celle des autres criminels nazis exécutés et enterrés à Landsberg, sont entretenus et même fleuries, par l'Etat.

Monange, Raymond (membre de la Gestapo de la rue Lauriston, puis sous-officier sous l'uniforme allemand encadrant la BNA de Corrèze) : condamné à mort et fusillé à Montrouge le 13 mars 1952.

Montandon, George (anthropologue-ethnologue, caution scientifique du Commissariat général aux questions juives, dirige la revue antisémite "L'Ethnie française", rédige la brochure "Comment reconnaître un juif", donne des "cours" à l'Institut d'études des questions juives) : est atteint dans un attentat préparé par des résistants, à Clamart, le 3 août 1944, serait mort en Allemagne, à Fulda (Hesse) le 30 août 1944 des suites de ses blessures.

Moog, Robert, alias Bobby (agent-double infiltré dans la Résistance, tenu pour responsable de la destruction de nombreux réseaux de résistance pour le compte de l'Abwehr de Dijon et de la Sipo-SD de Lyon, a arrêté le général Delestraint (Armée Secrète) et René Hardy (résistance "fer"), semble être à l'origine de l'arrestation de Berthie Albrecht, décapitée à la hache à Fresnes) : Supposé mort dans un accident d'avion en 1945 entre Fulda et Francfort.

Moritz, August (SS, Sipo-SD à Orléans, organise de nombreuses déportations, livre à la Milice Victor Basch) : condamné à mort par contumace à Marseille le 30 janvier 1954 et à Lyon le 25 novembre 1954, réussit à se donner une façade d'antifasciste en Allemagne et collabore à la reconstitution des Archives de l'Association des Victimes du Nazisme à Hambourg, démasqué par les Klarsfeld en 1973, employé de commerce à Hambourg..

Mrugowsky, Joachim (chef de l'Institut d'hygiène de la SS) : condamné à mort par un tribunal militaire américain et exécuté en 1948.

Mudry, Auguste (chef de section, puis directeur général de l'aryanisation économique au Commissariat Général aux Questions Juives) : est devenu dans les années 1970, l'un des plus grands chefs d'entreprise dans le domaine de l'aviation. Vivait toujours en 2006.

Mühler, Rolf (SS Sturmbannführer, chef du KDS de Lyon (nov. 1942 au printemps 1943) puis de celui de Marseille (1943- juin 1944)) : Se fait muter discrètement dans la Wehrmacht en juin 1944. Reconnu, arrêté et livré par les Américains, jugé en 1954. Condamné à mort. Gracié, libéré en 1962. Meurt à Wuppertal en 1967.

Mühsfeldt, Erich (chef des crématoires d'Auschwitz) : condamné à mort en 1947 par le Tribunal National Suprême de Cracovie, exécuté.

Mulka, Robert (adjoint de Rudolf Hoess à la tête du camp d'Auschwitz) : commerçant indépendant après la guerre ; arrêté en 1960, en détention préventive de novembre 1960 à mars 1961, puis de mai à décembre 1961, et de février à octobre 1964, condamné en 1965, à 14 ans d'emprisonnement lors du procès d'Auschwitz, par le tribunal de Francfort. Libéré en 1968. Mort le 26 avril 1969 à 74 ans.

Müller, Erich (construction d'artillerie Krupp) : condamné à douze ans de prison par un tribunal militaire allemand. Peine réduite en 1951 par la Commission de clémence au temps déjà accompli.

Muller, Karl-Heinz (Chef de la section antijuive de la Gestapo de Toulouse) : condamné à mort par contumace le 9 juin 1953 par le Tribunal de Bordeaux, commissaire principal, chef de la sûreté de la ville de Chelle en Basse-Saxe, puis retraité, retrouvé et dénoncé par Serge Klarsfeld en 1978..

Müller, Heinrich (SS-Gruppenführer, chef de la Gestapo à partir de 1935, RSHA, participant à la Conférence de Wannsee du 20 janvier 1942) : porté disparu, on perd sa trace le 29 avril 1945, on suppose qu'il est mort pendant la bataille de Berlin.

Müller, Johannes (commandant de la Police de sécurité des districts de Varsovie et de Lublin) : mort en détention en 1961, en attendant d'être jugé.

Müller, Ludwig (aumônier militaire ; élu le 1er octobre 1933 évêque du Reich ; fervent défenseur et propagandiste du 3ème Reich ; restera fidèle jusqu'au bout à Hitler) : malade, échappe à l'épuration. Mort en 1946.

Mummenthey, Karl (WVHA) : condamné à la prison à perpétuité par un tribunal militaire américain. Peine réduite à vingt ans par la Commission de clémence.

Münch, Hans ("Médecin" d'Auschwitz) : emprisonné à la Libération, collabora avec les autorités et est acquitté par le tribunal de Cracovie (Pologne), puis s'installe depuis lors comme médecin de campagne en Bavière. Donne une interview à France-Inter, dans l'émission "Là-vas si j'y suis". Grâce au travail du journaliste Daniel Mermet en 1998, qui enregistre ses propos mais signale leur contenu au MRAP, Münch est poursuivi, en 1999, pour "provocation à la haine raciale et apologie de crime contre l'humanité", relaxé en première instance en juin 2000, après que ses avocats eurent présenté un certificat médical d'un psychiatre allemand faisant état de sa maladie d'Alzheimer. La cour d'appel de Paris, en septembre 2001, l'a jugé pour s'être réjoui de l'extermination des Tziganes de 1943 à 1945. Sa défense l'a présenté comme sénile donc pénalement irresponsable. La cour parisienne l'a condamné le 17 octobre 2001.

Müntzberger, Gustav (SS, participe au programme T4 d'euthanasie à Sonnenstein et Berlin en 1940 : à Treblinka de septembre 1942 à novembre 1943) : condamné à 12 ans d'emprisonnement en 1965, relâché en 1970.

Mürer, Franz (officier SS à Vilinius): disparu

Mussfeldt, Erich (SS, participa à l'extermination à Majdanek, vécut les derniers jours de ce camp, puis fut transféré à Auschwitz) : arrêté, décrit les derniers jours de Majdanek, jugé, condamné, pendu à Cracovie.

la lettre N

Naegelle, Maurice (Milice) : fusillé à Montrouge le 18 juin 1947.

Naujocks, Alfred Helmut (monte sur l'ordre d'Himmler l'opération sur Gleiwitz en Pologne) : déserte en novembre 1944 pour l'armée américaine ; arrêté ; s'évade avant d'être présenté devant un tribunal allié ; aurait fait partie du réseau ODESSA : meurt à Hambourg le 4 avril 1960.

Naumann, Erich (commandant de l'Einsatzgruppe B) : condamné à mort par un tribunal militaire américain et exécuté en 1951.

Nebe, Artur (chef de la police criminelle au 5ème bureau du R.S.H.A, chef de l'Einsatzgruppe B,) : mêlé à l'attentat contre Hitler le 20 juillet 1944, arrêté par les SS et condamné à mort par le "Tribunal du Peuple" nazi, sera pendu avec une corde à piano le 2 mars 1945.

Nedic , Milan (chef du gouvernement serbe) : se suicide.

Neroni , Georges (Milice) : exécuté à Montrouge le 28 novembre 1944.

Neubacher, Hermann (maire de Vienne et plénipotentiaire économique pour le Sud-Est) : condamné en Yougoslavie à vingt ans de travaux forcés Amnistié au bout de sept ans. Activités à Austrian Airlines en 1958. Mort en 1960.

Neubauer, A. (gardien du camp de Terezin) : condamné à mort par le tribunal exceptionnel de Litomerice.

Neubert, Gerhard (services "médicaux" d'Auschwitz) : En janvier 45, organise la marche d'évacuation du camp annexe de Gleiwitz vers Buchenwald, passe ensuite un court laps de temps à Nordhausen et Neuengamme. Emprisonné dix semaines. Travaille ensuite comme administratif dans un aérodrome. Jugé au cours du premier procès d'Auschwitz à Francfort, mais incapable de participer aux débats pour cause de maladie rénale (en juillet 64, soit treize mois avant la fin du procès). Jugé à nouveau du 14 décembre 1965 au 16 septembre 1966, au cours du second procès d'Auschwitz à Francfort, condamné à trois ans et demi de détention.

Neurath , Konstantin von (ministre des Affaires étrangères et Reichsprotektor) : condamné à quinze ans de prison par le Tribunal militaire international. Libéré en 1954. Mort en 1956.

Nierzwicki, Hans ("infirmier" SS Auschwitz) : fait prisonnier par les Américains, relâché à l'automne 1946. Ne fut pas jugé au procès de Francfort en 1963 en raison de son état de santé (tuberculose), mort le 15 mai 1967 à 62 ans.

Niznansky, Ladislav (commandant de la plus grande unité d'Edelweiss, équivalent slovaque de la Milice en France, organise la aux partisans en 1944,) : condamné à mort par contumace en 1946. En 1947 ou 48, part en émigration au titre d'agent des services de renseignement tchécoslovaques. En Autriche, il s'est mis à la disposition des services américains. Dans les années 1960 il était directeur du département des analyses de la rédaction tchécoslovaque d'Europe libre. En 1986, le Ministère tchécoslovaque de la justice a demandé l'extradition de Niznansky, sans suite. Dix ans après, il a obtenu la nationalité allemande. En 2004, il vit âgé de 86 ans avec son épouse dans un appartement luxueux à Munich. La Cour d'assises de Munich a annoncé en sa décision de le relaxer en estimant que les témoignages étaient insuffisamment probants et ne pouvaient prouver la culpabilité du nazi.

Nosske, Gustav (SS, Gestapo, Einsatzgruppe D où il commande l'Einsatzkommando 12) : à Nuremberg, condamné à la prison à perpétuité par un tribunal militaire américain. Peine réduite à la prison à vie, puis à dix ans par la Commission de clémence.

Novak, Franz (RSHA, l'un des assistants d'Eichmann) : se cache en Autriche jusqu'en 1961

date à laquelle il est arrêté, condamné à huit ans de prison à Vienne en 1964. Nouveau procès en 1966 se terminant sur un acquittement. De nouveau jugé en 1969 et condamné à neuf ans. Quatrième procès en 1972, avec un verdict final de sept ans.

la lettre O

Oberg, Karl (chef des SS et de la Police de Radom ; chef suprême des SS et de la Police en France) : condamné à mort en Allemagne, extradé en France le 10 octobre 1946. Comparait devant un tribunal français en même temps qu'Helmut Knochen . Condamné à nouveau à la peine de mort en France le 9 octobre 1954. Peine commuée en 1958 en vingt ans de travaux forcés. Gracié en 1965 par le Président de la République et rapatrié en Allemagne où il meurt la même année.

Oberhauser, Josef (SS Untersturmführer, centre de gazage de Grafeneck, Brandebourg, Bernburg en tant qu'incinérateur de cadavres ; police de Lublin en 1941 dans l'opération Reinhard ; Belzec en 1942) : condamné en 1948 à 15 ans de prison pour sa participation aux crimes de l'euthanasie. Amnistié en 1956, puis serveur dans une brasserie de Munich. Condamné à quatre ans et demi d'incarcération en 1965, pour sa complicité d'assassinat de 300.000 personnes, par le tribunal de Munich..

Oberheuser, Herta (docteur à Ravensbrück) : condamné à 20 ans d'emprisonnement ; bénéficie d'une remise de peine ; rayé de l'Ordre des Médecins ; travaillait dans un laboratoire pharmaceutique en 1967.

Oberlander, Theodor (chargé de la colonisation des territoires de l'est par le régime nazi) : ministre du gouvernement Adenauer.

Obler, Walter (SS belge, camp du fort de Breendonk) : condamné à mort lors du procès de Malines, exécuté à Malines le 12 avril 1947.

Odewald, Walter (SS Sturmbannführer. Chef du bureau V (Kripo), à Prague puis à Paris (échelon national), responsable de centaines d'arrestations et exécutions) : jamais extradé, ni jugé. En 1973, était toujours fonctionnaire au service de la protection de la Constitution pour la Basse-Saxe, en Allemagne..

Ohlendorf, Otto (général SS, SD, commandant de l'Einsatzgruppe D) : condamné à mort par un tribunal militaire américain à Nuremberg en avril 1948 et pendu le 8 juin 1951, à Landsberg.

Oltramare, Georges, Chales Dieudonné alias (journaliste antisémite dans la presse suisse dans l'Entre-deux-guerres, accompagne Otto Abetz à Paris en juin 1940, rémunéré par l'Ambassade d'Allemagne, prend la direction de "La France au Travail" et fait des causeries à Radio-Paris dont "Les Juifs contre la France") : échappe à un attentat au printemps 1944, se réfugie à Sigmaringen après la Libération, regagne la Suisse où il est arrêté le 21 avril 1945, mis en liberté provisoire, réincarcéré le 1er février 1947, condamné à 3 ans de prison par la Cour pénale fédérale. Du côté français, condamné à mort par contumace le 12 janvier 1950. Après sa libération, séjourne en Espagne (1952) puis en Égypte où il aurait travaillé à la radio dans la section antisémitisme, meurt à Paris le 16 août 1960..

Ott, Adolf (SS, SD, Einsatzgruppe B où il commande le Sonderkommando 7b) : à

Nuremberg, condamné à mort par un tribunal militaire américain. Peine commuée en prison à perpétuité par la Commission de clémence. Libéré en 1958.

Oudart, (commissaire principal de la police française, R.G. à Paris durant l'occupation, présent aux côtés de la Gestapo à l'inauguration du camp de Drancy en 1941) : disparu

Oven, Wilfred von (secrétaire de Goebbels) : réfugié en Argentine.

Ozols, Karlis (police lithuanienne opérant à Minsk et en Bielorussie) : naturalisé australien ; jamais inquiété ; vit actuellement en Australie.

la lettre P

Paersch, Fritz (Gouvernement général) : Landeszentralbank von Hessen de Francfort en 1961.

Pagnon , ? (Gestapo française) : exécuté à Montrouge le 27 décembre 1944.

Pancke, Gunther (Quartier général SS du Danemark) : condamné à 20 ans de prison par la Cour de Copenhague ; mort en 1973.

Pannwitz (von), Helmuth (SS, engagé à la tête de différentes unités de reconnaissance sur le Front de l'Est, il constitue une unité cosaque, qui va devenir en 1943 la 1.Kosaken-div.et par la suite le XV. SS-kosaken-Kavallerie-korps) : sera livré par les britanniques, à la fin de la guerre, aux autorités soviétiques. Jugé pour crimes de guerre en 1946, il sera pendu l'année suivante, en janvier 1947, à Moscou.

Panzinger, Friedrich (RSHA) : libéré de captivité par les Soviétiques en 1955. Pris d'un malaise, il meurt en 1959 dans son appartement de Munich où la police allemande venait l'arrêter.

Paoli, Pierre-Marie (français, agent du KDS d'Orléans, puis de la Gestapo de Bourges, recruté par le Hauptsturmführer Hasse . Devient Scharführer SS,) : s'enfuit à la libération, arrêté à la frontière danoise par les Anglais le 16 mai 1945, remis aux autorités françaises, Jugé une première fois par le Tribunal militaire de Bourges le 3 mai 1946, puis à Nancy quelques jours plus tard, condamné à mort et exécuté à Bourges le 15 juin 1946.

Papan , Franz von (a joué un rôle dans l'arrivée de Hitler au pouvoir) : Après l'acquittement de Nuremberg, un tribunal allemand le condamna aux travaux forcés mais il fut libéré en 1949. Mort en 1969.

Papon, Maurice (secrétaire général de la préfecture de Gironde, organisateur de convois de déportation) : A la libération se fait passer pour un résistant et parvient à poursuivre une carrière administrative et politique : de 1956 à 1958, il participe à la "pacification" de l'Algérie comme préfet ; préfet de police de Paris durant les événements d'octobre 1961, il couvre les brutalités policières contre une manifestation algérienne (des dizaines de morts). Il est lâché par de Gaulle après l'affaire Ben Barka (1967). Elu député gaulliste en 1958, il devient ministre du budget de Giscard d'Estaing en 1978. Inculpé en 1983, à la suite de plaintes déposées en 1981, il est jugé à partir d'octobre 1997 et est condamné le 2 avril 1998 à "dix ans de réclusion criminelle" pour "complicité de crimes contre l'humanité". Après une

tentative de fuite en Suisse, il a été emprisonné en 1999. Libéré pour raisons de santé, après une décision de la Cour de Cassation, le 18 septembre 2002. Il est mort en février 2007.

Paty de Clam (du), Charles (haut dirigeant du Commissariat Général aux Questions Juives) : interné plusieurs mois à Fresnes, ne supporte pas ce séjour en prison, est mal soigné et meurt en avril 1948 quelques temps après sa libération.

Pauli, ou Pauly, Max (commandant du camp de Stutthof en Pologne, puis de Neuengamme) : jugé par un tribunal allié ; condamné à mort et exécuté en 1946.

Pavelic, Ante (chef de l'État croate) : en Argentine jusqu'en 1957. Meurt à Madrid en 1959.

Peiper, Joachim (Standartenführer SS, en Italie responsable du massacre de civils à Boves en 1943, puis de massacres de civils en Ukraine, puis responsable, fin 1944, de crimes de guerres lors de la bataille des Ardennes : exécution de prisonniers de guerre américains) : jugé à Nuremberg, le 27 juillet 1946, condamné à mort, peine commuée en prison après une campagne de réhabilitation menée par le sénateur d'extrême-droite McCarthy, libéré en 1956, vit ensuite en France près de Vesoul à partir de 1959, retrouvé en 1968 par les Italiens qui veulent le faire juger pour le massacre de Boves, fait l'objet d'une campagne de presse en 1976, supposé mort dans l'incendie (volontaire ?) de sa maison le 14 juillet 1976.

Pellemans, Jan (SS belge, camp du fort de Breendonk) : condamné à mort lors du procès de Malines, exécuté à Malines le 12 avril 1947.

Pemjean, Pierre Lucien Pemjean, dit Lucien (arrêté pour anarchisme en 1893 rencontre Drumont en prison, journaliste antisémite entre les deux guerres, bien qu'âge de plus de 80 ans, reprend du service pendant la guerre, "Mon seul regret serait de ne pouvoir assister à l'anéantissement de l'exécration et maudite juiverie" écrit-il en août 1944) : arrêté le 20 août 1944 par des FFI, meurt à l'hôpital le 10 janvier 1945 sans avoir pu être interrogé..

Pemsel, Max Joseph (chef d'état-major au commandement général en Serbie) : commandant du district militaire IV de l'armée ouest-allemande au milieu des années 1950. Commandant du 2e corps en 1961.

Permillieux, Charles (commissaire de police, directeur du "Service spécial aux affaires juives" à la direction de la Police Judiciaire de la Préfecture de police en octobre 1942, puis directeur adjoint de la Police Judiciaire, chargé de la sous-direction des Affaires Juives) : révoqué par la Commission d'Épuration de la police, il est seulement "suspendu en attendant une décision de justice" par le Préfet et obtient un classement de son affaire en justice le 3 juin 1946 ; mis à la retraite d'office le 18 février 1947, arrêté cassé par le Conseil d'Etat le 9 janvier 1949 pour vice de forme, rétabli alors dans tous "ses droits".

Perschel, Richard (section IIIa, emploi des déportés du camp d'Auschwitz) : n'a jamais été jugé.

Pétain, Philippe, maréchal (supprime la République par un coup d'état le 10 juillet 1940, chef de l'Etat français, rencontre Hitler à Montoire et engage la France dans la collaboration, signataire du Statut des Juifs, son gouvernement livre les Juifs, français et étrangers, à la déportation) : le 20 août 1944, les Allemands l'emmènent vers Belfort, puis l'Allemagne (Sigmaringen) au milieu des ultras de la collaboration, où il se considère comme prisonnier. Le 20 avril 1945, devant l'avance de l'armée française, les Allemands organisent son départ.

Deux jours plus tard, passe en Suisse. Rentre en France le 26 avril 1945. Incarcéré au fort de Montrouge, est jugé par la Haute Cour du 23 juillet au 15 août 1945, condamné à mort, sa peine est commuée en détention à vie. Enfermé au fort du Portalet puis à l'île d'Yeu où il meurt le 23 juillet 1951.

Petit, Jean Védrine (Milice) : fusillé à Montrouge.

Peyronnet, Marcel, Cyril (Milice) : fusillé à Montrouge le 8 août 1947.

Peyrouton, Marcel (secrétaire d'Etat à l'Intérieur du gouvernement Pétain, signataire de la Loi du 3 octobre 1940 portant statut des juifs) : hostile à Laval, il est nommé ambassadeur de France en Argentine puis révoqué. Se rallie en 1942 à l'Amiral Darlan, puis au général Giraud qui le nomme en janvier 1943 gouverneur général de l'Algérie. A ce poste, complot contre de Gaulle qui le fait arrêter le 22 décembre 1943 ; séjourne en prison jusqu'à son passage en jugement en décembre 1948. Acquitté par la Haute Cour, libéré, publie ses mémoires en 1950, mort en 1983.

Pfannenstiel, Wilhelm (professeur à Marburg an der Lahn) : début d'enquête par les autorités allemandes à Marburg en 1950. Ne semble pas avoir été jugé.

Pfannmüller, Hermann (directeur de l'hôpital psychiatrique d'Eglfing-Haar où il a empoisonné ou laissé mourir de faim des enfants) : jugé par la Cour d'assises de Munich en mars 1951, qui ne retient pas l'accusation d'homicide volontaire mais seulement d'homicide involontaire et de complicité de meurtre, condamné à 6 ans de prison. Le tribunal avait pris en compte le grand âge de l'accusé. Il fit appel et sa peine fut ramenée à 5 ans de prison.

Phleps, Arthur (général de division dans l'armée roumaine, entré dans la SS en 1941, chef du régiment Westland de la division Wiking, puis de la division "Prinz Eugen " et du V. SS-Geb.Korps. Obergruppenführer chargé de la guérilla anti-soviétique en Transylvanie) : porté disparu le 21 septembre 1944, aurait été tué à bord de son avion de reconnaissance, d'autres sources indiqueraient qu'il se serait suicidé en avril 1945.

Piekarski, Kurt (membre de l'administration civile de Watenstedt en Pologne) : jugé par le tribunal de Varsovie le 16 octobre 1948 et condamné à mort. Sa peine est commuée en prison à vie. Il est relâché le 25 juin 1963.

Pimpaneau, Louis (directeur général adjoint au Commissariat Général aux Questions Juives) : interrogé et arrêté le 1er septembre 1944, puis assigné à résidence quelques temps.

Pignerol, Auguste (directeur des sections financières de l'aryanisation économique au Commissariat Général aux Questions Juives) : disparu

Plate, Albert (SS Hauptscharführer, suppléant de Bothmann à Chelmno) : blessé par les Soviétiques lors de sa capture, se suicide.

Platon, Charles, amiral (secrétaire d'Etat du gouvernement Laval chargé de la coordination des trois armes, responsable de la police antimaçonnique, fait partie d'une tentative des ultras de la collaboration avec Déat et de Brinon pour demander à Pétain de s'engager plus nettement encore dans la collaboration avec les nazis) : mis en résidence surveillée en

Gironde, exécuté de façon sommaire par les FFI le 18 août 1944.

Pleiger, Paul (Entreprises Hermann Göring) : condamné à quinze ans de prison par un tribunal militaire américain. Peine réduite à neuf ans par la Commission de clémence.

Ploncard d'Assac, Jacques Ploncard, dit (associé d'Henry Coston , journaliste violemment antisémite, membre du Cercle aryen) : condamné à mort par contumace le 29 mai 1947, s'exile au Portugal où il séjourne 20 ans, est le conseiller et le biographe du dictateur Salazar, amnistié mais ne revient en France qu'après la révolution des oeilletons, en 1974.

Pohl, Oswald (général SS, WVHA = services économiques) : condamné à mort par un tribunal militaire américain à Nuremberg, procès qui se tint du 13 janvier 1947 au 3 novembre 1947, pendu le 8 juin 1951 à la prison de Landsberg

Pohlmann, Edmund (kapo à Majdanek) : se suicide durant le procès de Majdanek (27.11.1944 au 2.12.1944).

Poinot, Pierre (commissaire des Renseignements Généraux en service à Bordeaux jusqu'en 1943, puis commissaire aux Affaires Juives, puis au SAP sous les ordres directs de la Gestapo) : s'enfuit avec la Milice de Darnand en août 1944, arrêté le 24 avril 1945 en Suisse porteur de 500.000 Francs, jugé le 15 juin 1945 à Moulins, condamné à mort et à la dégradation nationale, exécuté à Riom le 16 juillet 1945.

Pokorny, Adolf (auteur d'un projet de stérilisation) : acquitté par un tribunal militaire américain.

Pollok, ? (SS Untersturmführer, ingénieur en superstructures, spécialiste des "actions spéciales" et de l'inspection des crématoires à Birkenau) : disparu

Pook, Hermann (WVHA) : condamné à cinq ans de prison par un tribunal militaire américain. Peine réduite en 1951 par la Commission de clémence au temps déjà accompli.

Poppendick, Helmut (médecin, assistant du Dr Ernst Growitz) : condamné à 10 ans de prison par le Tribunal de Nuremberg.

Porsche, Ferdinand (né en 1875 ; membre du NSDAP en 1937 ; président de la Fédération allemande de l'industrie automobile ; président de la Commission Panzer ; en 1945, 90% de la main d'œuvre de Volkswagen est non-allemande et forcé) : jamais inquiété ; meurt en 1951.

Possevine, Alexandre (collaborateur soviétique, devenu SS, accusé de massacres de civils en Ukraine) : condamné à mort et exécuté en URSS en 1988.

Pötzinger, Karl (SA Scharführer, incénérateur dans les centres d'euthanasie de Brandebourg et Bernburg, puis à Treblinka et Sobibor) : tué en 1944.

Pradel, Johannes Friedrich (RSHA, participe à la mise au point des véhicules de gazage) : reprend du service dans la police après la guerre, officier de Police de Hanovre ; arrêté dans cette ville en janvier 1961. Condamné à 7 ans de réclusion criminelle en 1966.

Prax, Louis (Commissariat Général aux Questions Juives) : bénéficie de circonstances

atténuantes et n'est condamné qu'à 10 ans d'indignité nationale au cours du procès des propagandistes du CGQF, du 7 au 11 juillet 1949.

Priebke, Erich, (capitaine SS, accusé d'avoir organisé et personnellement participé aux massacres des fosses Ardeatines à Rome le 24 mars 1944 : après la mort de 32 soldats allemands tués par la résistance italienne, les SS avaient en représailles exécuté 335 Italiens dont 75 Juifs) : Arrêté à la libération, Priebke avait néanmoins réussi à s'enfuir en Argentine. Retrouvé par des journalistes américains en 1994, fait immédiatement l'objet d'une demande d'extradition de la part de l'Italie. Arrêté par des policiers argentins dans une station touristique de Patagonie où il menait une vie de notable, extradé en Italie le 21 Novembre 1995. Sa libération provoque une vive émotion dans le pays. Le gouvernement décide de le réincarcérer pour un autre motif. La cour de cassation de Rome a confirmé, en novembre 1998, la condamnation à perpétuité à son encontre ainsi qu'à l'encontre de son complice Karl Hass , en rejetant le recours présenté par la défense contre le verdict, prononcé en mars 1998.

Priess, Hermann Otto (SS, division panzer Totenkopf) : condamné par le tribunal militaire américain de Dachau dans le cadre du Procès de Malmédy à 20 ans de prison ; libéré de Landsberg en 1954 ; mort en 1985.

Prüfer, Franz (Kriminaloberinspektor, Gestapo de Berlin, affaires juives, organise la déportation des Juifs de Berlin) : arrêté pour malversations fin octobre 1942. Tué dans un bombardement alors qu'il était en prison .

Prüfer, Kurt (ingénieur à la société Topf, responsable de la construction des crématoires de Dachau, Buchenwald, Mauthausen et Auschwitz) : Arrêté par les américains le 30 mai 1945, relâché le 13 juin, profite de sa liberté pour faire disparaître les contrats passés, entre autre avec Auschwitz. Arrêté à nouveau, par les Soviétiques cette fois, est jugé, et la preuve est faite que Prüfer connaissait parfaitement l'utilité réelle de ces fours, dès la fin août 1942. Mais beaucoup de pièces accablantes ayant disparues, il ne sera condamné qu'à 25 ans de travaux forcés, en avril 1948, mort d'une hémorragie cérébrale, le 21 octobre 1952, dans un camp soviétique.

Pruss, Friedrich (commandant de la gendarmerie de Iapach) :condamné à mort à Lublin ou Lomza le 3 juillet 1948. Sa peine est transformé en prison à vie. Il est libéré en 1957.

Prützmann, Hans Adolf (chef suprême des SS et de la Police d'Ukraine) : se suicide en 1945 après avoir été arrêté par l'armée britannique.

Puaud, Edgar (Commandant d'un bataillon de l'armée d'armistice en garnison à Montauban, rejoint la L.V.F comme colonel, puis au début de 1944, nommé général de brigade par le gouvernement de Vichy. Après l'attentat contre Hitler, le 20 juillet 1944, prend le commandement de la future division "Charlemagne" comme Oberführer SS) : Blessé grièvement à la cuisse le 6 mars 1945 en Poméranie. Porté disparu le lendemain. Sa mort après capture par les Russes, est une quasi-certitude.

Pucheu, Pierre (membre du PPF de Doriot qu'il quitte avant guerre, ministre de l'intérieur de Pétain) : écarté par le retour de Laval en avril 1942, il passe en Espagne en novembre d'où il essaie de contacter le général Giraud. Arrivé à Casablanca, il est arrêté le 11 août 1943 et traduit devant un tribunal militaire, condamné à mort le 11 mars 1944 et fusillé près d'Alger le 20 mars..

Puech, Henri (direction du cabinet du Commissariat Général aux Questions Juives sous Darquier de Pellepoix) : ne semble pas avoir été réellement inquiété à la Libération.

Puhl, Emil (Reichsbank) : condamné à cinq ans de prison par un tribunal militaire américain. Vorstand de la Hamburger Kreditbank A.G. en 1961.

Pujol, Georges (ancien résistant passé à la Gestapo française, agent de la "Stosstrupp" du KDS de Toulouse, tortionnaire) : s'enfuit en juin 1944, ou il abattra lui même plusieurs complices susceptibles de le démasquer. Arrêté malgré tout en août 1944, il est immédiatement jugé. Condamné à mort, il exécuté peu après en compagnie de deux autres tortionnaires français de la Gestapo de Toulouse, Dedieu et Carrera.

la lettre Q

Querrioux, Fernand (médecin français, auteur du pamphlet antisémite "La médecine et les Juifs", membre de l'Institut d'Etude des questions Juives, responsable de la partie médicale de l'exposition "Le Juif et la France", auteur de lettres de dénonciations de confrères juifs) : disparaît à Paris au cours de l'été 1944, serait mort en déportation d'après une plaque à la faculté de médecine où figure son nom ; en réalité serait mort en Allemagne le 24 avril 1945 dans un convoi bombardé par l'aviation américaine.

Quisling, Vidkun (premier ministre norvégien en 1940 à l'arrivée des Allemands, créateur du régiment SS norvégien) : devenu dans la presse alliée synonyme de traître et de collaborateur, arrêté en mai 1945, condamné à mort et exécuté.

la lettre R

Rademacher, Franz (ministère des Affaires étrangères) : dans le groupe tabacs Reemtsa. Condamné à trois ans et cinq mois de prison par un tribunal allemand de Nuremberg en 1952. Se dérobe à la justice après une mise en liberté provisoire et s'enfuit en Syrie la même année. Emprisonné en Syrie pour des actes liés aux affaires arabes en 1963. Retour volontaire en Allemagne en 1966. Condamné à cinq ans par le tribunal de Bamberg en 1968, mais libéré pour raisons de santé. Mort en 1973.

Radetzky, Waldemar von (SS, SD, Einsatzgruppe B où il seconde le colonel Steimle à la tête d'un Sonderkommando) : à Nuremberg, condamné à vingt ans de prison par un tribunal militaire américain. Peine réduite en 1951 par la Commission de clémence au temps déjà accompli et libéré.

Radici, Georges (un des chefs de la Milice, chef de cabinet de Max Knipping) : exécuté le 24 juillet 1947 au Fort de Montrouge.

Raeder, Erich (amiral, commandant en chef de la marine) : Condamné à la prison à perpétuité par le Tribunal militaire international en 1946, il fut libéré en 1955. Mort en 1960

Raes, Eugène (SS belge, camp du fort de Breendonk) : condamné à mort lors du procès de Malines, exécuté à Malines le 12 avril 1947.

Rahm, Karl (commandant de Theresienstadt) : jugé en 1947 à Leitmeritz, en Tchécoslovaquie. Condamné à mort et exécuté.

Rahn, Rudolf (chargé de mission du ministère des Affaires étrangères en France, représentant du ministère des Affaires étrangères en Afrique du Nord, ambassadeur en Italie) : arrêté le 15 mai 1945, interné de 1945 à 1947, entre en contact avec l'Ambassade de France en Allemagne pour lui proposer ses services, dénazifié en 1950, poursuit une carrière d'homme d'affaire et d'écrivain jusqu'à sa mort en 1975.

Rapp, Albert (Einsatzgruppe B) : condamné à la prison à perpétuité par un tribunal d'Essen en 1965.

Rasch, Emil Otto (général SS, SD, Gestapo, commandant de l'Einsatzgruppe C) : à Nuremberg, mis en accusation devant un tribunal militaire américain. Procès 9, du 3 juin 1947 au 10 août 1948, accusation non poursuivie en raison de l'état de santé de l'accusé (maladie de Parkinson), meurt avant la fin du procès.

Rasche, Karl (Dresdner Bank) : condamné à sept ans de prison par un tribunal militaire américain. Libéré en 1950.

Rascher, Sigmund (médecin expérimentateur à Dachau) : éliminé. Aurait été fusillé à Dachau en 1945.

Rauca, Helmut (Obersturmführer SS, bourreau des Juifs de Lituanie) : arrêté au Canada, remis aux Autorités allemandes, se suicide à la prison de Francfort le 29 octobre 1983, avant son procès.

Rauff, Walter (SS Standartenführer, RSHA) : aurait été vu au Chili en 1963. Mort dans ce pays le 14 mai 1984.

Rauter, Hanns Albin (chef suprême des SS et de la Police en Hollande) : condamné à mort en Hollande et exécuté en 1949.

Rebatet, Lucien (Action Française, journaliste à "Je suis partout", chroniques sur "Radio-Paris", auteur de "Les Décombres" d'un antisémitisme très violent, milicien) : s'enfuit en Allemagne à Sigmaringen, arrêté en Autriche le 8 mai 1945, condamné à mort par la Cour de justice de la Seine, gracié le 12 avril 1947, libéré le 16 juillet 1952, reprend son activité de journaliste, en particulier dans la presse d'extrême-droite (Rivarol), meurt en 1972.

Rediess, Wilhelm (quartier général SS Nord ; responsable de la mise en place de la Légion des Volontaires norvégiens) : se suicide le 8 mai 1945 en compagnie de Josef Terboven .

Redwitz, Michael (commandant du camp de Dachau) : condamné à mort le 15 novembre 1945 par un tribunal militaire américain et exécuté.

Reeder, Eggert (chef de l'administration civile en Belgique) : condamné à vingt ans de prison à Bruxelles en 1951. Libéré la même année.

Reffet, Robert (adjoint de Jean Giroud au service juridique du Commissariat Général aux Questions Juives) : disparu

Reichleitner, Franz (SS-Hauptsturmführer, participe au programme d'euthanasie, puis commandant du camp de Sobibor après le transfert de Stangl à Treblinka) : tué le 3 janvier 1944, par des partisans, à Trieste. Enterré dans le cimetière militaire allemand de Costermano, en Italie.

Reich, Oskar (juif autrichien et ancien international de football, chargé par Aloïs Brunner de repérer les juifs clandestins à Paris et sur la Côte d'Azur, dirige le camp de Drancy et en devient un tortionnaire) : condamné à mort pour exécution d'otages en Bretagne et fusillé le 5 juillet 1949 au Fort de Montrouge.

Reichenau, Walter von (commandant de la 6e armée et commandant du Groupe d'armées Sud) : mort en 1942.

Reinecke, Hermann (OKW) : condamné à la prison à perpétuité par un tribunal militaire américain. Libéré en 1954.

Reinhardt, Hans (commandant du Groupe Panzer 3, Groupe d'armées Centre, et commandant de la 3e armée Panzer) : condamné à quinze ans de prison par un tribunal militaire américain.

Remer, Otto (chef de la garde rapproché d'Hitler) : installé en Espagne ; demande d'extradition formulé en 1997 par le Centre Simon Wiesenthal ; puis disparu

Rendulic, Lothar (commandant de la 52e division d'infanterie sur le front russe) : condamné à vingt ans de prison par un tribunal militaire américain. Peine réduite à dix ans par la Commission de clémence. Libéré en 1952. Publie ses mémoires en 1954, mort en 1971.

Ribbentrop, Joachim von (ministère des Affaires étrangères) : condamné à mort par le Tribunal militaire international et pendu en 1946.

Richard, (capitaine de gendarmerie, commandant de la gendarmerie du camp de Drancy, 1942-1943) : jamais poursuivi.

Richter, Erich (Ostbahn) : Bundesbahnberrat de Nuremberg en 1964.

Richter, Gustav (expert de la SS pour les déportations en Roumanie) : arrêté par les Roumains ; remis aux autorités soviétiques ; prisonnier des Soviétiques jusqu'en 1955 ; libéré après la visite d'Adenauer à Moscou ; vivait à Stuttgart en 1959 ; procès ouvert en 1981 ; condamné à 4 ans de prison.

Richtofen, Wolfram, baron (commandant de la légion Condor en 1938 puis des stukas sur le front français ; campagne dans les Balkans puis en Russie ; commandant en chef de l'aviation en Italie en 1944) : mort en 1945.

Riefenstahl, Leni, (cinéaste nazie) : Lors de la sortie de son premier film "la lumière bleue", en 1932, elle est remarquée par Hitler qui au cours des années va en faire sa cinéaste officielle. Hitler lui confie le soin de filmer le congrès de Nuremberg en 1934 et un long métrage en 1935 "Le triomphe de la volonté" considérés aujourd'hui encore comme les plus grands films de propagande nazie jamais réalisés. Elle est arrêtée en 1945 et internée jusqu'en 1948, ses biens sont confisqués et elle va affronter plusieurs procès jusqu'en 1952 où elle est acquittée définitivement par le tribunal berlinois de dénazification. Par la suite écrivain, et

voyageuse, est toujours considérée par certains comme la seule amie proche qu'Hitler ait eue. Etait encore en voyage autour du monde en 1996. Morte le 8 septembre 2004 à l'âge de 101 ans.

Rindfleisch, ("médecin" du camp de Maïdanek) : identifié comme responsable par la Commission d'enquête extraordinaire polono-soviétique, disparu

Ritter, Karl (ministère des Affaires étrangères) : condamné à quatre ans de prison par un tribunal militaire américain, mais pas pour actes contre les Juifs.

Ritter, Robert (docteur ; « biocriminologue en chef » ; directeur attaché « au camp de la protection de la jeunesse » de Moringen) : acquitté en 1950.

Rives, Paul (philosophe, député socialiste de l'Allier, rejoint le RNP de Déat) : s'enfuit en Allemagne avec Déat, jugé et condamné le 16 janvier 1947 à quatre ans de prison, amnistié, meurt en 1967.

Roch, Heinz (SS und PolizeiFührer en Norvège ; responsable des camps de prisonniers de guerre pour le Wehkreis ; Sipo-SD de Simferopol de 1943 à 1944) : se suicide le 10 mai 1945 à Oslo.

Rochon, Jean (PPF, organise, les services du Commissariat Général aux Questions Juives à Nice, disparu

Rojnica, Ivo (officier oustachi ; accusé de crimes de guerre pour la région de Dubrovnik) : jamais inquiété malgré les protestations du Centre Simon Wiesenthal ; vit en Argentine.

Rojko, S. (chef de la cour 1 à Terezin) : l'administration autrichienne refusa de le livrer à la Tchécoslovaquie. Il fut néanmoins condamné en 1963 à Graz à la prison à perpétuité.

Roques, Karl von (commandant de Groupe d'armées Sud de l'arrière) : condamné à vingt ans de prison par un tribunal militaire américain. Mort en 1949.

Roschmann, Eduard: réfugié en Argentine.

Rose, Gerhard (Institut Robert Koch/département de médecine tropicale) : condamné à la prison à perpétuité par un tribunal militaire américain. Peine réduite à quinze ans par la Commission de clémence.

Rosenberg , Alfred (ministère de l'Est) : condamné à mort par le Tribunal militaire international de Nuremberg et pendu le 16 octobre 1946.

Rösener, Erwin (SS, responsable de la lutte anti-partisan pour la région de Laibach ; quartier général SS pour l'Alpenland) : arrêté par les britanniques en 1945 ; extradé vers la Yougoslavie ; condamné à mort par le tribunal militaire yougoslave ; pendu le 4 septembre 1946.

Rothaug, Oswald (magistrature) : condamné à la prison à perpétuité par un tribunal militaire américain. Peine réduite à vingt ans par la Commission de clémence. Bénéficiant d'une retraite.

Rothenberger, Curt (ministère de la Justice) : condamné à sept ans de prison par un tribunal militaire américain. Bénéficiant d'une retraite.

Röthke, Heinz (Police de sécurité en France, adjoint de Dannecker qu'il remplace en 1942 à la tête des Affaires Juives de la Gestapo, responsable de milliers de déportations) : activités juridiques à Wolfsburg. Mort, sans avoir été inquiété par la justice française, en 1966 ou 1968

Rottée, Lucien (commissaire de police, directeur des Renseignements Généraux à Paris) : en fuite à partir du 18 août 1944, arrêté en Gironde le 15 décembre 1944 porteur de faux papiers et d'une fausse attestation de résistance, condamné à mort, à la confiscation de ses biens et radié de la Légion d'honneur, le 11 avril 1945, fusillé à Montrouge le 5 mai 1945.

Rouchouze, Georges (garde du corps de Francis Bout de l'An, chef milicien, traque les Juifs à Saint-Etienne, participe aux exactions de la Milice en Limousin) : s'enfuit en Allemagne, puis est parachuté en France dans l'espoir de constituer un "maquis blanc" de la Milice., arrêté, condamné en juin 1945 à 15 ans de travaux forcés par le Tribunal militaire de Limoges, bénéficie d'une remise de peine après 8 ans passé à la maison centrale de Fontervault. A la fin du XXème siècle, adhère au Front National. Est au centre d'une polémique à Saint-Etienne lorsque le directeur de la Comédie de Saint-Etienne (Centre dramatique national) veut monter une pièce avec sa participation. Finalement, devant le scandale, il renonce. Mort depuis.

Rudin, Ernst (responsable de l'Institut d'Hygiène raciale pour le Reich ; ses principes d'eugénisme seront appliqués dans les Lois de Nuremberg ; décoré deux fois par le 3ème Reich ; à l'origine de la loi du 14 juillet 1933 par laquelle possibilité de stériliser les malades mentaux est accordée à des cours spéciales) : jamais inquiété ; meurt en 1952.

Rudolf, Arthur (scientifique ; membre du NSDAP depuis 1931; directeur de la fabrique souterraine de Peenemunde, directeur du Mittelwerke à Dora-Nordhausen) : récupéré par les américains dans le cadre de l'opération Paperclip) : naturalisé en 1954 ; dessine la fusée Saturne 5 ; décoré pour ses services par la NASA en 1969 ; renonce à sa nationalité en 1984 et retourne en Allemagne, suite à une campagne sur son passé nazi et alors qu'une procédure judiciaire était démarrée.

Rüehl, Felix (SS, Gestapo, Einsatzgruppe D où il commande le Sonderkommando 10b) : à Nuremberg, condamné à dix ans de prison par un tribunal militaire américain. Peine réduite par la Commission de clémence au temps déjà accompli et libéré.

Ruellan, Charles (chef du secrétariat particulier de Xavier Vallat au Commissariat Général aux Questions Juives) : n'est pas inquiété.

Rum, Albert (participe au programme T4 d'euthanasie à Berlin à partir de 1939 ; à Treblinka de novembre 1942 à novembre 1943 ; à Trieste en 1944) : déclaré coupable au procès de 1965, mais meurt avant qu'on lui signifie la sentence.

Rumkowski, Haïm Mordechaï (dirigeant du ghetto de Lodz) : finalement déporté et assassiné en août 1944 ; selon certains témoins (Dov Paisikovic du Sonderkommando), aurait été assassiné par les déportés juifs à l'entrée de la chambre à gaz.

Rumohr, Joachim (SS Brigadeführer, dernier commandant de la 8. SS-Kavallerie-Division "Florian Geyer" du 1er avril 1944 à février 1945, sa volonté et son courage va pousser ses

hommes dans des combats désespérés pour la défense de Budapest encerclée par l'armée soviétique) : le 13 février 1945, alors que toute résistance semble vaine, tente de s'échapper à la tête d'environ 2000 hommes au prix de terribles combats causant la mort de 1200 d'entre eux et de centaines de soldats soviétiques. Gravement blessé, il se suicide avant sa capture.

Rundstedt, Karl von (commandant du Groupe d'armées Sud) : détenu en zone britannique en 1948 pour y être jugé. Déclaré trop malade en 1949 pour supporter un procès. Libéré et mis à la retraite avec une pension mensuelle d'environ 2000 marks en 1951. Mort en 1953.

Ruppert, Friedrich (commandant du camp de Dachau) : condamné à mort le 15 novembre 1945 par un tribunal militaire américain et exécuté.

Rust, Bernard (ministre de l'Éducation) : se suicide en 1944.

la lettre S

Sabatier, Maurice préfet régional de Bordeaux, supérieur hiérarchique de Maurice Papon) : inculpé en 1988 ; meurt en 1989.

Sabiani, Simon (ancien député communiste passé au PPF de Doriot à Marseille, secrétaire général de la LVF en zone Sud, fait des visites sur le front de l'Est) : Au moment du débarquement de Provence, le 15 août 1944, s'enfuit en Allemagne, puis en Italie et de là, en Argentine. Revient en Espagne en 1954 où il vit encore deux ans e sous le nom de Pedro Multedo. Meurt en 1956.

Sadowski,(Inspecteur principal adjoint de la police française, animateur de la Section Juive de la police à Paris) : disparu

Saint-Loup, Marc Augier, dit (journaliste à Germinal, membre du bureau politique du PPF de Doriot, fondateur des Jeunes de l'Europe Nouvelle mouvement fasciste qui joua un rôle dans la chasse aux Juifs en Isère, en 1944, s'engage dans la Waffen-SS, division Charlemagne) : se réfugie en Amérique du Sud après la Libération, revient en France en 1953. Fait ensuite de l'argent en écrivant de la "littérature" nostalgique d'inspiration politico-aventurière sur la LVF et les Waffen-SS.

Saint-Paulien, Maurice Yvan-Sicard (secrétaire du PPF de Doriot) : se réfugie en Espagne à la Libération, condamné aux travaux forcés à perpétuité par contumace, regagne la France en 1957 et fait l'objet d'une mesure d'amnistie.

Sakic, Dinko (commandant du camp de Jasenovac, surnommé l'"Auschwitz croate") : réfugié en Argentine ; extradé en 1998, , condamné en Croatie, en octobre 1999 à 20 ans de prison pour crimes contre l'humanité. Mort le 21 juillet 2008 à l'hôpital de Zagreb, d'une longue maladie.

Sakic, Nada (épouse de Donko Sakic, responsable de la section féminine du camp de Stara Gradiska) : réfugiée en Argentine ; extradée en 1998.

Sallet, ? (Milice) : fusillé à Montrouge le 18 juin 1947.

Salmuth, Hans von (commandant au 30e corps, 11e armée, et commandant de la 2e armée, Groupe d'armées Centre) : condamné à vingt ans de prison par un tribunal militaire américain. Peine réduite à douze ans par la Commission de clémence. Libéré en 1953.

Sammern-Frankenegg, Ferdinand von (chef des SS et de la Police de Varsovie) : tué par des partisans en Yougoslavie en 1944.

Sandberger, Martin (SS, SD, Einsatzgruppe A où il commande le Sonderkommando 1a) : à Nuremberg, condamné à mort par un tribunal militaire américain. Peine commuée à la prison à perpétuité par la Commission de clémence. Libéré en 1953.

Sander, Fritz (ingénieur de la Topf qui fournit les fours crématoires des camps, auteur d'un brevet de four d'incinération en continu) : arrêté en mars 1946 par les Soviétiques, fait une crise cardiaque lors d'un interrogatoire le 25 mars 1946, meurt à l'hôpital peu après.

Santoni, Antoine (inspecteur de la police française, Renseignements Généraux) : A la Libération, s'enfuit en Allemagne puis essaye de gagner l'Italie. Arrêté par la police suisse pour entrée clandestine sur le territoire. Le 22 novembre 1944, est livré à la police française à Annemasse. Du 23 novembre 1944 au 15 février 1945, incarcéré à Besançon puis transféré enfin à Paris. Pendant son transfert, s'échappe et se cache en région parisienne puis en Corse. Il échappe, jusqu'en 1951, aux recherches. Il est condamné par contumace le 7 octobre 1948. Le 15 octobre 1951, est arrêté, sur dénonciation, par la DST. Le 13 février 1952, remis en liberté provisoire. Jugé le 6 février 1953 et acquitté par le tribunal militaire de Paris. Il retrouve ses droits et réintègre la police comme officier. Le 1er mars 1957, il est mis à la retraite par réforme.

Sauberzweig, Karl Gustav (quartier général SS en Croatie) : arrêté par les britanniques ; se suicide en 1946 alors qu'il allait être extradé vers la Yougoslavie.

Sauckel, Fritz (plénipotentiaire du Travail, commissaire du Reich pour la main d'oeuvre) : condamné à mort par le Tribunal militaire international de Nuremberg et pendu le 16 octobre 1946.

Sauts, (Collaborateur du préfet Leguay, délégué de Bousquet en zone occupée) : disparu

Savart, (premier commandant du camp de Drancy) : disparu

Sawatzki, Willi (camp d'Auschwitz) : acquitté et relâché au cours du 4ème procès d'Auschwitz à Francfort (1973-1976).

Sawoniuk, Anton : condamné en 1993 par un tribunal anglais à la prison à vie.

Schacht, Hjalmar (Reichsbank) : acquitté par le Tribunal militaire international en 1946. Intercepté en 1951 à Lod, en Israël, lors d'un vol international, il est reconduit à l'aéroport sans être inquiété. Mort en 1970.

Schäfer, Emanuel (BdS de Serbie) : condamné à un an et neuf mois de prison par un tribunal de dénazification. Puis à une peine supplémentaire de six ans et six mois par un tribunal répressif allemand.

Schatz, Willi (services "médicaux" d'Auschwitz) : fait prisonnier par les Anglais à la fin de la guerre, libéré en janvier 1946, revient à Hanovre, reprend son métier de dentiste et se marie. Jugé au cours du procès de Francfort en 1963-1965, acquitté. Mort en 1985 à 80 ans.

Scheide, Rudolf (WVHA) : acquitté par un tribunal militaire américain.

Schellenberg, Walter (RSHA = services secrets, responsable de l'exécution de prisonniers de guerre russes) : condamné à six ans de prison par un tribunal militaire américain, le 2 avril 1949, mais pas pour actes contre les Juifs. Libéré avant la fin de sa peine, en décembre 1950. Mort en Italie en 1952.

Schellong, Conrad (Dachau : 1937-1938 ; Division SS Viking) : réfugié aux Etats-Unis dans l'Illinois ; procès en dénaturalisation en 1982 ; dénaturalisé à la même date ; les procédures d'expulsion ayant échoué, Schellong vivait toujours à Chicago en 1988.

Schelp, Fritz (Reichsbahn) : président de la Bundesbahndirektion de Hambourg en 1950. Membre du Vorstand de la Bundesbahn en 1952.

Schenckendorff, ? (général, commandant en chef de l'arrière-garde du groupe d'armée du centre sur le front de l'Est) disparu

Scherpe, Herbert (SS-Oberscharführer, Revier d'Auschwitz) : réussit à être libéré d'un camp d'internement après la guerre sans avoir été identifié, vit ensuite à Mannheim jusqu'à son arrestation en 1961. En détention préventive depuis août 1961, il est libéré le 19 août 65. A Francfort, condamné à quatre ans et demi de prison et à la perte de ses droits civiques pour quatre ans.

Schilling, Klaus (médecin à Dachau ; expérimente un vaccin contre le paludisme) : condamné à mort et pendu à Dachau le 28 mai 1946.

Schimana, Walter (SS, Police de Sécurité région de Donau, quartier général à Vienne) : emprisonné par les autorités autrichiennes à Salzburg ; se suicide avant son procès en 1948.

Schirach , Baldur von (Reichsstatthalter de Vienne) : condamné à vingt ans de prison par le Tribunal militaire international. Libéré en septembre 1966 après 20 ans. Mort en 1974.

Schirmer, Hans (Ministère de la Propagande sous les ordres de Goebbels, chargé de la radio) : retrouvé et dénoncé publiquement en 1975 par Beate Klarsfeld alors qu'il venait d'être nommé haut fonctionnaire au Ministère des Affaires Etrangères. Cette nomination entraîna une protestation du gouvernement israélien.

Schlage, Bruno (SS Oberscharführer, Blockführer d'Auschwitz) : en mai 1945, capturé par les Polonais, libéré en août 1949, rentre alors auprès de sa famille à Dehme où il vit depuis. Arrêté en avril 1964, libéré en 1969. Jugé, reconnu coupable d'avoir participé à des meurtres collectifs dans au moins 80 cas et condamné à une peine de prison de 6 ans au cours du procès de Francfort en 1963-1965. Mort le 9 février 1977 à 74 ans.

Schlegelberger, Franz (ministère de la Justice) : condamné à la prison à perpétuité par un tribunal militaire américain. Mis en liberté surveillée pour raisons médicales sur recommandation de la Commission de clémence en 1951.

Schleier, Hans-Martin ("patron des patrons allemands", commissariat aux biens juifs à Prague) : condamné en 1945 ou 46, puis libéré, avant de faire une seconde carrière qui se termina par son assassinat par la RAF (Fraction Armée Rouge, groupe terroriste d'extrême gauche appelé aussi la "Bande à Baader"). Son corps fut retrouvé dans le coffre d'une voiture à Mulhouse le 19 octobre 1977, avec trois balles dans la tête.

Schleier, Rudolf (directeur du Landesgruppe France du NSDAP, chargé de la propagande nazie en France, assure l'intérim d'Abetz, puis chargé de la propagande sur la question juive pour les agents de l'AA à l'étranger) : meurt en 1959.

Schluch, Karl Alfred (SS, opération T4 puis seize mois à Belzec) : écrit un rapport à la Libération sur l'extermination à Belzec. Après Belzec, affecté à l'automne 1943 à une unité combattante en Italie. Fait prisonnier par les Américains, puis libéré le 6 juillet 1945. Travaille d'abord comme ouvrier agricole, puis dans le bâtiment, avant de reprendre un poste d'infirmier (son métier d'origine) à partir de 1952 à l'hôpital de Breuning-Hau. Jamais jugé.

Schlüter, Friedrich (camp d'Auschwitz) : condamné à 4 ans et 1/2 d'emprisonnement au cours du procès d'Auschwitz par le tribunal de Francfort.

Schmal, Walter (allemand par son père, adjoint au chef du SD de Brive.) : Capturé par le maquis, reconnu, il sera exécuté le 22 août 1944 près de Lascaux..

Schmal, Rudolf (Kommandeur de la Sipo-SD de Nancy) : disparu

Schmelzer, Fritz (ministère de l'Armement) : Deutsche Industefinanzierungs A.G. Francfort en 1964.

Schmid, Theodor (ostbahn) : Bundesbahnberrat.

Schmidt, Henry (SS, chef de la Gestapo de Dresde) : survit sous un faux nom, est arrêté en avril 1986 et condamné à la prison à perpétuité le 28 septembre 1987 par le tribunal de Dresde. Libéré après 1989 pour raisons de santé, mort en 1992.

Schmidt, Max Hans Peter (Hauptscharführer, sévit à Fürstengrube) : le 19 avril 1979, le tribunal de Kiel abandonne les poursuites faute de témoins. Trois survivants non présents au procès ont témoigné depuis des exécutions ordonnées par le Kommand, participe à la réunion du 7 juillet 1942 qui organisa la rafle du Vél' d'hiv'ant Schmidt. Le consulat allemand de Boston a été sollicité par des Américains pour la réouverture d'un procès, sans réponse.

Schmitt, Philip-Johann-Adolf (SS, premier commandant du camp du fort de Breendonk en Belgique) : reconnu par un ancien déporté à la prison de Noorsingel à Rotterdam le 20 novembre 1945, jugé au procès d'Anvers en 1950, condamné à mort, fusillé à Anvers.

Schmidt, Paul Karl (chef de la presse au ministère des Affaires étrangères) : sous le nom de Paul Carell, auteur de best-sellers sur la Seconde Guerre mondiale.

Schmidt, Paul O. (interprète de Hitler) : témoin au procès de Nuremberg et alors emprisonné. Libéré ensuite. On ignore la date de sa mort.

Schmidt, W. (adjoint de Jöckel à la direction du camp de Térézin) : condamné à mort par le tribunal exceptionnel de Litomerice.

Schmitz, Heinrich (capitaine SS, adjoint au chef de la Gestapo en Lituanie, responsable des affaires juives au quartier général SS et à la police lituanienne) : arrêté à la fin de la guerre et jugé à Wiesbaden en 1962, se suicide avant le prononcé du jugement.

Schmitz, Hermann (membre du Conseil d'administration d'IG-Farben de 1935 à 1945, directeur des finances du groupe) : condamné à quatre ans de prison par un tribunal militaire allemand en 1948, mais pas pour actes contre les Juifs. Libéré en 1950. Président honoraire des aciéries Rheini à partir de 1956. Meurt en 1960.

Schneider, Hans Ernst (Hauptsturmführer SS ; en 1945, son nom apparaît dans un document pour de l'envoi de matériels pharmaceutiques à côté des signatures de Wolfram Sievers et de Hans Rauter) : échappe à la justice en 1945 ; se remarie avec sa femme en 1947 sous le nom de Hans Schwerte ; occupe une chaire de littérature moderne à l'Université d'Aachen en 1965 ; devient le doyen de la même université en 1970 ; sa véritable identité est révélée en 1995.

Schnitzler, Georg von (IG-Farben) : condamné à cinq ans de prison par un tribunal militaire américain.

Schobert, Johann (Unterscharführer, à Auschwitz en 1943, affecté au bureau de poste auxiliaire puis à l'état civil qui dépend du service politique durant un an, jusqu'à l'été 1944, muté à Debica comme formateur pour des SS) : renvoyé au front fin 1944, blessé en avril 1945 et capturé par les Soviétiques, libéré fin août 45. Se marie en 49 et a un enfant. Jugé au procès d'Auschwitz, à Francfort, acquitté. Mort en 1988 à 66 ans.

Schobert, Ritter von (commandant de la 11^e armée) : mort au combat en 1941.

Schoellen, Théodor (gardien au camp de Majdanek) : exécuté le 3 décembre 1944 à Majdanek.

Scholtz-Klink, Gerda (responsable des organisations des femmes nazies : Frauenwerk, Ligue de la Croix-Rouge féminine, Front du travail des Femmes) : arrêtée en 1948 et condamnée à dix-huit mois de prison par une cour française ; interdite d'occuper un poste public en Allemagne en 1950 ; publie « Les femmes dans le Troisième Reich » en 1978.

Schöngarth, Karl (SS-Oberführer, BdS du Gouvernement général et BdS de Hollande, participant à la Conférence de Wannsee du 20 janvier 1942) : condamné à mort par un tribunal britannique en 1946.

Schörner, Ferdinand (maréchal ; commandant groupes d'armées en Ukraine puis sur le front de l'est) : interné de 1945 à 1955 en URSS, puis condamné par un tribunal allemand en 1957 ; mort en 1973.

Schöttl, Vinzenz (Dachau, Lagerführer au camp d'Auschwitz-Monowitz) jugé par un tribunal américain et condamné à mort, lors d'un procès concernant Dachau. N'a pas été jugé pour ses activités à Auschwitz.

Schreiber, Walter (major-général, service médical de l'armée,) : aux mains des soviétiques de 1945 à 1948 ; échappe au tribunal de Nuremberg, récupéré dans le cadre de l'opération Paperclip, contrat de 180 jours avec l'Air Force School of Aviation Medicine à Randolph

Field, San Antonio, Texas. A l'expiration du contrat, lâché par le secrétaire d'État Thomas K. Finletter en raison des accusations relatives aux expériences médicales portées contre lui par un groupe de médecins de Boston en 1952. Part pour l'Argentine où il résiderait toujours.

Schreinko, Willy (SS, adjoint de Vorlander dans les massacres de résistants de La-Roche-De-Bran et d'otages à Chauvigny) : condamné à 5 ans de prison par contumace par le Tribunal militaire de Paris.

Schrijnen, Remy (SS belge, Langemarck) : emprisonné par les autorités belges de 1945 à 1950 ; de nouveau condamné en 1953 ; libéré en janvier 1955 ; vit en Belgique.

Schröder, Kurt Freiherr von (banquier allemand, finance l'arrivée au pouvoir de Hitler, organise l'entrevue secrète entre Hitler et Von Papen du 4 janvier 1933) : trouvé déguisé en SS dans un camp de prisonniers en France, interné par les Britanniques, jugé en novembre 1947 pour crimes contre l'humanité, condamné à trois mois de prison et à une amende dérisoire. Après un appel du procureur, il est condamné en 1948 à une amende plus conséquente de 500.000 marks, mais après un nouvel appel, il parvient à réduire le paiement à une somme insignifiante en juin 1950. Mort en 1965.

Schröder, Oskar (service médical de l'armée de l'air) : condamné à la prison à perpétuité par un tribunal militaire américain. Peine réduite à quinze ans par la Commission de clémence.

Schubert, Heinz Hermann (SS, SD, officier de l'Einsatzgruppe C) : à Nuremberg, condamné à mort par un tribunal militaire américain. Peine commuée en dix ans de prison par la Commission de clémence.

Schubert, Johann (section politique d'Auschwitz) : jugé et condamné au cours du procès de Francfort en 1963-1965

Schueller, Eugène (industriel, membre de la Cagoule, financier de l'extrême-droite, participe à la direction des mouvements pro-nazis MSR et RNP, collabore à la presse collabo) : à la Libération, le dossier pour collaboration économique est classé le 6 décembre 1948. Reprend ses activités industrielles et commerciale et fonde le magazine "Votre Beauté".

Schultze, Karl (ingénieur de la Topf qui fournit les aérations des crématoires d'Auschwitz, se rend plusieurs fois sur place en 1943 et 1944) : arrêté par les Soviétiques début mars 1946, interrogé à Moscou en février-mars 1948, condamné le 3 avril 1948 à 25 ans de travaux forcés, libéré en octobre 1955.

Schultze, Walter (SS, région Sud ; Quartier Général SD ; Président de l'Association des Professeurs d'Université) : condamné par le tribunal de dénazification de Munich à 4 ans de prison pour son rôle dans le meurtre de 380 handicapés. Lors de son procès , déclare n'avoir à aucun moment senti qu'il commettait une injustice ou un crime. Mort en 1979.

Schulz, Erwin (général SS, Gestapo, Einsatzgruppe C où il commande l'Einsatzkommando 5) : à Nuremberg, condamné à vingt ans de prison par un tribunal militaire américain. Peine réduite à 15 ans par la Commission de clémence. Libéré en 1954.

Schumann, Horst (médecin du programme T4 d'euthanasie, médecin des camps à Auschwitz et Ravensbrück, chargé des stérilisations) : activités médicales à Khartoum, au Soudan, et au Ghana. Extradé du Ghana et remis à l'Allemagne de l'Ouest en 1966. Procès ajourné pour

raisons de santé. Mort en 1983.

Schurz, Hanz (successeur de Max Grabner à la Gestapo d'Auschwitz) : n'a jamais été jugé.

Schütt, Heinz-Hans (SS-Scharführer, participe au programme d'euthanasie à Grafeneck et Hadamar, puis au camp de Sobibor jusqu'en août 1942 où il est chargé de l'intendance) : pour des raisons obscures, il est arrêté et condamné par un tribunal SS à six ans de prison, puis envoyé sur le front de l'Est vers la fin de la guerre.

Schwammberger, Joseph (officier SS) : fut le premier ancien ns de guerre extradé d'Argentine en 1990 après dix-sept ans de négociations. Jugé par le tribunal de Stuttgart en 1990, accusé de meurtre de 45 Juifs et de complicité d'assassinat pour 3000 autres dans trois camps de concentration en Pologne, condamné à la réclusion criminelle à perpétuité. Agé de 83 ans, était encore détenu en Allemagne en 1996.

Schwarz, Franz Xaver (Trésorier du NSDAP) : mort en 1945.

Schwarz, Gottfried (SS Hauptscharführer au crématoire de Grafeneck et de Bernburg, puis suppléant du commandant de Belzec) : tué en Istrie en 1944.

Schwarz, Heinrich (commandant d'Auschwitz III, puis nommé au Struthof) : jugé au procès de Natzweiler-Struthof par un tribunal militaire français, de décembre 1946 à février 1947, condamné à mort, exécuté le 20 mars 1947. N'a pas été jugé pour ses crimes commis à Auschwitz.

Schwarze, ? (Unterscharführer au camp de Klooga) : disparu

Schwarzhuber, Johann (SS obersturmführer, camp de Sachsenhausen de 1938 à 1942, puis Dachau en 1944, puis Auschwitz en 1944-1945, puis à nouveau Dachau, commandant adjoint de Ravensbrück le 12 janvier 1945) : arrêté le 3 mai 1945 par les Alliés, jugé par les Britanniques au procès de Ravensbruck, condamné à mort et exécuté le 3 mai 1947. N'a pas été jugé pour ses crimes commis à Auschwitz.

Schweblin, Jacques (commissaire, directeur de la police française des Questions Juives, participe à la réunion du 7 juillet 1942 qui organisa la rafle du Vél' d'hiv') : inculpé à la Libération, mort en Allemagne en 1945.

Schweinberger, Horst (officier de la police de sécurité du Reich, responsable du ghetto de Vilnius) : disparu

Schweinoch, Werner (Ostbahn) : Bundesbahnoberinspektor en 1964.

Schwier, Werner (commandant du KL d'Ommen aux Pays-Bas) : arrêté après la guerre ; interné dans un camp de prisonnier à Bruxelles ; s'échappe et fuit en Allemagne où il termine ses jours ; jamais inquiété.

Seibert, Willi (SS, SD, adjoint d'Olendorf à la tête de l'Einsatzgruppe D) : à Nuremberg, condamné à mort par un tribunal militaire américain. Peine commuée en quinze ans de prison par la Commission de clémence.

Seidl, Siegfried (commandant de Theresienstadt) : condamné à mort par un tribunal

autrichien en 1946.

Seifert, Michael (officier SS ; camp de Bolzano en Italie) : condamné in absentia à la prison à vie.

Seitz, Robert (un des responsables des crématoires d'Auschwitz-Birkenau) : n'a jamais été jugé.

Seldte, Franz (ministre du travail) : mort le 1 avril 1947 à l'hôpital américain de Nuremberg.

Sell, Max (entré dans la SS au début de la guerre, chef du service central des bâtiments de la Waffen-SS, administration d'Auschwitz) : mort peu après sa capture par les Américains, dans des circonstances imprécises.

Seyffarth, Arnold (contremaître de l'entreprise Topf, monte les fours crématoires d'Auschwitz-Birkenau où il séjourne trois mois en 1943) : aurait regagné Erfurt après son séjour à Auschwitz, puis ???

Sézille, Paul (agitateur antisémite alcoolique et violent, organisateur du Rassemblement antijuif de juillet 1940, secrétaire général de l'Institut d'étude des questions juives, organisateur de l'exposition "Le Juif et la France") : mort le 20 avril 1944 à l'âge de 65 ans.

Seyss-Inquart , Artur (Reichskommissar en Hollande) : condamné à mort par le Tribunal militaire international et pendu en 1946.

Shimkus, Kazys (Lituanien, major de l'armée de l'air et commandant du Premier bataillon d'Einsatzgruppen) : s'enfuit en Allemagne, vit en Australie.

Sievers, Wolfram (Ahnenerbe) : condamné à mort par un tribunal militaire américain et exécuté en 1948.

Silberbauer, Karl (Gestapo, Amsterdam, participe à l'arrestation d'Anne Frank et de sa famille) :
suspendu un an de la police, à son retour à Vienne, puis réintégré dans la police. .

Sima, Horia (chef de la Garde de fer) : préside un gouvernement fasciste roumain en exil (Vienne, Autriche, 1944-1945), puis s'enfuit en Espagne, où il est protégé Franco. Influence fortement le (néo)fascisme espagnol du type Blas Piñar, au moyen de publications et relations personnelles. Mort en 1993, à Madrid.

Simon, Gustav (chef de l'administration civile au Luxembourg) : arrêté en 1945. Se suicide

Simon, Max (commandant en second de la division "Totenkopf", puis chef de la division "Reichsführer SS" d'octobre 1943 à octobre 1944. nommé SS Gruppenführer le 20 avril 1944 avant de prendre le commandement du XIII.SS-Korps) : prisonnier des anglais, condamné notamment pour avoir ordonné les exécutions de civils et soldats allemands pour défaitisme ou lâcheté dans les derniers mois de la guerre, il est libéré en 1955. A nouveau arrêté, il est jugé et acquitté en 1956 par un tribunal allemand. Mort en 1961.

Six, Franz (Général SS, SD, Einsatzgruppe B où il commande le Vorkommando Moscou) : à Nuremberg, condamné à vingt ans de prison par un tribunal militaire américain. Peine

réduite à 10 ans par la Commission de clémence. Libéré en 1952. Puis conseiller en publicité.

Skorzeny, Otto : né en 1908, officier de la Waffen SS de 1940 -1943 (Standartenführer). A partir d'avril 1943, chef du groupe VI S du RSHA (préparation et exécution de sabotage derrière les lignes ennemies). Le 12 septembre 1943, il fait évader avec son "unité spéciale" Mussolini, prisonnier du gouvernement Badoglio. Chef des SS jagdverbände (janvier 1944). Commandant de la division spéciale Schwedt. Arrêté et évadé (sans difficultés), dirigeait encore une affaire immobilière à Madrid dans les années 1970. Mort en 1975.

Sollmann, Max (Lebensborn) : condamné par un tribunal militaire américain au temps accompli pour son affiliation à une organisation criminelle.

Sommer, Karl (WVHA) : condamné à mort par un tribunal militaire américain. Peine commuée à la prison à perpétuité par le gouverneur militaire, puis réduite à vingt ans par la Commission de clémence.

Sommerer, Georg (section III, direction du camp d'Auschwitz) : n'a jamais été jugé.

Spanner, Rudolph ("médecin" SS, du camp du Stutthof) : sa "formule" fut évoquée à l'audience du 14 février 1946 du procès de Nuremberg. Après la guerre, Spanner a été directeur de la chaire d'anatomie à l'université de Cologne.

Speer , Albert (ministre de l'Armement) : condamné à vingt ans de prison par le Tribunal militaire international en 1946. Libéré le 1er octobre 1966 après 20 ans, mort le 1er septembre 1981.

Speidel, Hans (chef d'état-major, commandant militaire en France de 1940 à 1942) : commandant des forces terrestres de l'OTAN en Europe centrale au milieu des années 1950.

Speidel, Wilhelm (commandant militaire en Grèce) : condamné à vingt ans de prison par un tribunal militaire américain, mais pas pour actes contre les Juifs. Peine réduite en 1951 par la Commission de clémence au temps déjà accompli.

Spirito, François (gangster marseillais, indicateur du SD de Marseille, fait des coups à Paris avec ceux de la rue Lauriston.): disparaît en 1944 grâce à ses relations avec la mafia. Réapparaît aux Etats-Unis en 1948. Extradé en 1954, acquitté faute de preuves. Mort à Marseille en 1967.

Sporrenberg, Jakob (général SS, chef des SS et de la Police de Lublin, chargé d'écraser la révolte de Sobibor) : condamné à mort en Pologne en 1950. Exécuté.

Stadie, Otto (participe au programme T4 d'euthanasie à partir de 1940 à Brandenburg ; à Treblinka de juillet 1942 à juillet 1943 ; à Trieste en 1944) : condamné à sept ans d'emprisonnement en 1965.

Stahlecker, Franz Walter (commandant de l'Einsatzgruppe A) : tué le 23 mars 1942, dans un combat avec les partisans soviétiques.

Stahler, Sylvester (officier SS) : électricien en Autriche, pas entendu lors du procès

Stalp, Heinz (kapo à Majdanek) : exécuté le 3 décembre 1944 à Majdanek.

Stangl, Franz (ancien officier de police, SS-Hauptsturmführer, participe au programme d'euthanasie à Hartheim et Berneburg, commandant de Sobibor, puis de Treblinka) : passe en Italie avec des papiers de la Croix-Rouge et, avec l'aide de l'évêque Hudal du Vatican, s'enfuit à Damas en 1948, Au Brésil de 1951 à 1967. Découvert en 1967 dans une usine Volkswagen, à Sao Paulo. Extradé et condamné à la prison à perpétuité à Düsseldorf en 1970. Mort d'une crise cardiaque, en détention, le 28 juin 1971.

Starck, Wilhelm (RSHA ; Gestapo et chef de la police d'Augsbourg) : condamné en 1948 à 4 ans de prison ; mort en 1968.

Stark, Hans (SS Untersturmführer, dans les KZ de Sachsenhausen, Buchenwald et Dachau, blockführer à Auschwitz en 1940, section politique du camp d'Auschwitz, abattait des femmes par plaisir à l'entrée de la chambre à gaz en 1942, puis détaché pour faire des études de droit) : en janvier 1945, demande à repartir au front, capturé par les Russes en mai 1945 et réussit à s'enfuir deux jours après. Travaille chez un agriculteur jusqu'à l'automne 1946. Ensuite, suit des études d'agriculture de l'automne 1946 à 1951 et devient professeur d'agronomie, puis chargé de mission dans les syndicats agricoles, se marie en 1953 et aura deux enfants. Arrêté en avril 1959, en prison préventive d'avril 1959 à octobre 1963, condamné par le Cour d'Assises de Francfort en 1965 à 10 ans de réclusion juvénile car il n'avait pas 21 ans à l'époque des faits. Libéré en 1968. Mort le 21 mars 1991 à Darmstadt à 70 ans.

Steckenbach, Bruno (chef du personnel du RSHA) : arrêté par les Soviétiques ; en captivité soviétique de 1945 à 1955 ; libéré ; nouveau procès ajourné en 1973 pour raisons de santé ; mort en 1977.

Steengracht van Moyland, Adolf (ministère des Affaires étrangères) : condamné à sept ans de prison par un tribunal militaire américain. Peine réduite à cinq ans par le tribunal en retirant la condamnation pour agression. Libéré en 1950.

Steimle, Eugen (SS, SD, Einsatzgruppe B où il commande le Sonderkommando 7, puis Einsatzgruppe C où il commande le Sonderkommando 4a) : à Nuremberg, condamné à mort par un tribunal militaire américain. Peine commuée en vingt ans de prison par la Commission de clémence. Libéré en 1954.

Steinberg, Karl (un des responsables des crématoires d'Auschwitz-Birkenau) : n'a jamais été jugé.

Steinbrinck, Otto (Mitteldeutsche Stahlwerke) : condamné à cinq ans de prison par le tribunal militaire américain

Steiner, Félix (entre dans la SS en 1933 dont il devient un des principaux organisateurs. Commande la division Wiking. SS-Obergruppenführer en 1943, est mis au courant d'un complot contre Hitler et laisse entendre qu'il n'est pas opposé totalement à leur plan. Pourtant, dans les derniers jours de la guerre, commande encore "le groupe d'armée Steiner" que Hitler attendra vainement dans Berlin encerclé) : disgracié par Himmler en mars 1945, il sera arrêté par les anglais. Libéré au bénéfice du doute en 1948, il va par la suite rédiger des essais et des souvenirs. Meurt en 1966 à Munich sans jamais avoir été condamné.

Stenger, Dr (représentant du MBF auprès du Commissariat Général aux Questions Juives) : disparu

Stepinac, Alojzije (cardinal croate oustachi, archevêque de Zagreb ; « Hitler est un envoyé de Dieu » déclare t-il en 1942) : condamné aux travaux forcés ; peine commuée en assignation à résidence ; béatifié le 3 octobre 1998 par l'Eglise catholique, malgré les protestations du Centre Simon Wiesenthal.

Stier, Walther (Ostbahn) : Amtsrat. Administration centrale de la Bundesbahn de Francfort en 1963. Puis Bundesbahndirektor.

Stinnes, Hugo (industriel allemand, une des grands bénéficiaires de l'"aryanisation", utilisateur de main d'oeuvre concentrationnaire juive) : mis en état d'arrestation dans l'été 1945, ses liens avec le parti nazi ne peuvent être alors établis et il est relâché en juin 1948.

Stock, Walter (Chef de la Gestapo de Berlin en 1942, organise la déportation des Juifs de Berlin) : jugé par le Landesgericht Berlin en 1951

Strauch, Eduard (SS, SD, Einsatzgruppe A où il commande l'Einsatzkommando 2) : à Nuremberg, condamné à mort par un tribunal militaire américain. Extradé et remis à la Belgique; de nouveau condamné à mort. Exécution ajournée en raison de l'état mental de l'accusé. Mort en 1955.

Strauss, Adolf (commandant de la 9e armée, Groupe d'armées Centre) : détenu en zone britannique en 1948 en attendant d'être jugé. Déclaré trop malade en 1949 pour supporter un procès.

Streicher , Julius (directeur de Der Stürmer) : condamné à mort par le tribunal militaire international et pendu en 1946.

Stroop, Jürgen (chef des SS et de la Police de Varsovie) : condamné à mort en Pologne et exécuté en 1951.

Stübbs, Gerhard (Gestapo de Berlin, affaires juives, organise la déportation des Juifs de Berlin) : accusé de malversation en octobre 1942, il se suicida avant d'être arrêté.

Stuckart, Wilhelm (ministère de l'intérieur, participant à la Conférence de Wannsee du 20 janvier 1942) : condamné par un tribunal militaire américain, pour raisons de santé, au temps déjà accompli. Condamné à une amende de 500 marks par un tribunal de dénazification.

Trésorier payeur général d'Helmstedt, puis directeur de l'Office pour la promotion économique de la Basse -Saxe. Mort dans un accident de voiture en 1953.

Stülpnagel, Karl-Heinrich von (commandant de la 7e armée et commandant militaire en France) : membre du complot contre Hitler au moment de l'attentat du 20 juillet 1944, est arrêté, tente de se suicider. Condamné à mort lors du procès de Berlin-Plötzensee le 30 août 1944 et exécuté par pendaison.

Stülpnagel, Heinrich von (commandant militaire en France du printemps 1942, où il succède à son frère Otto, au 20 juillet 1944) : pendu par les Nazis après l'attentat manqué contre Hitler.

Stülpnagel, Otto von (commandant militaire en France jusqu'au printemps 1942, puis brièvement après l'exécution de son frère Heinrich) : se suicide en se pendant dans la prison du Cherche-Midi en février 1948.

Stumpfl, Friedrich (directeur de génétique et de biologie raciale à l'Université d'Innsbruck ; « expertise » des vagabonds et des juifs dans le cadre de la politique d'eugénisme) : continue sa carrière après guerre en Autriche.

Stütz, Josef (SS Hauptsharführer, Kaunas) : tué par un Juif de Vilnius en 1943

Suarez, Georges (journaliste collaborateur, pro-nazi et antisémite, directeur d' "Aujourd'hui", juge Vichy "trop mou" avec les Juifs et les résistants) : arrêté, traduit devant la Cour d'Assises de la Seine, condamné à mort le 23 octobre 1944 et exécuté au fort de Montrouge le 5 novembre 1944.

Suchomel, Franz (SS Unterscharführer, participe au programme T4 d'euthanasie à Berlin et Hadamar ; à Treblinka d'août 1942 à octobre 1943, puis à Sobibor ; à Trieste en 1944) : condamné à 6 ans de prison en 1965, libéré en 1969.

Suhren, Fritz (commandant de Ravensbrück) : jugé en 1949 à Rastatt, condamné à mort et exécuté le 12 juin 1950 .

Szálasi, Ferenc (chef d'État hongrois, créateur des "Croix Fléchées", premier ministre en 1944 au moment de la déportation des Juifs de Hongrie) : exécuté en Hongrie en 1946.

Sztójay, Döme (Premier ministre hongrois en 1944) : exécuté en Hongrie en 1946.

la lettre T

Tanguy, G. (commissaire de la police française, directeur de la police judiciaire) : disparu

Taube, Anton (section III, direction du camp d'Auschwitz) : n'a jamais été jugé.

Taubert, Eberhard (ministère de la Propagande) : Volksbund für Frieden und Freiheit, 1955

Taunis, Ignas (Lituanien, membre du loup de Fer, du Parti Nationaliste collaborationniste, en 1944 directeur des services de police puis gardien-chef adjoint de la prison de Kaunas, directeur de la main d'oeuvre) : s'est réfugié en Australie où il vivrait encore.

Teichmann, Heinrich (employé civil d'Auschwitz-Birkenau, chargé des "actions spécisles" et de l'aménagement des chambres à gaz) : disparu

Terboven, Josef (Commissaire du Reich pour la Norvège) : se suicide le 8 mai 1945.

Ter Meer, Fritz (membre du Conseil de direction d'IG-Farben de 1934 à 1945) : condamné à sept ans de prison par un tribunal militaire américain en 1948. Libéré en 1950. Président adjoint de T.G. Goldschmidt A.G. d'Essen ; Aufsichtsrat de Bankverein Westdeutschland A.G. de Düsseldorf ; Aufsichtsrat de Düsseldorfer Waggonfabrik, en 1955. Président du Conseil d'administration de Bayer de 1956 à 1964. Meurt en 1967.

Teissedou, Paul (cadre du Commissariat Général aux Questions Juives, directeur de la zone de Paris de la Direction Générale de l'Aryanisation Economique) :disparu

Thadden, Eberhard von (ministère des Affaires étrangères) : mis en accusation devant un

tribunal allemand de Nuremberg en 1948. S'enfuit à Cologne, où le procureur refuse son extradition en 1949 et en 1950. Toujours à Cologne en 1953. Meurt en 1964, pendant l'instruction de son dossier, dans un accident de voiture.

Thernes, Anton (SS - Obersturmbannführer ; Majdanek) : condamné à mort par un tribunal polonais ; exécuté à côté du crématoire de Majdanek le 3 décembre 1944.

Theuer, Adolf (infirmier SS d'Auschwitz) : jugé à Prague et condamné à mort.

Thierack, Otto Georg (ministre de la Justice en 1933, vice-président du Tribunal du Reich en 1935, président de la "Haute Cour du Peuple" de 1936 à 1942) : se suicide, dans le cap d'internement d'Eselheide près de Paderhorn, en 1946.

Thomalla, Richard (SS, constructeur du camp de Sobibor, protégé de Globocnik) : exécuté le 12 mai 1945 par le NKVD, en, URSS.

Thomas, Georg (OKW/Wi Rü) : incarcéré à Buchenwald après une purge. « Libéré » là par les Alliés en 1945.

Thomas, Max (Bds Belgique et France du Nord de 1940 à 1941, BdS d'Ukraine) : serait mort au combat en 1944

Thyssen, Fritz (important industriel allemand, soutien du parti nazi dès 1923, finance toutes ses campagnes électorales, membre du Reichstag en novembre 1933) : catholique pratiquant, il entre en désaccord avec la politique de réarmement de Hitler, Ses propriétés sont confisquées par les nazis. Arrêté par la police de Vichy, il est livré aux Allemands et passe la fin de la guerre en prison. Mort en 1951 à Buenos-Aires.

Tiso, Jozef (président de la Slovaquie) : mis à l'abri par le cardinal Faulhaber dans un monastère bavarois en mai 1945. Pris par les Américains, extradé et remis à la Tchécoslovaquie en novembre 1945. Exécuté dans ce pays en 1947.

Tissot, Paul (Commissaire de police, dirige la 3ème section des Renseignements Généraux responsable de rafles durant l'occupation à Paris) : abattu le 28 juin 1943 de deux balles alors qu'il venait de quitter son domicile à Fontenay-sous-bois

Todt, Fritz (Ministre de l'armement, organisateur du travail forcé) : Trouve la mort en février 1942 dans un accident d'avion.

Topf, Ernst-Wolfgang (codirecteur de la Topf qui fournit les fours crématoires des camps) : passe à l'Ouest en juin 1945, dirige à partir de 1951 la Topf & Söhne à Wiesbaden, dissoute en 1963.

Topf, Ludwig junior (codirecteur de la Topf qui fournit les fours crématoires des camps) : se suicide le 30 mai 1945 dans sa maison d'Erfurt.

Tornbaum, Alfred (SS, commandant de la 3ème compagnie de police allemande à Kaunas) : jugé à Wiesbaden, en Allemagne, en 1962. La Cour estima qu'elle n'avait pas assez de preuves pour prononcer un jugement.

Tournay, Raymond (médecin français, secrétaire général de la Fédération des Associations amicales de médecins du front qui a établi, le 6 janvier 1941, la demande de mise en place d'un numerus clausus des médecins juifs) : interdit d'exercice à la Libération, mais néanmoins élu au Conseil de l'Ordre de la Seine, puis président d'honneur de la Société française de Phlébologie, mort en 1984.

Touvier, Paul (chef de la milice de Lyon) : Longtemps caché par des religieux, il avait été gracié par Georges Pompidou en 1970. Recherché à nouveau, il a été arrêté à Nice, dans un couvent, en 1989. Pour s'être rendu « sciemment complice de crimes contre l'humanité », il a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité en 1994. Il est mort en 1996 à Fresnes.

Trabant, August-Wilhelm (General der Waffen-SS ; Kdr Horst Wessel) : en captivité soviétique de 1945 à 1954 ; meurt en 1968.

Trenker, Othmar Alfred (SS, Hauptsturmführer ; commandant adjoint de la Gestapo de Munich ; en Pologne en 1940 ; organise en 1944 les déportations de Hongrie ; participe sur ordre de Kaltenbrunner l'enquête sur les conjurés du 20 juillet 1944) : vit en Allemagne.

Trzebinski, Alfred ("médecin" SS, Neuengamme, Auschwitz) : condamné à mort par un tribunal britannique et exécuté. N'a pas été jugé pour ses activités à Auschwitz.

Tschentscher, Ervin (WVHA) : condamné à dix ans de prison par un tribunal militaire américain. Peine réduite en 1951 par la Commission de clémence au temps déjà accompli.

Tuka, Vojtech (Premier ministre slovaque) : condamné à mort en Tchécoslovaquie en 1946.

Tulard, André (Service des Affaires Juives, directeur du fichier juif de la Préfecture de police, participe à la réunion du 7 juillet 1942 qui organisa la rafle du Vél' d'hiv') : meurt dans son lit, le 3 février 1967, ayant conservé son titre de "chevalier de la Légion d'honneur

Tumann, Anton (capitaine SS, gardien du camp de Maïdanek, puis commandant du camp de Neuengamme) : identifié comme responsable par la Commission d'enquête extraordinaire polono-soviétique, condamné à mort et exécuté le 8 octobre 1946.

Turner, Harald (bureau du gouverneur militaire de Serbie) : condamné à mort en Yougoslavie en 1947.

la lettre U

Ulmer (SS Unterscharführer, architecte, dessine les plans de crématoire pour Birkenau) : en désaccord avec l'utilisation de son travail, est versé dans une unité combattante à la fin de 1942.

Ulrich, Aquilin , alias Dr Schmidt (pseudonyme) (médecin ayant participé aux action d'euthanasie du programme T4) : jugé par la Cour d'Assises de Francfort-sur-le-Main en mai 1967, en même temps que les Dr Bunke et Endruweit, acquitté après avoir affirmé que la mort des malades mentaux n'avait pas été cruelle et s'être référé aux ouvrages scientifiques de l'époque qui préconisaient l'euthanasie. Le verdict d'acquittement fut accueilli par des applaudissements de la salle. Le parquet fit appel, mais les trois médecins produisirent des certificats médicaux selon lesquels leur état de santé était incompatible avec le stress d'un

nouveau procès. Cela n'empêcha pas le Dr Ulrich de continuer à exercer la médecine jusqu'en 1984. Un nouveau procès des trois médecins eut lieu en 1987 et il fut condamné à 4 ans de privation de liberté. Il fit appel et la peine fut réduite à 3 ans.

Unger, Fritz (chef de groupe au KDS de Toulouse, adjoint du Sturmbahnführer Suhr)
:disparu

Unverhau, Heinrich (SS-Oberscharführer, participe au programme d'euthanasie, membre de la direction SS de Belzec, puis transféré en mai 1943 à Sobibor) : après la guerre, il gagne sa vie comme musicien. Acquitté à l'issue du procès de l'euthanasie à Grafeneck en 1948 ; acquitté au procès de Belzec à Munich en 1963-64.

Urbanczyk, Walter (SS Obersturmführer, supervise la construction de fours crématoires à Auschwitz) : disparu

Urvoy, Yves (directeur à Vichy de l'Institut national légionnaire, fondateur du groupe "Renaître" basé sur les principes de la révolution nationale, intervenant à l'école de la Milice d'Uriage) : enlevé dans sa propriété le 19 août 1944 et retrouvé mort le lendemain.

la lettre V

Vaernet, Karl (d'origine danoise) : s'échappe en 1947 en Amérique du Sud ; travaille au Ministère de la Santé en Argentine en tant qu'endocrinologue ; mort le 25 novembre 1965.

Valance, Robert (cadre du Commissariat Général aux Questions Juives, directeur général adjoint de la Direction Générale de l'Aryanisation Economique) : auditionné en octobre 1946 dans le cadre de l'instruction menée contre Darquier de Pellepoix,

Vallat, Xavier (commissaire français aux questions juives) : condamné en France à dix ans. Libéré par le ministre de la Justice, René Mayer, en décembre 1949 après 5 ans. Mort le 6 janvier 1972.

Van Der Brouck, Abdon (ancien sous-officier français, KDS de Lille, chef de la "brigade des anges" (espionnage et infiltration) pour la Gestapo de Lille-Bruxelles ; organise en juin 1944 "le train de LOOS" où 1250 détenus de la prison centrale de LOOS seront déportés sur Sachsenhausen et Dachau) : arrêté en Hollande, il est jugé et condamné à mort. Sera exécuté à Lille le 19 juin 1947 en compagnie de cinq de ces camarades dont Léoncy Grevet, chef de la section anti-juive de Lille.

Van de Voorde, Gaston (SS belge, camp du fort de Breendonk) : condamné à mort lors du procès de Malines, exécuté à Malines le 12 avril 1947.

Van Neck, Frans (SS belge, camp du fort de Breendonk) : condamné à mort lors du procès de Malines, exécuté à Malines le 12 avril 1947.

Van Praet, Petrus (SS belge, camp du fort de Breendonk) : condamné à mort lors du procès de Malines, exécuté à Malines le 12 avril 1947.

Vasseur, Jacques (agent du SD d' Angers) : disparaît en août 1944, condamné à mort par contumace le 11 septembre 1945. Retrouvé et arrêté à Lille en 1962. Jugé par la Cour de sûreté de l' Etat, il est condamné à mort le 18 octobre 1965. Gracié par De Gaulle, sa peine est commuée en détention à perpétuité.

Vayssettes, Pierre (sous-chef de bureau aux Affaires Juives, adjoint de Tulard, employé au Service des Affaires juives) : révoqué sans pension par la Commission d'Epuration de la Police (séance du 20 avril 1945) ; son dossier personnel disparaît ensuite des Archives. Aurait cependant touché sa retraite par la suite. Mort en 2002.

Veessenmayer, Edmund (ministre en Hongrie): condamné à vingt ans de prison par un tribunal militaire américain. Peine réduite à dix ans par la Commission de clémence. S'occupe d'affaires commerciales à Darmstadt en 1961.

Veliavicius-Vylius, Ignas (Lituanien, capitaine de l'armée de l'air, commandant de la prison de Kaunas et du "Neuvième Fort" de juin 1941 à janvier 1943) : s'enfuit avec les Allemand, arrêté par les douaniers soviétiques en essayant de retourner en Lituanie, jugé en mai 1945.

Verbeeck, Franz Heinrich (Ostbahn) : Bundesbahndirektor.

Vermeulen, Georges (SS belge, camp du fort de Breendonk) : condamné à mort lors du procès de Malines, exécuté à Malines le 12 avril 1947.

Vialon, Friedrich (Ostland) : ministère d'Allemagne fédérale des Finances de 1950 à 1958 ; bureau du Chancelier fédéral de 1958 à 1962 ; Staatssekretär au ministère d'Allemagne fédérale pour la Coopération économique (Wirtschaftliche Zusammenarbeit) de 1962 à 1966.

Viel, Julius (sous-lieutenant SS accusé d'avoir tué sept travailleurs venant de la prison de la Gestapo à Theresienstadt en mars 1945, à Leitmeritz [aujourd'hui Litomerice, en République Tchéque]) : âgé de 83 ans, a été condamné à 12 ans de prison par le tribunal de Ravensburg, en Allemagne, le 3 avril 2001.

Vieux, Marcellin (capitaine de gendarmerie, second commandant de la gendarmerie du camp de Drancy, juillet 1942-septembre 1942, au moment de l'arrivée des rafles du Vél'd'hiv et des déportations massives vers Auschwitz) : pas arrêté mais inculpé, jugé devant la Cour de Justice de la Seine pour atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat en 1947, en fuite .

Viffert, Ernst (SS danois, Ligue des Volontaires danois) : condamné pour crimes de guerre par le tribunal militaire de Kiev à 25 ans de travaux forcé ; mort en 1950.

Villaplane, Alexandre (ancien footballeur de l'équipe de France, capitaine durant la coupe du monde 1930, Gestapo française, chef de la Brigade Nord-Africaine, composée de maghrébins faisant de la lutte anti-maquisards) : condamné à la peine capitale le 1er décembre 1944, exécuté à Montrouge le 27 décembre 1944.

Villinger, W. (expert en stérilisation et euthanasie) : retrouvé en 1945 ; directeur de la

clinique neuro-psychiatrique de Marburg.

Voegler, Albert (industriel allemand, un des principaux soutiens financiers de Hitler de 1930 à 1933) : mis en cause par Kaltenbrunner pour propos défaitistes après l'attentat contre Hitler de juillet 1944, il est protégé par Albert Speer. Se suicide à Dortmund, le 13 avril 1945, après son arrestation par les troupes américaines.

Vogel, Hermann (gardien au camp de Majdanek) : exécuté le 3 décembre 1944 à Majdanek.

Volk, Leo (WVHA) : condamné à dix ans de prison par un tribunal militaire américain. Peine réduite à huit ans par la Commission de clémence.

Vorlander, Karl (officier SS) : condamné à mort par le Tribunal militaire de Paris,

Vos, Peter (responsables des crématoires d'Auschwitz-Birkenau) : disparu

Voss, Bernhard (quartier général SS) : pendu à Prague le 4 février 1947.

la lettre W

Wächter, Otto von (SS-Gruppenführer et Generalleutnant de la Police, gouverneur de Galicie) : mort à l'hôpital Santo Spirito de Rome le 10 septembre 1949, sous la protection de l'évêque Alois Hudal.

Wagner, Adolf (Gauleiter de Bavière) : mort de maladie le 12 avril 1944.

Wagner, Eduard (Generalquartiermeister de l'armée) : exécuté après une purge en 1945.

Wagner, Gustav (SS-Oberscharführer, surnommé "Gustl", Sobibor, particulièrement sadique) : après la guerre, s'échappe avec Stangl et est découvert au Brésil. Le gouvernement brésilien refuse de l'extrader vers l'Allemagne. Selon les sources gouvernementales brésiliennes, se serait suicidé en octobre 1980.

Wagner, Heinrich accusés du meurtre de 19 enfants) : procès suspendu en 1993 pour raisons de santé ; naturalisé australien ; vit à Adelaïde.

Wagner, Horst (ministère des Affaires étrangères) : arrêté sur ordre des autorités allemandes en 1949. S'enfuit en Espagne, puis en Italie. Echec de la procédure d'extradition entamée en 1953 en Italie. Rentre par la suite en Allemagne. Arrêté après avoir fait une demande de versement de retraite et relâché moyennant une caution de 80 000 marks en avril 1960. Non jugé. Mort en 1977.

Wagner, Robert (Reichsstatthalter de Bade et chef de l'administration civile en Alsace) : condamné à mort le 4 mai 1946 et exécuté en France le 14 août 1946.

Wahlmann, Adolf ("médecin" du centre de mise à mort d'Hadamar : programme T4 d'euthanasie) : jugé par la cour d'Assises de Francfort-sur-le-Main en mars 1947, condamné à mort. Se pourvoit en cassation. La qualification de "complicité de meurtre" (qui déjà remplaçait celle d'"homicide volontaire") fut remplacée par celle d'"incitation au meurtre". La peine fut

ensuite commuée en emprisonnement à perpétuité, puis il fut remis en liberté.

Walbaum, Jost lieutenant SS (gouverneur général) : son extradition vers la Pologne fut refusée par les autorités britanniques occupantes en 1948-1949. Médecin. Fit l'objet d'enquêtes ouest-allemandes qui s'achevèrent en 1963 sans donner lieu à procès.

Wannenwacher, (lieutenant SS, accompagne des trains de déportation de Drancy à la frontière allemande en 1943) : disparu

Warlimont, Walter (OKW) : condamné à la prison à perpétuité par un tribunal militaire américain. Peine réduite à dix-huit ans par la Commission de clémence.

Walter, Bernhard (SS Oberscharführer, photographe de l'identité à Auschwitz, co-auteur, avec Ernst Hoffmann, des photos de l'album d'Auschwitz) : fut interrogé lors du procès de Francfort, en 1964, où ses photos furent montrées par Lili Jacob

Weber, (WVHA, service de la construction) : un Johannes Weber a été condamné à 15 ans de prison lors du procès Auschwitz/Birkenau en 1947

Weichs, Maximilian von (commandant de la 2e armée, Groupe d'armées Centre, et commandant en chef du Sud-Est) : mis en accusation devant un tribunal militaire américain. Trop malade pour être jugé.

Weingärtner, Peter (Blockführer d'Auschwitz-Birkenau) : disparu

Weinmann, Ernst (engagé au parti nazi avec son frère Erwin, commandant de la police de Sécurité en Serbie) : disparu

Weinmann, Erwin (engagé au parti nazi avec son frère Ernst, dirige un commando de l'Einsatzgruppen C, commandant de la police de Sécurité à Prague en 1943) : introuvable après la guerre, fut déclaré officiellement mort en 1949.

Weirauch, Lothar (chef de la division de la population et de l'aide sociale au Ministère de l'Intérieur, chargé des déportations) : après la guerre, directeur au Ministère des Affaires étrangères de RFA chargé des ressortissant allemands.

Weiseborn, Jacob (commandant du camp de Flossenbürg de 1938 à 1939) : se suicide le 20 janvier 1939.

Weiss, Martin Gottfried (commandant du camp de Dachau de 1942 à 1943) : condamné à mort et pendu à Dachau le 28 mai 1946.

Weizsäcker, Ernst von (ministère des Affaires étrangères) : condamné à sept ans de prison par un tribunal militaire américain. Peine réduite à cinq ans par le tribunal par retrait de la condamnation pour agression. Libéré en 1950. Mort en 1951.

Wende, (chef du four crématoire au camp de Maïdanek) : identifié comme responsable par la Commission d'enquête extraordinaire polono-soviétique disparu

Wendler, Richard (SS-Gruppenführer et Generalleutnant de la Police, gouverneur du district

de Cracovie et de Lublin), mort le 24 août 1972 en Bavière.

Werkmann, ? (architecte civil du SS-HHB, puis du WVHA, réalise les plans de crématoires à Auschwitz) : disparu

Werkmeister, Karl (ministère des Affaires étrangères) : ambassadeur en Suède en 1963.

Werner, Rudolf: un procès a eu lieu à Mayence en 1966-67 où il a été jugé et condamné en même temps que Windisch mais ce premier procès s'achève sur un vice de forme (le président de la cour, le Dr. Von der Sand ayant fait installer un dispositif d'écoute dans la salle du jury). Le second procès s'ouvre en février 1969, sans Werner, inapte à subir un procès pour raisons de santé. Mort en 1971, à 63 ans.

Weser, Arno dit « Le cracheur » (SS, Gestapo de Dresde, persécuteur des Juifs de Dresde) : selon Viktor Klemperer, se serait empoisonné en 1945.

Wetzel, Erhard (ministère des territoires de l'Est) : fait prisonnier par les Soviétiques. Libéré en 1955. Ministerialrat en Basse-Saxe. A pris sa retraite en 1958.

Wijss, Fernand (SS belge, camp du fort de Breendonk) : condamné à mort lors du procès de Malines, exécuté à Malines le 12 avril 1947.

Willing, August (contremaître de l'entreprise Topf, monte les fours crématoires de Dachau et de Gusen-Mauthausen) : disparu

Windisch, Léopold (délégué aux Affaires juives pour le district de Lida Mort le 28 juillet 1985.

Winkelmann, Otto (chef suprême des SS et de la Police en Hongrie) : conseiller municipal de Kiel. Fait appel pour le retrait de sa pension par le Schleswig-Holstein en 1974.

Winkler, Max (Bureau central d'administration de l'Est) : Mort en 1961.

Wirth, Christian, surnommé (ancien chef de la police de Stuttgart, SS-Sturmabführer, inspecteur du programme d'euthanasie et de l'Opération Reinhard sous les ordres de Globocnik, inspecteur des trois camps : Belzec dont il sera le premier commandant, Majdanek, Sobibor) : tué par des partisans le 25 mai 1944. Enterré dans le cimetière militaire allemand de Costermano, en Italie, sous une grande croix de pierre.

Wirth, Eduard ("médecin" SS, exerce au camp de Dachau, Neuengamme, puis Auschwitz) : capturé par les Anglais, se pend en septembre 1945.

Wisliceny, Dieter (expert pour la déportation en Slovaquie, Grèce et Hongrie) : exécuté en Tchécoslovaquie en 1948.

Wittrock, Hugo (commissaire régional de Riga, crée le ghetto de la ville) : disparu

Wittwer, (SS Unterscharführer, s'occupe de la mise en place des crématoires) : disparu

Wöhler, Otto (11e armée) : condamné à huit ans de prison par un tribunal militaire

américain.

- # Wohlthat, Helmut (Bureau du plan de quatre ans) : Aufsichtsrat de Farbenfabriken Bayer A.G. en 1951.
- # Wolf, Franz (SS-Unterscharführer, frère de Josef Wolf, au camp de Sobibor avec son frère à l'époque de la révolte du camp) : condamné à huit ans de prison lors du procès de Sobibor, à Hagen, en 1966. Vivrait aujourd'hui en Bavière.
- # Wolf, Josef (SS-Unterscharführer, frère du précédent, arrive à Sobibor en mars 1943,) : tué dans la révolte de Sobibor ; enterré dans le cimetière militaire allemand de Chelmn.
- # Wolff, Karl (chef de l'état-major personnel de Himmler) : condamné en 1949 par un tribunal de dénazification au temps déjà accompli. Condamné à quinze ans de prison par un tribunal de Munich en 1964. Libéré en 1971. Mort en 1984.
- # Wolter, Waldemar (médecin SS à Dachau puis Herzogenbush, puis SS-Sturmbannführer d'août 44 au 3 mai 1945 à Mauthausen) : exécuté le 25 mai 1947 à Landsberg
- # Wörmann, Ernst (ministère des Affaires étrangères) : condamné à sept ans de prison par un tribunal militaire américain. Peine réduite par le tribunal à cinq ans par retrait de la condamnation pour agression.
- # Wosnitza, Erich (Gestapo d'Auschwitz) : disparu
- # Wulff, Heinrich: condamné à 10 ans de travaux forcés ; peine réduite à 5 ans en 1952 ; libéré en 1955.
- # Wunsch, Franz (section d'Administration et d'Economie d'Auschwitz) : jugé à Vienne en 1972 et acquitté.
- # Würster, Karl (membre du Conseil de direction d'IG-Farben de 1938 à 1945) : acquitté par un tribunal militaire américain à Nuremberg. Président du Conseil d'administration du "nouveau" BASF à partir de 1952, membre de nombreux conseils d'administration dans l'industrie chimique. Professeur honoraire de l'Université d'Heidelberg en 1952. Citoyen d'honneur de l'Université de Stuttgart et de la ville de Ludwigshafen où il résidait (1960). Prend sa retraite du CA de BASF en 1965. Prix Shiller de la Ville de Mannheim en 1967. Meurt en 1974.
- # Wurth, Adolf (médecin, anthropologue ; associé du Dr Robert Ritter) : travaillait au Bureau de la Statistiques du Land de Baden-Württemberg dans les années 1970.
- # Zabel, Martin (Ostbahn) : Vizepräsident, Bundesbahndirektion Kassel, 1964.
- # Zahn Albrecht (Ostbahn) : Bundesbahndirektor de Stuttgart.
- # Zangen, Wilhelm (industriel allemand, grand utilisateur de main d'oeuvre concentrationnaire lorsqu'il était à la tête de Mannesman) : de 1957 à 1966, président du

Conseil d'Administration de Mannesman, mort le 25 novembre 1971,

Zeitschel Karl-Theodor ou Théo (directeur du Judenreferat du département politique de l'Ambassade d'Allemagne à Paris pendant la guerre, pillage des oeuvres d'art françaises appartenant à des Juifs, joue un rôle important dans la déportation des Juifs de France) : aurait été tué dans un bombardement à Berlin en 1945, condamné aux travaux forcés à perpétuité par contumace le 1er juillet 1954 à Paris.

Zeller, Louis-Maurice, dit " Marc Evrard" (Officier de marine, LVF, agent du SD du Morbihan.): arrêté, il est condamné à mort et fusillé en mai 1946.

Zenner, Carl (chef de la police et des SS de Wei?ruthenie) : condamné à 5 ans de prison par un tribunal anglais ; libéré en 1950 ; de nouveau condamné en 1961 par la Cour de Coblenze pour ses activités à Minsk à 15 ans de prison ; mort en 1969.

Ziegler, Hans Severus (Responsable "culturel" du Reich et en particulier de l'exposition sur le "musique (entarte Musik) , inventeur du terme Hitler jugend) : a travaillé jusqu'en 1962 en tant qu'enseignant à Essen et l'Allemagne du Nord, écrivait encore dans les années 1960 que "Heinrich Heine ne peut pas être un écrivain allemand parce qu'il est Juif " (National und Soldaten Zeitung Munich).

Ziereis, Franz (commandant de Mauthausen de 1939 à 1945) : blessé par les Américains alors qu'il cherchait à s'évader le 23 mai 1945 ; meurt le 24 mai 1945 avant d'être jugé ; son corps sera exposé en place publique par les prisonniers.

Zierke, Ernst (SS-Unterscharführer, participe au programme d'euthanasie à Grafeneck et Hadamar, membre de la direction SS du camp de Belzec jusqu'en mars 1943, puis envoyé au camp de Dorohucza d'où il part pour Sobibor le 5 novembre 1943 pour participer au démantèlement du camp) : acquitté au procès de Belzec, à Munich en 1963-64 et mis en liberté provisoire au cours du procès de Sobibor, à Hagen, en 1966, pour raisons de santé.

Zill, Egon (commandant du camp de Natzwiller de mai au 25 octobre 1942, puis de Flossenbürg d'octobre 1942 à avril 1943) : Condamné à perpétuité, sa peine fut ramenée à 15 ans. Mort en 1974.

Zimmermann, Herbert (Kd S, Bialystok) : se suicida en 1966.

Zirpins, Walter (Police criminelle de Lodz) : Polizeidirektor à Hanovre. Arrêté dans cette ville en novembre 1960.